

هكذا من الأصل

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9631

32 PAGES

— VENDREDI 9 JANVIER 1976

Onze personnes
auraient participé
à l'enlèvement de M. Hazan

LIRE PAGE 14

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 BA; Maroc, 1,20 BA; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 18 p.; Grèce,
16 dr.; Inde, 65 rps.; Italie, 250 L.; Japon, 120 y.;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,70 kr.; Pays-Bas,
0,30 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 s. din.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 69572
Tél. : 770-91-29

LES COMMUNISTES DEVANT LES PROBLÈMES DU POUVOIR

ESPAGNE : le gouvernement fait face à sa première épreuve

Une grève politique ?

La grève des travailleurs du métro de Madrid soumet le gouvernement du roi Juan Carlos à sa première épreuve véritable. Sur le plan économique tout d'abord, satisfaire les revendications des grévistes en matière de salaire — ils réclament une augmentation de près de 50 % — créait un précédent redoutable : par la brèche ainsi ouverte s'engouffraient un flot de demandes comparables. Le plan économique du gouvernement — qui repose largement sur un blocage des salaires décrié peu avant la mort du général Franco et confirmé ces derniers jours — se trouvait ainsi à bas. L'équipe constituée il y a un peu moins d'un mois autour de M. Arias Navarro, y perdrait évidemment la confiance des industriels dynamiques et des milieux d'affaires ouverts sur l'Europe qui comptent parmi ses soutiens les plus fermes. Elle ne peut guère se le permettre.

Sur le plan politique, la grève constitue un véritable test pour le gouvernement de M. Arias Navarro, et il est vraisemblable qu'elle a été voulue comme telle par les responsables syndicaux qui l'ont déclenchée. Le terrain est bien choisi. Deux millions de personnes empruntent chaque jour le métro de la capitale : ce conflit ne peut donc pas être de ceux que l'on laisse mourir. Il s'agit, d'autre part, d'un service public. La grève, dans ce secteur, oblige le gouvernement à faire un choix lourd de conséquences : ou bien il décide de réquisitionner les grévistes, et il démontre les limites de sa politique d'ouverture ; ou bien il renonce à la réquisition, et les syndicats clandestins ont soudain conquis un espace important sur le terrain des luttes revendicatives.

A ce défi, le gouvernement a répondu par une demi-mesure : il a décidé de confier à des militaires le soin de faire rentrer une partie des rames. Cette solution pourrait permettre au gouvernement d'attendre que des négociations aient lieu entre les grévistes et la direction du métro. Mais, jusqu'à présent, elles ne paraissent pas engagées. Une course de vitesse a donc commencé entre les autorités et les grévistes, qui ont déjà reçu, le 7 janvier, un témoignage de solidarité de la part des travailleurs des usines Chrysler et Standard Electric de Madrid.

Compte tenu des limitations que connaît l'expression des opinions politiques en Espagne, il est bien tentant pour une opposition, désireuse de mettre à profit le nouveau climat créé par la mort de Franco, de se servir de l'arme de la grève à des fins politiques. Le conflit du métro peut être une étape vers une épreuve de force qui s'inscrirait dans la ligne de la « rupture démocratique » désirée par l'opposition de gauche.

Ce conflit a déjà démontré la force des syndicats clandestins et l'insignifiance de l'appareil officiel, qui n'a nullement été ébranlé lorsqu'il a appelé à la reprise du travail. Les élections de 1975, auxquelles avaient participé massivement les sympathisants des commissions ouvrières — proches du parti communiste — avaient permis la désignation — à la base — de 75 % de nouveaux responsables, qualifiés par un ministre, à l'époque, de « jeunes inconnus de grande combativité revendicative et politiquement de tendance socialiste ». Or, au niveau national, 85 % des responsables élus sont des hommes du régime. La grève du métro de Madrid pose également le problème d'une réforme syndicale.

La grève du métro de Madrid soumet le nouveau gouvernement espagnol à sa première épreuve. Plusieurs rames fonctionnent grâce à des spécialistes de l'armée.

Madrid (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters). — Sur l'ordre du gouvernement, des spécialistes militaires sont descendus, le 7 janvier, dans le métro afin de faire fonctionner un certain nombre de rames du réseau souterrain paralysé depuis trois jours par une grève considérée comme illégale par les autorités.

Craignant sans doute une réaction brutale des organisations ouvrières, le gouvernement a apparemment renoncé, dans l'immédiat, à réquisitionner les grévistes comme il avait menacé de le faire.

Des militaires ont pris les commandes des rames pour la première fois depuis la création du métro à Madrid, il y a cinquante-huit ans. Ils ont circulé pendant une heure environ pour s'acclimater à leur fonctionnement avant d'autoriser l'accès des voyageurs, qui ont pu voyager gratuitement. Des policiers avaient pris position dans les voitures afin d'éviter tout incident.

Selon une source gouvernementale haut placée, citée par l'agence Associated Press, M. Carlos Arias Navarro, chef du gouvernement espagnol, considère que cette grève sauvage est « une inspiration communiste ».

(Lire la suite page 3.)

ITALIE : les socialistes voudraient amener le P.C. à préciser sa ligne

La démission du cabinet Aldo Moro, à qui les socialistes ont retiré leur soutien, ouvre la trente-septième crise politique en Italie depuis la république. D'autre part, tous les secteurs de l'administration italienne sont paralysés, ce jeudi 8 janvier, par une grève générale de vingt-quatre heures lancée par les trois principales centrales syndicales. Les ministères, les écoles, les universités, sont fermés toute la journée.

A Rome, l'initiative des socialistes est encore mal comprise par de nombreux observateurs. M. de Martino, secrétaire général du P.S.I., entend surtout, estime-t-on dans la capitale italienne, obliger le P.C.I. à prendre position plus nettement sur une formule gouvernementale, mais les deux partis de gauche s'accrochent pour rejeter sur la démocratie chrétienne la responsabilité de la crise.

De notre correspondant

Rome. — Trente-trois gouvernements se sont succédés en Italie depuis 1945. D'une moyenne de trois cent deux jours. En se maintenant pendant treize mois, le cabinet sortant (composé de vingt ministres démocrates-chrétiens et cinq républicains, avec le soutien des socialistes et des socio-démocrates) respecte donc les normes. Nul n'imaginait, à la vérité, qu'il pourrait rester en place aussi longtemps. Mais sa chute laisse craindre une trop grave impasse politique pour que les communistes — qui, de l'opposition, le portaient à bout de bras — ne le maintiennent quelques temps encore en survie artificielle. C'est le moins mauvais des cabinets possibles, remarquait-il, tout en reconnaissant, en privé, que ce gouvernement ne gouvernait pas vraiment, malgré les trois cent trente-trois projets de loi déposés et les cent cinquante-deux décrets adoptés.

On peut toutefois reconnaître au tandem Moro-La Malfa quelques succès indéniables, comme l'accord frontalier avec la Yougoslavie et la détente du climat politique, même après la tension qui avait marqué les élections locales du 15 juin 1975.

Avec M. Aldo Moro à sa tête, allié à M. Benigno Zaccagnini, le nouveau secrétaire de la démocratie chrétienne, il était pour les communistes une garantie d'ouverture et de démocratie. M. Zaccagnini lui-même attelait à la réforme de son parti, boycotté par la droite, avait absolument besoin de quelques mois encore pour conduire sa tâche à un point de non-retour.

Le scénario tant redouté par les dirigeants des deux grandes formations politiques a donc commencé : retrait des socialistes de la majorité, démission du gouvernement.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 3.)

FRANCE : M. Marchais renonce à la « dictature du prolétariat »

M. Georges Marchais a franchi, mercredi soir 7 janvier, au cours du magazine d'Antenne 2 « C'est à dire », un nouveau pas dans le processus de révision doctrinale actuellement engagé au sein du parti communiste. Le secrétaire général du P.C.F. s'est clairement prononcé en faveur de l'abandon de la notion de « dictature du prolétariat » qui figure toujours dans les statuts du parti. Cette formule a longtemps constitué le fondement de la conception communiste de l'Etat, et reste d'ailleurs une référence dans les pays d'Europe de l'Est.

Le secrétaire général du P.C.F. a également profité de son passage à la télévision pour réaffirmer l'attachement de son parti aux libertés et indiquer qu'il existe une divergence entre le P.C.F. et le P.C. d'Union soviétique sur « la démocratie socialiste ».

Le problème de la « dictature du prolétariat » s'est posé aux communistes lorsqu'ils ont commencé à rompre avec les conceptions, littéralement dictatoriales, du stalinisme. Au dix-septième congrès du P.C.F., en mai 1964, une première confrontation idéologique s'était engagée sur la dictature du prolétariat. Les dirigeants communistes avaient souligné, en se fondant sur les sources marxistes, le « caractère temporaire » de cette phase révolutionnaire. Dans son discours d'ouverture, M. Waldeck Rochet, alors secrétaire général du parti, déclarait : « La dictature du prolétariat est, de toute façon, cent fois plus démocratique que tous les régimes bourgeois ». Il ajoutait : « Nous croyons que pour la France, il est possible d'envisager des formes de dictature moins violentes et plus brèves, dans la perspective d'un passage au socialisme ». La formule contenait d'être employée jusqu'en 1968 (elle apparaît dans le « manifeste de Champigny »), mais n'est pratiquement plus reprise ensuite. Les socialistes qui, comme le faisait Guy Mollet, se réclamaient du marxisme (dans l'œuvre de Marx, il n'existe pas de distinction entre les notions de « socialisme » et de « communisme ») avaient depuis longtemps récusé cette notion. Le P.C.F. est conduit à accélérer son évolution en acceptant de s'engager, à travers la stratégie d'union de la gauche et du programme commun, dans une démarche qui a lui-même qualifiée de « réformiste ». Cette adaptation aux temps nouveaux ne fait pas toujours l'unanimité dans ses rangs, comme on le constate actuellement. La « tribune de discussion » ouverte à l'occasion du vingt-deuxième congrès (témoin des réserves de certains militants (Le Monde du 30 décembre). Aussi est-il particulièrement important que le secrétaire général se prononce clairement sur une question qui n'est pas tranchée. Il est tout aussi significatif qu'il souhaite voir le débat engagé au niveau des cellules se prolonger au congrès. Il a même lancé un appel dans ce sens aux futurs congressistes alors que jusqu'à présent la discussion était pratiquement close et la ligne politique arrêtée lorsque se tenaient les assemblées. L'unanimité traditionnelle des congrès du P.C. sera-t-elle remise en cause en février prochain ?

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 3.)

Le Conseil des Neuf examinera en mars le rapport Tindemans sur l'Europe

Critiques dans « l'Humanité » et « la Lettre de la Nation »

Le Conseil européen discutera, en mars prochain, à Luxembourg, du rapport Tindemans sur l'union de l'Europe. Les ministres des affaires étrangères des Neuf mettront au point, en février, la procédure d'examen. On trouvera page 2 la fin de l'analyse, que nous avons commencée hier, des passages essentiels de ce long document.

La publication du rapport a été saluée avec

chaleur à Bonn et à Bruxelles. A Londres, la presse est assez sceptique. A Copenhague, elle est même franchement hostile. A Paris, M. Sauvagnargues a indiqué que sa « première impression » n'est « pas mauvaise », mais que certaines propositions, à propos notamment du rôle de la Commission européenne, sont critiquables. Le rapport Tindemans est vivement attaqué ce jeudi par « l'Humanité », et avec plus de modération par « la Lettre de la Nation ».

Les pieds sur terre, mais...

par PIERRE DROUIN

L'Europe n'a jamais été si sûre de rapports. Un de plus, celui de M. Léo Tindemans, premier ministre belge, vient d'être rendu public. La tentation est grande de le considérer avec une forte dose de scepticisme à l'heure où le Marché commun s'empêtre dans ses contradictions quotidiennes. On aurait tort : ce document ne ressemble pas à d'autres, et surtout il ne sort pas tout armé d'un cerveau soucieux de présenter l'image idéale de l'Europe de 1980. Son auteur garde les pieds sur la terre.

Avant de saisir la plume, M. Tindemans a pris son bâton de pèlerin. Chargé par le « sommet » de décembre 1974 de définir une « conception d'ensemble

de l'Union européenne », il a passé des jours et des jours de 1975 dans les capitales des Neuf, recueillant l'avis des gouvernements, certes, mais aussi celui des « forces vives » des nations qu'il parcourait et des représentants de l'opinion publique.

Du coup, nous ne sommes pas en présence d'une épreuve, d'une ébauche de Constitution, mais d'un document très « incarné ». C'est à force d'être pratiquement loyalisme que l'Europe verra peu à peu se dessiner son visage : il sera temps alors de lui donner une nouvelle forme juridique.

Pour que l'Union européenne ne soit pas dévoyée vers le rêve ou au contraire vers une classique coopération intergouvernementale sans plus de consistance, M. Tindemans, sans avoir l'air d'insister, fait courir quelques fils d'un bout à l'autre de sa réflexion. Une de ses idées chères est que l'on ne peut sérieusement travailler en dehors d'une conception globale de l'Europe. Celle-ci a trop souffert jusqu'ici des découpages savants nés de stratifications juridiques (matières prévues dans le traité ou non) ou de schémas intellectuels (l'économique, le social, le régional, etc.) qui renforçaient le royaume des technocrates, aux dépens de celui des politiques. Il faut revenir aux choses simples.

« Qu'attendent les Européens de l'Europe ? », demande M. Tindemans. Une voix dans le monde... une nouvelle société... une soli-

(Lire la suite page 2.)

CIVILISATION

Science et mythe de la ville

Étrange destin : sans cesse fêtée et sans cesse condamnée, la ville semble échapper au pouvoir des hommes dans la mesure où l'éthique qu'elle leur renvoie ne justifie plus à leurs yeux — ou plus assez — les aspirations qui la doivent l'orienter. Alors, d'autres théories voient le jour et l'espace construit est remodelé au gré de facteurs multiples : économie, culture, esthétique, éducation, hygiène, loisirs, prestige, confort, industrie, politique, etc. Tout se passe comme si, depuis les temps très lointains où l'on a vu naître la ville, elle disparaître une civilisation il vaut mieux d'abord anéantir ses villes l'humanité n'avait retenu, même dans ses conquêtes les plus pacifiques, que cette image d'un ordre impitoyable.

Certes, il faut se méfier des raccourcis philosophiques, des visions de l'histoire un peu trop schématisées, mais le rapport de l'individu et la cité, entre la société et le cadre urbain se pose fréquemment

en termes d'antagonisme aigu. A cette réserve près — elle est de taille — que cet antagonisme est souvent créateur.

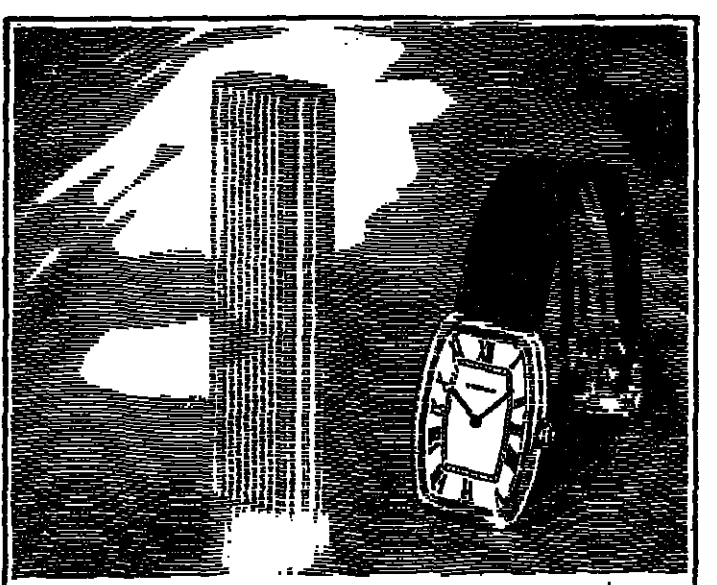
C'est que nous sommes ici dans une forme dialectique, non dans la vision d'un jeu manichéen, ainsi que le montre Michel Ragon dans son ouvrage « l'Homme et les Villes ». S'appuyant sur une documentation stricte et solide, dont la qualité ne surprendra pas chez ce spécialiste, observant une chronologie fort instructive en son découpage rigoureux, analysant les grands phénomènes idéologiques ou symboliques qui se reflètent dans l'art des cités, Michel Ragon nous incite, en fin de compte, à ne pas nous laisser nécessairement pour cela de rejeter l'acquis objectif, — à nous poser la question qui, du labyrinthe croisé à la ville radieuse de Le Corbusier, expliquerait peut-être le mieux le long chemin d'utopie : et si la maison, si le vieil esprit de folie, si, plus rationnellement, une « poésie » n'avait jamais quitté les pierres, jamais abandonné le monde des apparences tangibles ?

Un jour de l'année 1839, un observateur diplomate des États-Unis, John Stephens, alors en mission en Amérique centrale, éprouva soudain devant un paysage le choc inoubliable qu'il devait transmettre, quelques années plus tard, à l'Europe ébahie : parmi la végétation tropicale se dressaient les vestiges immergés d'une civilisation urbaine qui avait dû être admirable. Comment le monde entier s'y était-il pris pour ignorer cela ?

Il ne l'avait pas ignoré, il l'avait seulement méprisé, rejetant dans un tranquille oubli la destruction par Cortez et ses compagnons des cités incas et aztèques. Pour Cortez, Pizarro, et quelques autres officiers de Charles Quint, la surprise avait été si forte que l'attrait tournaît à la fascination, la découverte à l'irréel, ainsi qu'en font foi certains de leurs témoignages : ces enceintes, ces terrasses, ces marches, ces tours, ces temples, déposaient les limites du travail humain.

ROGER BORDIER.

(Lire la suite page 17.)



le mur de Cartier

Paris

LE MONDE
DIPLOMATIQUE
du mois de janvier
EST PARU

BAGAGE COSMOS
les sacs et bagages
David Haussmann

solde
PARIS

EUROPE

Le rapport de M. Tindemans sur l'Union

Le rapport de M. Tindemans, premier ministre belge, sur l'Union européenne, dont nous achevons aujourd'hui la publication d'importants extraits, provoque des réactions contradictoires dans la Communauté.

En Allemagne fédérale, tous les grands partis l'approuvent. M. Genscher, ministre des affaires étrangères, le juge « constructif », et la C.S.U. (parti chrétien-démocrate bavarois d'opposition) estime qu'il est « d'un réalisme rafraîchissant ».

La presse belge est chaleureuse, à l'exception des journaux d'opposition. « Le Peuple » (socialiste) écrit que ce rapport « n'apporte pas à l'Europe le souffle qui lui manque (...). Ce n'est pas une sonnerie de clairon, c'est une jolie pièce pour violon de nature à charmer les oreilles délicates ».

Le gouvernement néerlandais est assez réservé. Il se méfie en particulier des dispositions concernant la défense européenne com-

mune et de la suggestion de faire l'union économique et monétaire à plusieurs vitesses.

Au Danemark, le premier ministre, M. Joergensen, n'a pas caché son désaccord sur plusieurs points (défense commune et extension de la règle majoritaire aux questions de politique étrangère).

Le gouvernement britannique est prudent. M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office, dit que son gouvernement examinera les questions ayant trait aux institutions communautaires « de bonne foi et avec le désir sincère d'aboutir à des propositions pratiques pour renforcer le Marché commun ». Mais la presse britannique exprime un grand scepticisme. « Le rapport est si prudent qu'il risque d'avoir peu d'impact sur la Communauté européenne », écrit le « Times » (indépendant). Pour le « Guardian » (libéral), il s'agit d'un document « réalisable sur le plan diplomatique (...) mais irréalisable sur le plan politique et même fort peu utile ».

Les milieux politiques italiens, mobilisés par la crise ministérielle, ne font aucun commentaire, mais il n'est pas douteux qu'ils accueilleront favorablement les suggestions du premier ministre belge.

En France, le gouvernement n'a encore formulé aucune opinion. Il apparaît cependant qu'en dehors des gaullistes et des communistes, le rapport est plutôt accueilli favorablement, sauf sur un point : le renforcement de la Commission et plus spécialement des propositions de M. Tindemans, le président de la Commission, toujours nommé comme aujourd'hui par les gouvernements, devrait être investi par le Parlement européen et choisir lui-même son équipe, alors que celle-ci, d'après le traité de Rome, est nommée en totalité d'un commun accord par les Etats membres. La Commission, organe suprême de la Communauté, a toujours été la bête noire du général de Gaulle et des

gaullistes, et il n'est pas surprenant que cette proposition de M. Tindemans soit vivement critiquée par « la Lettre de la nation ».

Les dirigeants des partis socialistes européens discuteront le rapport Tindemans au cours de la réunion qu'ils tiendront du 17 au 19 janvier au Danemark.

« Le Monde » a publié dans son précédent numéro les chapitres du rapport Tindemans ayant trait à la politique extérieure (les « tendances minoritaires » devant s'allier sur la majorité) et sur la relance à plusieurs vitesses, selon la capacité des pays, de l'union économique et monétaire. Les deux derniers chapitres ont trait à l'Europe des citoyens et au renforcement des institutions communautaires. Outre ses suggestions concernant la Commission, le premier ministre belge propose d'accroître les compétences du Parlement européen. S'il ne parle pas de son élection au suffrage universel direct, c'est qu'il la considère comme acquise.

L'Europe des citoyens

M. Tindemans propose en M. Tindemans propose de compléter l'Europe sociale par des dispositions portant sur la protection des « droits fondamentaux » (recours direct des particuliers à la Cour de justice communautaire), des « droits des consommateurs » (l'Etat national ne pouvant plus donner une garantie suffisante dans le cadre d'un marché unique) et « la protection de l'environnement ». Sur ce point, M. Tindemans écrit : « (...) L'Union européenne devrait disposer d'un organe commun de réglementation et de contrôle des centrales nucléaires disposant de compétences et de pouvoirs analogues à ceux de la Nuclear Regulatory Commission aux Etats-

Unis. Les contrôles devraient porter sur l'implantation, la construction et le fonctionnement des centrales, le cycle des combustibles et la disposition des déchets radioactifs et thermiques.

LES SIGNES EXTERIEURS DE NOTRE SOLIDARITE

M. Tindemans propose en outre que l'Union européenne se fixe comme objectif : « La disparition progressive des mesures de contrôle de personnes aux frontières entre les pays membres (...), l'amélioration des possibilités de transport et de communication, par l'harmonisation des réglementations si c'est

nécessaire, et par la suppression des discriminations de tarif entre les transports et les télécommunications nationales et celles qui s'effectuent à l'intérieur de l'Union (...), la simplification des modalités de remboursement aux citoyens de l'Union des dépenses qu'ils font pour des soins de santé dans un autre pays de l'Union (...) ».

Il propose enfin d'encourager des accords bi ou multilatéraux entre universités et instituts d'éducation par lesquels ceux-ci organiseraient des échanges d'étudiants et de « donner à ces accords une valeur juridique permettant la reconnaissance réciproque des études dans différents secteurs (...) ».

Le renforcement des institutions

(...) J'ai tiré des consultations que j'ai entreprises dans chacun de nos pays les conclusions suivantes », écrit M. Tindemans : « L'Union européenne peut et doit s'édifier sur les bases institutionnelles déjà acceptées par les Etats membres dans le cadre des traités existants à condition d'améliorer la performance des institutions, dont l'autorité s'est usée, ce qui se traduit trop souvent par l'absence ou le retard dans les décisions. Dans certains cas cette amélioration imposera une adaptation des traités (...) ».

En effet, le retour à des pratiques de coopération intergouvernementale n'apporte aucune solution aux problèmes de l'Europe. Elles tendent à souligner les différences de puissance et d'intérêts entre nos Etats et ne répondent pas aux exigences communes. C'est bien l'appareil institutionnel commun qui doit être renforcé (...).

A) LE PARLEMENT

L'élection du Parlement au suffrage direct comme cette assemblée une autorité politique nouvelle (...).

1) Les compétences du Parlement. L'autorité nouvelle du Parlement aura pour conséquence un accroissement de ses compétences qui se réalisera graduellement au cours du développement progressif de l'Union européenne, et qui se traduira notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative. Il va de soi que le Parlement devra assumer une responsabilité importante dans l'édification de l'Union.

Je propose que : — Le conseil reconnaisse dès maintenant, au Parlement une faculté d'initiative en s'engageant à délibérer sur les résolutions que le Parlement lui adressera, afin de permettre à l'Assemblée d'apporter une contribution effective à la définition des politiques communes ; — Au cours du développement progressif de l'Union européenne, ce mécanisme revêtira une consécration juridique par une modification du traité qui accordera au Parlement un véritable droit d'initiative ; — Le Parlement puisse délibérer dès maintenant sur toutes les questions qui sont de la compétence de l'Union, qu'elles relèvent ou non des traités.

2) Les débats d'orientation générale. Le Parlement élu doit influencer l'orientation générale des activités de l'Union et concentrer l'attention de l'opinion publique sur les grands problèmes politiques. Pour accroître l'autorité de ces débats, il est très souhaitable que les dirigeants de chacun de nos pays puissent y participer, même si les fonctions qu'ils exercent sur le plan national ne leur permettent pas, en fait, de se présenter aux élections européennes.

Dans ce but, je soumets à l'attention du Parlement la double proposition suivante : a) Le Parlement devrait organiser au moins une fois par an, c'est-à-dire dans la perspective électorale, une fois sous chaque président, un débat sur l'état de l'Union et le fonctionnement des institutions ; b) A ce débat, comme à d'autres débats d'une importance comparable, seraient invités, d'une part, le président du conseil européen et d'autre part, un nombre limité de dirigeants politiques ne faisant pas partie du Parlement européen, choisis selon des critères à déterminer (...).

B) LE CONSEIL EUROPEEN (Suite de la première page.) De même, sur le chapitre de la politique économique et monétaire, soulignons-t-il un point capital : « Si, comme il se doit, la progression se fait par étapes, chacune de celles-ci doit comporter un ensemble équilibré de mesures dans le domaine de la politique économique et dans celui de la monnaie. » On reconnaît là l'idée de la synchronisation « chère aux Allemands, qui ne seront sans doute pas déçus de lire ensuite : « L'automatisme des mesures d'aide ou de concours mutuel qu'une union économique et monétaire comporte nécessairement est directement lié à l'acceptation des contraintes que cette union implique. »

C) LE CONSEIL

(...) Pour assurer avec efficacité son rôle institutionnel, tout en conservant une grande souplesse de fonctionnement, le conseil européen adopte les dispositions suivantes :

Lorsqu'il prend des décisions dans le domaine communautaire, il agit dans la forme et selon les procédures des traités. La présence de la Commission au conseil européen en est la garantie ;

— Dans les autres cas, les décisions ou les orientations générales sont formulées de telle sorte qu'elles puissent servir de lignes directrices à ceux qui sont chargés de leur mise en œuvre ;

— Le conseil européen indique toujours l'institution ou l'organe chargé de l'exécution de la décision qu'il prend ;

— Il indique en même temps, si nécessaire, des délais d'exécution. Les réunions sont préparées sous la responsabilité du conseil des ministres des affaires étrangères.

D) LA COMMISSION

1) Rôle de la Commission. Elle doit exercer ses fonctions sans réticences en mettant régulièrement le conseil devant ses responsabilités (...).

Je propose que, pour l'exécution et la gestion des politiques communes dans le domaine communautaire un usage accru soit fait de la Commission. Cette délégation doit devenir la règle générale si on veut développer l'efficacité indispensable du système institutionnel.

Quant au principe de la délégation, je propose de retenir les orientations suivantes : a) Toute politique définie en commun doit normalement être mise en œuvre par un organe ou une personne mandatée à cet effet ;

Pour donner à la Commission européenne une autorité et une cohésion accrues, je propose que les traités soient modifiés dans le sens suivant : a) Le président de la Commission sera désigné par le conseil européen ;

b) Le président désigné devra se présenter devant le Parlement pour y faire une déclaration et voir sa désignation confirmée par un vote ;

c) Le président de la Commission désignera ses collègues, en consultation avec le Conseil et en tenant compte de la répartition nationale.

E) LA COUR DE JUSTICE

M. Tindemans propose que la Cour de justice de la Communauté dispose, dans les domaines nouveaux couverts par l'Union européenne, des pouvoirs identiques à ceux dont elle dispose actuellement dans la Communauté pour interpréter le droit de l'Union. Il propose aussi que les particuliers soient habilités à introduire un recours direct auprès de la Cour.

F) LES ORGANES COMMUNS

M. Tindemans propose notamment que les décisions puissent être prises au niveau du Comité des représentants permanents (COREPER) lorsqu'un consensus apparaît, ce niveau étant réservé aux membres et la Commission, sans recourir au conseil des ministres.

G) LA DELÉGATION DU POUVOIR D'EXECUTION

(...) Il est un principe qui me paraît essentiel à la réalisation de l'Union européenne, écrit M. Tindemans : celui de la délégation du pouvoir d'exécution. Cette délégation doit devenir la règle générale si on veut développer l'efficacité indispensable du système institutionnel.

Quant au principe de la délégation, je propose de retenir les orientations suivantes : a) Toute politique définie en commun doit normalement être mise en œuvre par un organe ou une personne mandatée à cet effet ;

Pour donner à la Commission européenne une autorité et une cohésion accrues, je propose que les traités soient modifiés dans le sens suivant : a) Le président de la Commission sera désigné par le conseil européen ;

b) Le président désigné devra se présenter devant le Parlement pour y faire une déclaration et voir sa désignation confirmée par un vote ;

c) Le président de la Commission désignera ses collègues, en consultation avec le Conseil et en tenant compte de la répartition nationale.

M. Tindemans propose aussi que les particuliers soient habilités à introduire un recours direct auprès de la Cour.

Quant au principe de la délégation, je propose de retenir les orientations suivantes : a) Toute politique définie en commun doit normalement être mise en œuvre par un organe ou une personne mandatée à cet effet ;

Pour donner à la Commission européenne une autorité et une cohésion accrues, je propose que les traités soient modifiés dans le sens suivant : a) Le président de la Commission sera désigné par le conseil européen ;

b) Le président désigné devra se présenter devant le Parlement pour y faire une déclaration et voir sa désignation confirmée par un vote ;

c) Le président de la Commission désignera ses collègues, en consultation avec le Conseil et en tenant compte de la répartition nationale.

M. Tindemans propose aussi que les particuliers soient habilités à introduire un recours direct auprès de la Cour.

Quant au principe de la délégation, je propose de retenir les orientations suivantes : a) Toute politique définie en commun doit normalement être mise en œuvre par un organe ou une personne mandatée à cet effet ;

Pour donner à la Commission européenne une autorité et une cohésion accrues, je propose que les traités soient modifiés dans le sens suivant : a) Le président de la Commission sera désigné par le conseil européen ;

b) Le président désigné devra se présenter devant le Parlement pour y faire une déclaration et voir sa désignation confirmée par un vote ;

c) Le président de la Commission désignera ses collègues, en consultation avec le Conseil et en tenant compte de la répartition nationale.

M. Tindemans propose aussi que les particuliers soient habilités à introduire un recours direct auprès de la Cour.

Quant au principe de la délégation, je propose de retenir les orientations suivantes : a) Toute politique définie en commun doit normalement être mise en œuvre par un organe ou une personne mandatée à cet effet ;

Pour donner à la Commission européenne une autorité et une cohésion accrues, je propose que les traités soient modifiés dans le sens suivant : a) Le président de la Commission sera désigné par le conseil européen ;

b) Le président désigné devra se présenter devant le Parlement pour y faire une déclaration et voir sa désignation confirmée par un vote ;

c) Le président de la Commission désignera ses collègues, en consultation avec le Conseil et en tenant compte de la répartition nationale.

Les pieds sur terre, mais...

(Suite de la première page.)

De même, sur le chapitre de la politique économique et monétaire, soulignons-t-il un point capital : « Si, comme il se doit, la progression se fait par étapes, chacune de celles-ci doit comporter un ensemble équilibré de mesures dans le domaine de la politique économique et dans celui de la monnaie. » On reconnaît là l'idée de la synchronisation « chère aux Allemands, qui ne seront sans doute pas déçus de lire ensuite : « L'automatisme des mesures d'aide ou de concours mutuel qu'une union économique et monétaire comporte nécessairement est directement lié à l'acceptation des contraintes que cette union implique. »

Le vrai pouvoir

Pragmatique, le rapport Tindemans l'est aussi lorsqu'il propose au conseil européen — c'est-à-dire à cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tient trois fois l'an — un rôle majeur, celui du véritable exécutif d'Europe. C'est là, en effet, que se situe la légitimité communautaire, ce conseil ressemblant au plus haut niveau ceux qui détiennent le vrai pouvoir. Si la commission ne voit pas pour autant ses ailes rognées — son président revêtirait même un habit plus politique — du moins n'a-t-elle plus l'espoir de lire entre les lignes du traité de Rome le destin qu'avait cru, en 1965, y déceler M. Hallstein. Toutefois, pour que les décisions prises par le conseil européen ne se perdent pas dans l'éther des « sommets », M. Tindemans propose très heureusement que ce conseil « indique toujours l'institution ou l'organe chargé de l'exécution de la décision qu'il prend. »

C'est avec prudence que le document sur l'Union européenne

traite des transferts de souveraineté. La leçon du rapport Werner a porté. En prétendant aller trop vite, trop loin vers l'union économique et monétaire il y a cinq ans, on n'a bousculé que des chaises. Sans doute, M. Tindemans ne dissimule-t-il pas la nécessité de transferts de compétences à des organes communs, mais il ne met pas la charrue avant les bœufs. C'est la vie qui se charge de placer les dates sur des processus qu'il esquisse avec une grande discrétion, comme par exemple lorsqu'il indique sans avoir l'air d'y toucher que le Fonds européen de coopération monétaire doit devenir l'embryon d'une banque centrale européenne.

« Remplacer chaque fois qu'il se peut le « pourquoi » par le « comment », c'est faire un grand pas vers la sagesse. » Cette leçon d'André Gide a été entendue par M. Tindemans. Cela dit, certaines réponses données au « comment ? » font déjà et feront naître ici et là de vives polémiques.

L'idée astucieuse inspirée par M. Willy Brandt d'une « Europe différenciée », c'est-à-dire d'une Europe où certains Etats qui le peuvent pourraient progresser plus vite que d'autres dans certains domaines d'intégration indisposera sûrement les Anglais. Seront-ils rassurés par les deux « amortisseurs » prévus, à savoir que les Etats qui iront moins vite seront aidés par les autres et par-

tieleront « au sein des institutions communes à l'évaluation des résultats obtenus dans le domaine considéré » ? On peut en douter.

Ce sont les Français et les Allemands qui regarderont d'un oeil inquiet la proposition de M. Tindemans de faire passer, « par l'intermédiaire du budget commun », une « partie importante » des transferts de ressources des zones les plus prospères de la Communauté vers les zones moins favorisées.

Les adversaires de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ont enfin de quoi ranimer leur campagne, en lisant que le « développement progressif de l'Union européenne » se traduira, pour l'Assemblée de Strasbourg, par « l'exercice ordinaire d'une fonction législative ». M. Tindemans voudrait que le Parlement ait également un droit d'initiative (le Conseil s'engageant à délibérer sur les résolutions qui lui seraient transmises par ce canal) et qu'il puisse investir le président de la Commission de Bruxelles, choisi par le conseil européen.

Est-ce trop charger la barque ? On ne pourra répondre affirmativement que si l'Europe des citoyens, également chère au cœur de M. Tindemans, est dédoublée du domaine de l'utopie, c'est-à-dire si les Etats ne peuvent vraiment envisager l'action européenne que comme un prolongement accessoire de la politique nationale.

PIERRE DROUIN.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécial sur demande 5, rue des Italiens, 75127 PARIS cedex 08

Avant agrandissement

LIQUIDATION

(par autorisation préfectorale)

De tout le stock de Vêtements de Luxe et Chemiserie pour Hommes

Costumes - Vestes - Pantalons
Imperméables - Pardessus - Chemiserie
Pulls - Peausserie - Fourrures
et quantité d'autres articles

Diffusion :
TED LAPIDUS
RENOMA - D. HECHTER

ANTHONY

142, bd Saint-Germain, 75006 PARIS
Ouvert de 9 h. 30 à 19 h. 30

Métro ODEON

(...) Pour assurer avec efficacité son rôle institutionnel, tout en conservant une grande souplesse de fonctionnement, le conseil européen adopte les dispositions suivantes :

Lorsqu'il prend des décisions dans le domaine communautaire, il agit dans la forme et selon les procédures des traités. La présence de la Commission au conseil européen en est la garantie ;

— Dans les autres cas, les décisions ou les orientations générales sont formulées de telle sorte qu'elles puissent servir de lignes directrices à ceux qui sont chargés de leur mise en œuvre ;

— Le conseil européen indique toujours l'institution ou l'organe chargé de l'exécution de la décision qu'il prend ;

— Il indique en même temps, si nécessaire, des délais d'exécution. Les réunions sont préparées sous la responsabilité du conseil des ministres des affaires étrangères.

C) LE CONSEIL

(...) Pour renforcer l'autorité et l'efficacité du conseil, son action doit devenir plus cohérente, plus rapide, plus continue. Je formule dans ce but les propositions suivantes :

1) Cohérence. a) Une décision du conseil européen doit charger le conseil des ministres des affaires étrangères de coordonner, de la manière la plus appropriée, les activités des conseils spécialisés ; b) La distinction entre les réunions ministérielles et les réunions du conseil doit être supprimée. La suppression de cette distinction n'affecte pas les procédures qui existent actuellement pour la préparation des délibérations diplomatiques des ministres.

2) Rapidité. La rapidité dans le processus de décision demande notamment le renforcement des mécanismes majoritaires : a) Le recours au vote majori-

(Suite de la première page.) De même, sur le chapitre de la politique économique et monétaire, soulignons-t-il un point capital : « Si, comme il se doit, la progression se fait par étapes, chacune de celles-ci doit comporter un ensemble équilibré de mesures dans le domaine de la politique économique et dans celui de la monnaie. » On reconnaît là l'idée de la synchronisation « chère aux Allemands, qui ne seront sans doute pas déçus de lire ensuite : « L'automatisme des mesures d'aide ou de concours mutuel qu'une union économique et monétaire comporte nécessairement est directement lié à l'acceptation des contraintes que cette union implique. »

Le vrai pouvoir

Pragmatique, le rapport Tindemans l'est aussi lorsqu'il propose au conseil européen — c'est-à-dire à cette réunion des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tient trois fois l'an — un rôle majeur, celui du véritable exécutif d'Europe. C'est là, en effet, que se situe la légitimité communautaire, ce conseil ressemblant au plus haut niveau ceux qui détiennent le vrai pouvoir. Si la commission ne voit pas pour autant ses ailes rognées — son président revêtirait même un habit plus politique — du moins n'a-t-elle plus l'espoir de lire entre les lignes du traité de Rome le destin qu'avait cru, en 1965, y déceler M. Hallstein. Toutefois, pour que les décisions prises par le conseil européen ne se perdent pas dans l'éther des « sommets », M. Tindemans propose très heureusement que ce conseil « indique toujours l'institution ou l'organe chargé de l'exécution de la décision qu'il prend. »

C'est avec prudence que le document sur l'Union européenne

traite des transferts de souveraineté. La leçon du rapport Werner a porté. En prétendant aller trop vite, trop loin vers l'union économique et monétaire il y a cinq ans, on n'a bousculé que des chaises. Sans doute, M. Tindemans ne dissimule-t-il pas la nécessité de transferts de compétences à des organes communs, mais il ne met pas la charrue avant les bœufs. C'est la vie qui se charge de placer les dates sur des processus qu'il esquisse avec une grande discrétion, comme par exemple lorsqu'il indique sans avoir l'air d'y toucher que le Fonds européen de coopération monétaire doit devenir l'embryon d'une banque centrale européenne.

« Remplacer chaque fois qu'il se peut le « pourquoi » par le « comment », c'est faire un grand pas vers la sagesse. » Cette leçon d'André Gide a été entendue par M. Tindemans. Cela dit, certaines réponses données au « comment ? » font déjà et feront naître ici et là de vives polémiques.

L'idée astucieuse inspirée par M. Willy Brandt d'une « Europe différenciée », c'est-à-dire d'une Europe où certains Etats qui le peuvent pourraient progresser plus vite que d'autres dans certains domaines d'intégration indisposera sûrement les Anglais. Seront-ils rassurés par les deux « amortisseurs » prévus, à savoir que les Etats qui iront moins vite seront aidés par les autres et par-

tieleront « au sein des institutions communes à l'évaluation des résultats obtenus dans le domaine considéré » ? On peut en douter.

Ce sont les Français et les Allemands qui regarderont d'un oeil inquiet la proposition de M. Tindemans de faire passer, « par l'intermédiaire du budget commun », une « partie importante » des transferts de ressources des zones les plus prospères de la Communauté vers les zones moins favorisées.

Les adversaires de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ont enfin de quoi ranimer leur campagne, en lisant que le « développement progressif de l'Union européenne » se traduira, pour l'Assemblée de Strasbourg, par « l'exercice ordinaire d'une fonction législative ». M. Tindemans voudrait que le Parlement ait également un droit d'initiative (le Conseil s'engageant à délibérer sur les résolutions qui lui seraient transmises par ce canal) et qu'il puisse investir le président de la Commission de Bruxelles, choisi par le conseil européen.

Est-ce trop charger la barque ? On ne pourra répondre affirmativement que si l'Europe des citoyens, également chère au cœur de M. Tindemans, est dédoublée du domaine de l'utopie, c'est-à-dire si les Etats ne peuvent vraiment envisager l'action européenne que comme un prolongement accessoire de la politique nationale.

PIERRE DROUIN.

Européenne

la coordination des armements : donner
l'union communautaire à l'évolution en ce

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

THEODORAKIS
LES FIANCES DE PENELOPE
préface de François Mitterrand

« J'ai connu pas d'artiste
qui m'ait à ce point
donné le sens du moi »
François Mitterrand

1 volume 240 pages

هكذا من الأصل

Un volume 240 pages 39F

EUROPE

Union soviétique

LEONID PLOUCHITCH
SERA CONDUIT VENDREDI
AU POSTE FRONTIÈRE DE TCHOP

Moscou (Reuter, A.P.P.) — Le mathématicien Leonid Ploouchitch sera conduit, vendredi 8 janvier, directement de la prison psychiatrique de Dnepropetrovsk au poste frontière soviéto-hongrois de Tchop. Il pourra y prendre congé de sa mère et de sa sœur, les autorités soviétiques les ayant en fin de compte autorisés à se rendre dans cette région frontalière (le Monde du 8 janvier). Les deux femmes doivent quitter Tchop dans la nuit de jeudi à vendredi avec la femme et les deux fils du mathématicien. Ils arriveront à Tchop, vendredi à 10 heures (heure locale).

En revanche, les amis qui voulaient revoir Leonid Ploouchitch avant son départ n'ont pas été autorisés à le faire. Le Tchop, dit-on, est une zone à haute tension. M. Ploouchitch, qui a pu voir son mari mardi 6 janvier, l'a trouvé « très content », mais atteint d'un épilepsie.

La famille Ploouchitch devra avoir quitté l'U.R.S.S. avant le 10 janvier. La première étape de leur voyage sera Vienne.

Autriche

M. WIESENTHAL
RENONCE A POURSUIVRE
LES ANCIENS NAZIS

(De notre correspondant.)

Vienne. — M. Simon Wiesenthal, responsable du Centre de documentation juif à Vienne, a connu pour les recherches qu'il mène depuis des années contre les anciens nazis, a décidé de modifier le caractère de ses activités.

A l'avenir, le Centre de M. Wiesenthal sera principalement un bureau d'archives consacré aux documents et aux travaux de recherches qui ont été faits ou qui se font sur le national-socialisme et l'antisémitisme. La poursuite des anciens nazis n'occupera plus qu'une place secondaire dans ses activités, voire disparaîtra complètement, tout au moins en ce qui concerne ceux d'origine autrichienne, car, selon M. Wiesenthal, les tribunaux acquiescent régulièrement.

La réalisation du contrat de location qui lui a été imposé par le propriétaire de l'immeuble du 7 Rudolfsplatz, où il avait installé son Centre de documentation depuis février 1964, a d'autre part contraint M. Wiesenthal à trouver d'autres locaux.

Il semblait que des difficultés financières, certaines pressions exercées par les locataires de l'immeuble qui auraient reçu des lettres de menaces, mais aussi les effets néfastes qu'aurait eus la récente affaire Feter, seraient à l'origine de la décision de M. Wiesenthal (voir le Monde des 13 novembre et 5 décembre).

A. Rd.

ISTH
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
PRIVE DEPUIS 23 ANS

ENASCO PO

Session Janvier à Juin
Conférences méthodes par groupe de 15 étudiants
- Encadrement strict
- Pour SC PO enseignement par correspondance (provinciale)

Renseignements et inscriptions ISTH
10, avenue Luch-Beuzey, 75016 PARIS
070-46-14 et 224-70-72

Le Monde
DOSSIERS
ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO DE JANVIER
EST PARU
N° 27

Il comprend
dans la série « Société »

PARIS
QUI BOUGE

et dans la série « Économie »

LE BUDGET
DE L'ÉTAT

Prix de vente, le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (12 numéros) : 18 F.

Sur demande, tarif dégressif pour abonnement groupé de 10 numéros adressés à une même adresse.

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE MAROCAIN

M. Osman se félicite de l'attitude compréhensive de la France
dans l'affaire du Sahara occidental

M. Ahmed Osman, premier ministre marocain, qui a commencé, mercredi 7 janvier, une visite officielle de trois jours en France, a eu, peu après son arrivée, un entretien en tête à tête avec M. Chirac, qui a ensuite offert un dîner en son honneur.

Prenant la parole à l'issue du dîner de mercredi soir, M. Chirac a rappelé qu'existait entre la France et le Maroc « une amitié vieille, fondée sur d'impérissables réalités d'ordre spirituel, géographique et politique ». Après avoir évoqué les conditions dans lesquelles avait été assurée, ces dernières années, la coopération entre les deux pays, le premier ministre français a déclaré : « Nous ne sommes pas prêts d'oublier la détermination et la chaleur de l'accueil que le peuple marocain a su, selon sa noble tradition, réserver au président Giscard d'Estaing. » Il a estimé ensuite que la France et le Maroc « pouvaient maintenant entreprendre, dans un esprit de confiance et de coopération mutuelle, une coopération accrue et de plus en plus étroite ».

M. Chirac n'a fait qu'une brève allusion au Sahara occidental en disant : « Je sais aussi que vous avez dans votre politique africaine et méditerranéenne, une préoccupation constante de la justice, soucieux de préserver les liens de la France, et plus largement de l'Europe avec le monde arabe tout entier. Du Golfe à Casablanca, le dialogue arabo-musulman s'affirme tout ensemble multiple et un. Les Français le savent, le comprennent et en tirent les conséquences. »

Répondant à M. Chirac, M. Ahmed Osman a rendu hommage à la politique de M. Giscard d'Estaing, qui, a-t-il dit, « s'attache à soutenir sa diplomatie à toute forme de dépendance ». Il a poursuivi : « C'est cette France, porteuse de rayons de confiance et d'espoir dans un monde assombri par l'injustice et par l'angoisse, que nous avons retrouvée à nos côtés dans nos jours d'épreuve. En effet, l'affaire du Sahara nous a permis, encore une fois, d'apprécier l'attitude aussi compréhensive que sereine de la France lors de notre action pacifique mais résolue (...) pour le rétablissement de notre souveraineté sur une portion de notre territoire national. Le rétablissement de l'unité du Sahara ouvre devant le Maroc des perspectives nouvelles pour une coopération accrue avec les pays de la région, tant africains qu'euro-méditerranéens. A cet égard, un nouvel ensemble régional groupant les pays possédant à la fois des rivières atlantiques et méditerranéennes constituerait un champ privilégié pour cette coopération. »

Une telle œuvre commune, a encore dit M. Osman, devra accorder une importance prioritaire à la Méditerranée. Après avoir

M. Osman est reçu ce jeudi à l'Élysée, puis aura une nouvelle conversation avec M. Chirac. Répondant mercredi soir au toast de bienvenue prononcé par son hôte, le premier ministre marocain a remercié la France de son attitude « compréhensive » dans l'affaire du Sahara occidental.

rappelé la présence dans cette mer de « flotilles étrangères anti-gauche » et dénoncé l'aggravation des problèmes dus à la pollution, le premier ministre marocain a déploré la multiplication des foyers de tension dans cette région. A propos du conflit du Proche-Orient, il a affirmé que, « comme la France l'a d'ailleurs proclamé très tôt, aucune paix réelle, juste et durable ne pourra être instaurée sans la réconciliation par les pays arabes de l'entente de leurs territoires occupés et sans le rétablissement du peuple palestinien dans son droit à disposer d'une patrie ».

M. Osman a enfin estimé qu'il était du devoir de la France de « s'intéresser de très près à tout ce qui touche l'Afrique et contribuer au parachèvement de son émancipation », et il a exprimé la préoccupation du Maroc devant la guerre qui déchire l'Algérie, « nouvelle source d'antagonisme violent entre les blocs ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'interview du premier ministre marocain publiée dans le Monde du 8 janvier, il fallait lire, à propos du déséquilibre des échanges entre les deux pays : « Nous souhaitons ardemment que la France contribue (et non pas continue) à résorber ce déficit... »

CORRESPONDANCE

Plus on est de fous...

Mlle Jeanne Ben, assistante agrégée à l'université de Paris-Sorbonne, nous écrit :
« J'ai lu, très attentivement, le « Libré opinion » de M. Daméon (le Monde du 6 janvier) et j'en ai tiré de grands enseignements. Déjà, avant, je pensais bien que « dans le pays en cause » les opposants étaient fous. Manifestement son opinion politique dans un régime qui l'interdit absolument, un homme sain ne le faisait pas. Mais je me trompais : la vraie raison pour laquelle ils sont fous, c'est qu'ils disent qu'ils ne sont pas fous. Que voilà une règle simple, et qui devrait faire cesser les polémiques, ici et ailleurs. Est-ce que j'ai dit : « Je ne suis pas fou. » Est-ce que j'ai dit : « Je suis fou. » La conclusion s'impose : tous à Sainte-Anne ! »

« Que le fou ne serve pas de repoussoir »

Le docteur Georges Darnéon, médecin de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne à Paris, dont nous avons publié une « Libré opinion », nous adresse la mise au point suivante :

La parution, dans le Monde du 6 janvier, de la libre opinion intitulée : « Régime politique et traitement psychiatrique » m'a valu des réactions immédiates qui montrent que le titre donné à ce texte par la rédaction du Monde induit une lecture assez différente de mes intentions. Quelques coupures, sans doute, ont été nécessaires par la mise en page, ont, d'autre part, supprimé des phrases qui indiquaient plus clairement encore mon propos : le titre que j'avais donné m'a même exprimé que ma démarche était d'abord celle d'un psychiatre soucieux d'éviter le rejet des malades : « Que le fou ne serve pas de repoussoir. »

PROCHE-ORIENT

« Golfe Arabe »
ou « golfe Persique »L'IRAN
RAPPELLE SES AMBASSADEURS
DANS SEPT PAYS ARABES

Téhéran (A.P.) — L'Iran a rappelé, mercredi 7 janvier, ses ambassadeurs dans sept pays arabes, et menace de reconsidérer ses relations avec ceux-ci, s'ils persistent à donner au golfe Persique le nom de « golfe Arabe ».

Cette réaction fait suite à l'annonce de la création, le 20 janvier, d'une « agence de presse du golfe Arabe » par l'Irak, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et Oman. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a fait savoir que les ambassadeurs iraniens dans ces pays sont attendus à Téhéran dans les quarante-huit heures et qu'ils ont reçu pour instruction de s'enquérir, auprès des capitales où ils sont accrédités, de la campagne à effectivement été entreprise pour modifier le nom du golfe.

Dans ce cas, l'Iran considérerait cette initiative comme « des plus inamicales » et réviserait ses relations avec les pays intéressés, a affirmé le porte-parole.

NOUVELLES PROTESTATIONS
CONTRE LES CONDAMNATIONS
A MORT A TÉHÉRAN

Les protestations contre les dix condamnations à mort prononcées le 31 décembre à Téhéran par un tribunal militaire se multiplient. Quatre-vingts étudiants iranien ont commencé mardi 6 janvier, à la Maison d'Italie de la Cité universitaire, 9, boulevard Jourdan, à Paris, une grève de la faim. Des manifestations analogues ont eu lieu à Strasbourg, à Cologne, à Rome et à Montréal.

A Paris, le Comité de défense des prisonniers politiques iraniens (9, rue Delambre, Paris), qui comprend notamment M. Jean-Paul Sartre, s'est élevé, dans un communiqué publié mercredi, « contre les méthodes illégales de la « justice » de Shah, et contre l'extension de l'opinion sur les violations continues des droits de l'homme en Iran ».

De leur côté, les six avocats français qui ont rempli des missions d'observation en Iran (le Monde du 10 octobre 1975), ont écrit, dans un communiqué, contre les condamnations de Téhéran : ils dénoncent la « torture systématique que le régime iranien a déployée en matière de gouvernement », et « le caractère secret et hostile des procédures menées par les tribunaux militaires iraniens, expression d'un véritable terrorisme d'État ».

Liban
Les combats entre miliciens chrétiens et fedayin
touchent désormais plusieurs quartiers de la banlieue de Beyrouth

De violents combats se poursuivaient, jeudi matin 8 janvier, aux alentours du camp de réfugiés palestiniens de Tel Zaatar, près de Beyrouth, encerclé depuis plus d'une semaine par les milices des Phalanges et du parti national libéral de M. Camille Chamoun. Les affrontements se sont étendus à plusieurs autres quartiers de la banlieue. Ils ont fait au moins vingt-six victimes mercredi.

Beyrouth. — Pour forcer le blocus dont ils sont l'objet depuis le samedi 3 janvier, plusieurs centaines de fedayin sont sortis mercredi des camps de Tel-Zaatar et Jisr-El-Bacha et ont attaqué la localité de Sen-Eli-Fil, dans la banlieue est de Beyrouth contrôlée par les miliciens des Phalanges et leurs alliés. Cette attaque, la première du genre depuis le déclenchement de la guerre civile, a permis aux Palestiniens d'occuper le terrain ; elle a été précédée d'un bombardement au mortier sur un rayon de 3 kilomètres. Les commandants du F.P.L.P. de la Saïda et du F.R.P. — Commandement général A.V.L.P. — ont annoncé, mercredi vers 13 heures, le quartier résidentiel de Sen-Eli-Fil et s'apprêtaient à opérer une percée qui devait les relâcher de l'agglomération de Nabes, autre enclave contrôlée par les forces islamoprogressistes et située dans le secteur chrétien de la périphérie est de Beyrouth.

C'est alors que les miliciens des partis de droite passèrent à la contre-attaque. Après trois heures de violents combats, ils parvinrent à repousser les assaillants, qui, à la tombée de la nuit, décidèrent d'opérer un repli tactique en évacuant la majeure partie du terrain qu'ils venaient d'occuper. La bataille a fait rage, surtout aux abords de l'hôpital Fayed, qui, tout par ses fenêtres, a été ravagé par le feu. Les Palestiniens, qui durent évacuer le bâtiment, ont emmené les malades. Dans un immeuble voisin, les fedayin ont pris en otage les locataires et ont menacé de les exécuter si les Phalanges ne leur dégageaient pas une voie de retraite. Ce qui a été fait à l'extrême à l'initiative du ministre de l'Intérieur.

À la tombée de la nuit, le comité de coordination, qui avait suspendu la veille ses travaux, après avoir fait un constat de son incapacité, s'est réuni de nouveau en présence des délégués de toutes les parties. Ces derniers ne sont toutefois pas parvenus à se mettre d'accord sur une procédure de cessez-le-feu im-

De notre correspondant

médiat. Jeudi, vers 2 heures du matin, les combats reprennent de plus belle. Les fedayin ont tenté de reprendre la « forêt Tabat », bosquet de pins situé à l'entrée de Sen-Eli-Fil et qui contrôle un important carrefour.

Selon des informations puisées à des sources officielles, les Phalanges, aidées par certains « services » de l'État, auraient l'intention de déclencher dans la journée de jeudi une vaste offensive à l'est de la capitale contre les poches de résistance islamoprogressistes, dont la jonction risque à tout moment de couper les quartiers chrétiens de la montagne et du littoral nord qui constituent les deux voies d'approvisionnement stratégiques des forces chrétiennes de droite. Les parts de gauche ont fait savoir à ce propos que toutes les précautions ont été prises pour mettre en échec « une conspiration phalangiste » et pour lever le blocus, « qui vise à affaiblir des Palestiniens et des Libanais des troupes qui cernent les quartiers cossus de la capitale ».

D'autre part, la déclaration de M. Abdel Halim Khaddam à la presse koweïtienne, dans laquelle le ministre syrien des affaires étrangères annonce que son pays était prêt à « récupérer » le Liban en cas de

Les États-Unis s'opposent à toute modification
des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité

Les États-Unis s'opposent à toute modification des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité lors de la réunion, la semaine prochaine, du Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré M. Kissinger à l'issue d'un entretien avec M. Ygal Alon, ministre israélien des affaires étrangères.

En ce qui concerne les États-Unis, les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité sont les seules valables pour parvenir à un règlement du Proche-Orient. Nous opposerons vigoureusement à toute tentative pour les modifier », a déclaré M. Kissinger.

Le secrétaire d'État s'est toutefois gardé de dire que la diplomatie américaine fera obstacle au vote d'une nouvelle résolution par le Conseil de sécurité. « Nous attendons de voir ce qui émergera », a-t-il indiqué.

● À TEL-AVIV, les journaux israéliens ont annoncé que les États-Unis demandent à Israël de faire certaines concessions en contrepartie d'un veto éventuel à l'issue du débat au Conseil de sécurité. Washington souhaiterait,

particulier, un retrait israélien de cette menace. Les propos du chef de la diplomatie syrienne auront eu l'avantage de rappeler aux Libanais qu'ils faisaient partie d'une même nation : chrétiens, musulmans et Palestiniens sont unanimes pour s'opposer à toute occupation étrangère, fût-elle arabe. Le premier à avoir réagi à la déclaration de M. Khaddam a été M. Pierre Gemayel : « Nous nous défendons jusqu'au dernier Libanais et ferons échec à la division, d'où qu'elle vienne », a déclaré le chef des Phalanges. Il devait cependant préciser ensuite que « le président Assad et son ministre des affaires étrangères ont toujours œuvré pour la sauvegarde de l'indépendance du Liban » et que « les propos de M. Khaddam s'adressaient plus particulièrement aux destructeurs du pays, à ceux qui, par leur comportement, rendaient induite la partition ».

Blas plus virulent a été la réplique du ministre de l'Intérieur, M. Chamoun : « J'aurais souhaité, a déclaré l'ancien président de la République, que le camarade Khaddam commence par récupérer le Golan, afin de faciliter les négociations avec Damas sur un accord de dégelage. »

● AU CAIRE, le président Sadate a estimé, mardi, qu'il n'était pas nécessaire de modifier les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité tant que l'objectif des prochains débats de cet organisme n'est pas de préparer la conférence de Genève et d'obtenir la reconnaissance de l'Organisation de la Palestine par un plus grand nombre de pays.

Tel est, selon le quotidien Al-Ahram, le point de vue exprimé mardi par le chef de l'État égyptien, au cours de sa rencontre avec des membres de la Chambre américaine des représentants. Le président Sadate a exprimé également l'espoir, selon le journal, de ne pas voir les États-Unis opposer leur veto au cours des débats au Conseil de sécurité du 13 janvier, car une telle initiative, a-t-il dit, serait un obstacle dans la recherche de la paix au Proche-Orient. — (A.F.P., U.P.I.)

La visite de M. Fischer à Paris

M. SAUVAGNARGUES
SE RENDRAIT A BERLIN-EST
VERS LA FIN DE L'ANNÉE

M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, a accepté, à l'invitation de son collègue allemand, M. Fischer, de se rendre en R.D.A. Ce voyage pourrait avoir lieu à la fin de l'année.

Après les échanges de vues de mardi sur la situation internationale, les deux ministres ont eu, mercredi 7 janvier, à Paris, un second entretien qui a porté sur les échanges bilatéraux. Les conversations ont été qualifiées de part et d'autre de « constructives », « amicales » et « franches ». Les deux ministres ont confirmé l'objectif déjà fixé lors de la visite du ministre français du commerce extérieur, M. Ségard, à Berlin-Est, en juillet dernier, de doubler ou tripler les échanges commerciaux (actuellement très faibles), mais sans fixer de date : « Le plus vite possible », a dit M. Fischer aux journalistes. Aucune date n'a été fixée non plus pour la conclusion de l'accord culturel souhaité par la France. Mais les deux parties se sont entendues pour stimuler les relations dans ce domaine, dossier par dossier.

On se défend, en tout cas, du côté est-allemand, de lier les relations culturelles à la conclusion d'une convention consulaire demandée par la R.D.A. Les experts se réuniront en février pour discuter des problèmes soulevés par cette convention. Du côté français, on se refuse à signer un accord qui prétendrait « légitimer » sur la définition de la nationalité est-allemande : pour Paris, toute personne qui présente un passeport de la R.D.A. sera reconnue comme citoyen de cet État, alors que Berlin-Est voudrait qu'une référence soit faite aux « règlements en vigueur en R.D.A. ». L'on espère du côté est-allemand, qu'un compromis est possible.

Avant M. Sauvagnargues, un haut fonctionnaire des affaires étrangères ira à Berlin-Est pour suivre les entretiens politiques amorcés par la visite de M. Fischer à Paris.

L'U.R.S.S. NOTIFIE A L'OTAN
SES PROCHAINES MANŒUVRES
MILITAIRES
EN ARMÉNIE ET EN GÉORGIE

L'Union soviétique a annoncé le 4 janvier à Moscou sa voie diplomatique, ainsi que dans certaines capitales de l'alliance atlantique, qu'elle effectuait, du 25 janvier au 6 février, des manœuvres militaires mettant en ligne plus de vingt-cinq mille hommes à proximité de la Turquie et de l'Iran, autour de Koutaisi et Tbilissi en Géorgie et d'Erivan en Arménie.

Le secrétaire général de l'OTAN, à Bruxelles, a également été avisé par Moscou de la tenue de ces manœuvres. Il a exprimé sa satisfaction à ce sujet, mercredi 7 janvier, par la voix de son porte-parole. « C'est un pas favorable », a déclaré ce dernier. Nous nous réjouissons de constater que l'U.R.S.S. prend les mesures destinées à créer la confiance qui ont été décidées à Helsinki. »

Aux termes, en effet, de l'acte final de la conférence d'Helsinki, les trente-cinq signataires de ce document sont invités à « évaluer les manœuvres de leurs forces armées lorsque plus de vingt-cinq mille hommes participent à ces manœuvres et qu'elles ont lieu près des frontières. »

Aucun des membres de l'OTAN n'a cependant reçu d'invitation à déléguer des observateurs militaires à ces exercices. À l'occasion des manœuvres de l'OTAN, à l'automne 1976, qui avaient regroupé environ soixante-trois mille hommes dans le sud de l'Allemagne fédérale, des invitations avaient été lancées aux pays de l'Est pour qu'ils envoient des observateurs. Ces invitations, qui n'ont, d'après le document d'Helsinki, qu'un caractère facultatif, étaient restées sans réponse. — (A.F.P.)

● Une conférence internationale chargée d'examiner un projet d'acte constitutif pour transformer l'ONU (Organisation des Nations unies) pour le développement industriel en une institution spécialisée de l'ONU, conformément aux recommandations de la deuxième conférence de l'ONU, tenue à Lima en mars 1975, s'est ouverte mercredi 7 janvier à Vienne. Cinquante-trois pays ont jusqu'à présent accepté de participer aux travaux de cette conférence. — (A.F.P.)

● Le consulat de Grande-Bretagne à Nice forme ses portées par mesure d'économie. Les archives, dont certaines remontent à 1850, seront transférées à Marseille. Les quelques cent mille résidents britanniques qui vivent sur la Côte d'Azur pensent qu'il s'agit d'une mesure temporaire : en 1957, déjà, le consulat avait été fermé. Il avait été à nouveau ouvert trois ans plus tard. — (Corresp.)

ASIE

Vietnam

M. Galtier se

Chili

Le Chili a annoncé qu'il ne participerait pas aux manœuvres militaires de l'OTAN, à l'automne 1976, qui avaient regroupé environ soixante-trois mille hommes dans le sud de l'Allemagne fédérale, des invitations avaient été lancées aux pays de l'Est pour qu'ils envoient des observateurs. Ces invitations, qui n'ont, d'après le document d'Helsinki, qu'un caractère facultatif, étaient restées sans réponse. — (A.F.P.)

Les 7,
8, 9, 10
janvier

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

solde

ASIE

Vietnam

**LE GÉNÉRAL BIGEARD
SERAIT « ACCUEILLI
AVEC SYMPATHIE »
A HANOI**

HANOI (A.F.P.). — Ancien colonel du corps expéditionnaire français en Indochine, l'écrivain Jules Bigeard vient de visiter en tournée plusieurs régions du Vietnam du Nord. Selon des renseignements publiés à Hanoï, le général Bigeard, qui a été accueilli avec sympathie, a été reçu par le secrétaire d'Etat à la Défense, et a eu des échanges avec le ministre de la Guerre. Le général Bigeard, qui a été accueilli avec sympathie, a été reçu par le secrétaire d'Etat à la Défense, et a eu des échanges avec le ministre de la Guerre.

**IL Y AURAIT
DE DIX MILLE A DOUZE MILLE
DISSIDENTS AU SUD**

Le journal de l'armée nord-vietnamienne fait état d'opérations menées par les forces armées contre des éléments armés en dissidence au Sud. Il ne précise pas combien d'hommes ont été tués, mais selon des renseignements concordants, il y en aurait de dix mille à douze mille.

Dans un article consacré aux travaux de défrichage du régime 764, dans la région de Darlac, sur les Hauts-Plateaux, le journal écrit que « dernièrement, le régime a encore participé à la chasse donnée aux contre-révolutionnaires ». Le quotidien ne semble pas attacher à ce problème une importance particulière. Il ne consacre, en effet, « aux débris de l'armée ennemie » qu'une cinquantaine de lignes sur les cinq cents que compte son article intitulé « Les premiers acquis du pouvoir révolutionnaire ». « L'armée et l'administration fantoches se sont effondrées, mais leurs membres, dont le nombre dépasse la million, doivent être contrôlés et réduits d'une manière adéquate. » Quelques trois mille anciens officiers et fonctionnaires de l'ancien régime seraient, après « rééducation », libérés, dans la région de Saigon. — (A.F.P.)

**Les 7,
8, 9, 10
janvier**

Francesco Smalto
solde
ses pardessus.

Francesco Smalto
solde
ses imperméables.

Francesco Smalto
solde
ses chemises.

Francesco Smalto
solde
ses pulls.

et naturellement
ses costumes.

Francesco Smalto
ne solde pas
à l'importe quoi.

smalto
44 rue François I.
5 Place Victor-Hugo.
Centre Maine-Montparnasse.

Tchad

M. Galley se rend à nouveau à N'Djamena

M. Robert Galley, ministre de l'Équipement, conduira avant la fin du mois une mission au Tchad. Celle-ci a pour but de concrétiser le rapprochement franco-tchadien esquissé lors du précédent voyage de M. Galley à N'Djamena, à la fin de décembre.

La révision des accords de coopération franco-tchadiens figurera au centre des travaux, qui commenceront dans une dizaine de jours à N'Djamena entre experts.

Cette révision, indique-t-on à N'Djamena, portera notamment sur l'assistance technique militaire et les accords de défense, rendus caducs par le départ des troupes françaises stationnées au Tchad, ainsi que sur la coopération culturelle, technique et scientifique. Le réexamen de la coopération franco-tchadienne n'est pas une chose nouvelle, fait-on également remarquer, puisque le principe en était déjà acquis après la venue au Tchad, en janvier 1975, de la mission conduite par M. Hissel, chargé d'établir un nouveau programme de coopération entre les deux pays.

Enfin, le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, aurait l'intention de se rendre, dès la semaine prochaine, dans

le nord du Tchad, où pourraient avoir lieu des contacts avec les rebelles touabous qui détiennent en otage depuis plus de vingt mois l'archéologue française Françoise Claustre. À ce sujet, on indique que, présentant les vœux du personnel de la présidence au général Malloum, M. Toura Gaba, conseiller diplomatique, a invité, mardi 6 janvier, « les compétences en rébellion », à déposer les armes, et les exilés à « regagner le bercail, afin que le climat de la réconciliation nationale (...) de la concorde puisse résorber et traverser tout le pays ».

● LA PREMIÈRE SEANCE PLENIÈRE des conversations constitutionnelles sur l'avenir de la Rhodésie a débuté, mardi 6 janvier, à Salisbury, entre le gouvernement de M. Ian Smith et le Conseil national africain (A.N.C.) dirigé par M. Joshua Nkomo. Cette rencontre a duré quatre-vingt-dix minutes. Le communiqué commun assure que les pourparlers ont été « francs et cordiaux ». Les conversations devaient reprendre dès mercredi après-midi. — (A.F.P., Reuter.)

Chili

**LE GÉNÉRAL LEIGH
DÉMENT QU'UN ULTIMATUM
AIT ÉTÉ ADRESSÉ
AU GÉNÉRAL PINOCHET**

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le général Gustavo Leigh, membre de la junte militaire chilienne, a catégoriquement démenti, mercredi 7 janvier, les informations selon lesquelles dix des généraux les plus influents de l'armée chilienne auraient demandé au général Augusto Pinochet de démissionner.

La nouvelle avait été lancée dimanche dernier par le Sunday Times de Londres, citant « des sources dignes de confiance » d'origine chilienne. Au cours d'un entretien avec des représentants de la presse étrangère, le général Leigh a affirmé que cette nouvelle était « une diffamation » et a souligné « le manque absolu de véracité de cette information publiée en Europe ». « Entre les membres de la junte de gouvernement, a-t-il poursuivi, règne la franchise la plus absolue. Il n'existe pas de trêve nous la moindre divergence. »

« Nous sommes conscients, a poursuivi le chef des forces armées du Chili, que si un seul des membres de la junte avait agi d'une manière inappropriée, ce fait aurait une telle importance sur la vie politique qu'il pourrait provoquer une révolution, car cela signifierait la division de la junte et des forces armées. »

Équateur

**LA DÉMISSION
DU GOUVERNEMENT
EST ANNONCÉE
AVEC HUIT JOURS DE RETARD**

Quito (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — La tension monte à Quito, où le président Guillermo Rodríguez Lara affronte une position gouvernementale démissionnaire la quatrième journée d'une grève qui paralyse les transports publics et a déjà provoqué des émeutes érudites. Les 5 et 6 janvier, ceux-ci protestent contre la hausse des tarifs de transport.

Le secrétaire général du gouvernement, le général Bolívar Lopez, a contribué à accroître la tension provoquée par les émeutes de Quito et Guayaquil, deuxième ville du pays, en annonçant que les onze membres du gouvernement avaient démissionné fin décembre. Les neuf ministères militaires ont demandé à reprendre du service actif. Le général Lopez n'a pas expliqué pourquoi il a attendu plus d'une semaine avant d'annoncer que le gouvernement avait démissionné en bloc ni les motifs de cette décision.

Le gouvernement — qui reste en fonction jusqu'à la formation d'une nouvelle équipe — a décidé, le 7 janvier, de briser le monopole de fait dont jouissaient les entreprises de transports collectifs urbains et d'imposer dans ce domaine un tarif unique. De nouveaux transporteurs pourront désormais s'introduire librement sur le marché, sans avoir à quitter préalablement un droit important qui bloquait la concurrence.

AFRIQUE

Océan Indien

Comores

**M. ABDALLAH MOHAMED
EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE**

Moroni (A.F.P., Reuter). — M. Ali Solili, chef de l'Etat comorien, a nommé premier ministre, mardi 6 janvier, M. Abdallah Mohamed, qui doit présenter avant le 10 janvier la liste de son cabinet.

Après avoir été administrateur puis commissaire au Plan et au développement, M. Abdallah Mohamed était prêt de l'île d'Anjouan depuis juin 1975. Il est diplômé de l'école de formation administrative de Tananarive et ancien élève de l'Institut des hautes études administratives de Paris.

LES DESSOUS DE L'ENTENTE FRANCE-ZAIRE EN ANGOLA

Un authentique comte français bien placé au Zaïre, un membre important de la Bande de l'île de Ré, conseiller personnel du Pdt Mobutu, et marchand d'armes à ses heures, un prêt discret de la France sans intérêt, de 500 millions CFA, au F.I.A. l'accord des Pts français et zairiens pour l'indépendance de Cabinda, une promesse de soutien financier du groupe Elf... dans le Rio 77 d'Africa... la seule revue économique et sociale africaine... entièrement faite en Afrique noire (c'est mieux pour en bien parler). Abon. 6 mois en : 70 FF, par ch. ou C.C.P. 98.22. Afrique, Dakar, B.P. 1828.

**SOLDES
exceptionnels
à partir du 8 janvier**

2 adresses
le pavillon d'Antin
25 Boulevard Haussmann
75009 Paris - Tél. 70.83.97
CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2
Téléphone : 876.28.43
porcelaines - cristaux
argenterie - petits meubles
luminaires.

**Affaires
exceptionnelles
pour
hommes
jeunes**
Mocassins et Boots
tout cuir
110F. et 179F.

**orphée
orange**
17 bd st-michel tél: 033.18.18
47 bd st-michel
tél: 633.79.00
2000 PAIRES SANS SUITE

**Le Monde
des Philatélistes**

La crise du Sahara occidental

**La Croix-Rouge affirme
que quarante mille réfugiés sahraouis
sont dans une situation « tragique »**

La tension au Sahara occidental reste préoccupante. Mercredi 7 janvier, le quotidien espagnol « Informaciones » annonce que deux navires américains venant de la base navale de Rota avaient débarqué au Maroc des armements et des équipements électroniques. Le journal, qui cite l'agence Pyres, précise que l'utilisation de ce matériel nécessitera l'assistance de techniciens américains. Mercredi également, l'ambassade d'U.R.S.S. à Rabat a démenti la présence d'armes et d'officiers algériens à bord du chalutier soviétique récemment arraisonné par des vedettes marocaines au large du Sahara occidental.

L'Agence marocaine de presse a annoncé, mercredi, que M. Ahmed Ould Bachir, délégué à l'Assemblée locale sahraouie et député aux Cortes de Madrid, s'était rallié au Maroc après avoir été « trompé » par le Front Polisario.

Enfin, les autorités marocaines continuent à rechercher les personnes portées disparues dans la région de Tarfaya. Selon un témoignage non confirmé officiellement, elles auraient été enlevées par un groupe du Front Polisario.

De notre correspondante

Genève. — Selon les délégués des organismes humanitaires qui se sont rendus dernièrement sur place, la guérilla qui sévit au Sahara occidental a eu des conséquences « graves sur le plan

humain ». Le mercredi 7 janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, ont lancé un appel conjoint, afin d'obtenir les ressources nécessaires à leur action. Il s'agit de venir en aide, dans les délais les plus rapides, à quelque quarante mille réfugiés sahraouis qui ont fui devant les troupes marocaines. La moitié d'entre eux sont hébergés dans des camps de fortune édifiés en Algérie, dans la région de Tindouf. Sous-alimentés, ils offrent un terrain particulièrement propice au développement de maladies telles que la tuberculose. Quelque vingt mille autres se trouvent dans des campements disséminés dans le désert, où ils errent. Ainsi la Croix-Rouge internationale estime que plus de 60 % d'entre eux sont des enfants. Les conditions de vie des personnes déplacées au Sahara occidental, sont qualifiées par le même organisme de « tragiques ». Pour répondre aux besoins les plus urgents, il faudrait pouvoir envoyer environ 3 000 tonnes de vivres, principalement des aliments pour nourrir, des tentes, des couvertures, des vêtements (la température nocturne descend jusqu'à 4 degrés au-dessous de zéro), des médicaments et du matériel sanitaire. Mercredi, également, M. Pierre Gaillard, délégué du C.I.C.R. s'est rendu au Maroc où se trouve déjà M. Jean-Pierre Robert-Tissot, chef des opérations de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. Ils doivent examiner la situation créée par l'expulsion d'Algérie de dizaines de milliers de sujets marocains. — I. V.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

**M. Nixon ne rentrera pas en possession
des « bandes » qui provoquèrent sa chute**

Au moment où l'on annonce, une fois de plus, le retour à la vie publique de M. Nixon, qui sortirait de son exil de San Clemente pour entreprendre une vaste tournée à l'étranger (donc Pékin serait l'étape la plus spectaculaire), les suites de l'affaire du Watergate continuent à contrarier les tentatives de réhabilitation morale de l'ancien président.

En novembre dernier, un des avocats de M. Nixon, M. Edward L. Morgan, reconnaissait avoir antérieurement refusé de donner des archives de son client couvrant ses huit ans de vice-présidence (1953-1961) afin de le faire profiter des avantages fiscaux attachés jusqu'en juillet 1969 à ce genre de cadeau au domaine public. Quelques jours plus tard, un expert en autographes célèbres, attaché à la bibliothèque de la ville de Chicago, était condamné pour avoir prêt sa collection à cette fin.

En novembre, M. Nixon prés d'un demi-million de dollars en déduction d'impôts. Le « pardon » présidentiel, accordé le 8 septembre 1974 par M. Gerald Ford à son prédécesseur, protégeait rétroactivement ces derniers des humiliations et des peines qui frappent aujourd'hui ceux qui se firent les instruments d'une opération frauduleuse, où la manœuvre fut de son instigateur à bénéficier, en maintenant clairement établie. Tout au long de 1975, M. Nixon avait également attaqué en justice une loi passée par le Congrès fin 1974 et déclarant propriété de l'Etat les archives laissées à la Maison Blanche, y compris les enregistrements sur magnétophone, les fameuses « bandes » qui avaient précipité sa chute. Après de nombreuses péripéties, une instance spéciale.

« Une centaine de personnes travaillant au programme scientifique et social Marandou ont été récemment arrêtées au Paraguay, apprend-on par l'intermédiaire de la Ligue internationale des droits de l'homme. Le programme lancé en 1973 visait à améliorer les conditions de vie des Indiens du Paraguay. Parmi les personnes arrêtées figurent M. Miguel Chase Savit, anthropologue, son assistant, M. Victorio Suarez, et M. Maurice Schwartzman. Toutes sont gardées au secret. D'après M. Mark Mügel, anthropologue allemand expulsé dernièrement du Paraguay, les arrestations auraient eu lieu après la découverte dans les bureaux de Marandou de documents où les autorités ont vu la preuve d'activités subversives » à la suite d'informations fournies aux Indiens sur leurs droits civils, ceux-ci auraient demandé des augmentations de salaire.

A TRAVERS LE MONDE

Benin

● POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis son accession à l'indépendance, en 1960, le Bénin (ex-Dahomey) a adopté, mardi 6 janvier, un budget en équilibre sans recourir à aucune subvention extérieure. Par ailleurs, les écoles primaires privées catholiques et musulmanes ont été prises en charge par l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1976. Les établissements primaires catholiques sont à la charge de l'Etat depuis 1973. — (REUTER.)

Brésil

● DEUX DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION ONT ÉTÉ DESTITUÉS et déchu de leurs droits civiques pour une période de dix ans. Ces deux parlementaires, membres du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), MM. Marcelo Sobrinho, ont été accusés par les autorités d'avoir été élus grâce à l'aide du parti communiste interdit. Les deux intéressés ont vivement contesté ces charges. La radio et la télévision ont reçu l'ordre de ne pas mentionner cette affaire. — (A.F.P., U.P.I.)

Indonésie

● DEUX COMMUNISTES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À MORT par le tribunal de district de Billar, dans l'est de Java, qui les a reconnus coupables de tentative de réactivation du P.C. interdit, et de subversion. (REUTER.)

Pologne

● MGR HENRYK GULBINO-WICZ, jusqu'à présent administrateur du diocèse de Bielsk, a été nommé archevêque de Wrocław par Paul VI, annonce l'agence polonaise de presse P.A.P.

Portugal

● LE COMMANDANT OTELO DE CARVALHO « est actuellement entendu comme de nombreuses autres personnes, dans le cadre de l'enquête sur le 25 novembre », a-t-on appris, le 7 janvier, de sources proches de l'état-major de l'armée de bonne. D'autre part, le colonel Augusto Ramos, directeur de la police judiciaire militaire, a démenti des informations parues dans la presse portugaise du matin, et selon lesquelles le commandant de Carvalho serait « arrêté dans les prochaines heures » pour son « implication » dans les événements du 25 novembre 1974. Ces informations ont été qualifiées de « pure spéculation » par le colonel Ramos.

L'Éclair
1, rue de BERRI - Paris 8^e
(Angle Champs-Élysées - Tél. 225.33.90)

Pour cause de réaménagement
et avant transformations

LIQUIDE TOUT
(par autorisation préfectorale loi du 30 décembre 1966)
jeudi 8, vendredi 9, samedi 10 janvier
(et jours suivants)

APERÇU DES ARTICLES
CHEMISES (Cardin, Dior, Haffmann) SMOKINGS (Ted Lapidus)
PULLS (Cashmere, Lankswol, Shetland) BLAZERS, VESTES Sport
CRAVATES soie (Carreg, Dior, Estoril) COSTUMES (Ted Lapidus) etc
PANTALONS Sport, Vile, Velours PARDessus Cashmère
IMPERMEABLES, VÊTEMENTS PEAU, MOUTON RETOURNÉ, etc.

PRIX SACRIFIÉS
ouvert de 9 h 30 à 19 heures

DELFINO RESTE À VOTRE SERVICE

LIQUIDATION TOTALE

chez
MEN SPORT
Chemisier-Tailleur
16, rue de Sèvres - PARIS (7^e)

CHEMISERIE
et PRÊT-À-PORTER de LUXE
PRIX SACRIFIÉS

Ouvert de 9 h 30 à 19 h.

POLITIQUE

POINT DE VUE

A PROPOS DU XXII^e CONGRÈS

Crise chez les communistes

La stratégie des partis communistes occidentaux est-elle viablement en crise. Les progrès électoraux du P.C.I. maquent mal l'impression de débat politique. La ligne suivie par le P.C.F. débouche, à l'évidence, sur un cul-de-sac : par exemple, sa politique d'alliance avec le parti socialiste se dégrade depuis des mois, sans qu'il soit capable d'analyser les raisons, les conséquences et les retombées de cette évolution.

Trois éléments récents permettent de faire le point sur cette situation. Ce sont, dans l'ordre, la publication du document préparatoire au XXII^e Congrès du P.C.F., celle du communiqué commun (P.C.F.-P.C.I.) qui a suivi le rencontre Marchais-Berlinguer et surtout le voyage diplomatique de M. Mitterrand aux Etats-Unis, et sa rencontre avec M. Kissinger.

Reprenons-les successivement. Le document publié le 12 novembre par l'Humanité dissimule à peine la crise stratégique qui secoue le P.C.F. : crise qui draine aujourd'hui un nombre croissant de militants contre le parti de M. Mitterrand.

Il s'agit là évidemment d'un aspect particulier d'un phénomène plus général : la crise de la stratégie de « compromis historique » adoptée en fait comme ligne générale pour l'ensemble des partis communistes de l'ouest de l'Europe.

Depuis le début de 1975, cette stratégie débouche, en effet, sur une impasse politique parce qu'elle ne correspond plus à la phase actuelle des affrontements entre grandes puissances impérialistes et au développement de la lutte des classes dans une Europe secouée par une crise économique majeure.

Pour mesurer les conséquences de la secousse, il faut évaluer l'ampleur des changements intervenus dans la ligne des partis communistes de l'Europe de l'ouest depuis l'avènement de la théorie de la coexistence pacifique et le rapprochement intervenu entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Contrairement à l'opinion des observateurs « bourgeois », les partis communistes ont réellement changé de ligne politique depuis quelques années. Le document de Rome en témoigne avec éclat. La stratégie du compromis historique leur a fait franchir successivement la barrière théorique qui les séparait, depuis les vingt et un points de Lénine, de la social-démocratie. L'adoption du socialisme comme objectif à court terme ; l'accent mis sur les succès électoraux comme seul chemin possible vers le socialisme ; le poids attribué aux réformes « démocratiques » présentées comme seule issue possible des luttes ; l'effort constant d'« élargissement » des alliances politiques en direction des classes moyennes et des couches dites « nationales » de la bourgeoisie ; l'acceptation progressive des structures européennes et de l'alliance atlantique ; le refus de principe d'exploiter, par l'action de masse, les possibilités révolutionnaires extra-parlementaires ouvertes par les secousses sociales engendrées par la crise : tout témoigne de l'accord de fait du P.C.F. et du P.C.I. avec le statu quo politique et économique qui résulte de la consolidation du partage de l'Europe intervenu au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Trois difficultés majeures bloquent toutefois le développement de la ligne du compromis historique en France comme en Italie.

Le problème des libertés

La première difficulté résulte du passé de l'U.R.S.S. et des crimes commis par Staline (et la direction du P.C.U.S.) contre le peuple russe et les communistes de ce pays. On ne peut, en effet, s'associer aux

(*) Maître de recherche au C.N.R.S., ex-membre du comité central du P.C.F.

par JEAN-PIERRE VIGIER *

classes moyennes et à une partie des capitalistes sans leur fournir des garanties sérieuses sur la structure politique et économique de la « démocratie avancée » que l'on prétend construire avec eux. En d'autres termes, on ne peut prétendre défendre la liberté à l'ouest sans s'expliquer sérieusement sur le contenu de l'Est... et sans convaincre les futurs alliés que la bataille commune ne débouche pas sur leur destruction à terme.

L'obstacle est difficile à franchir car il exige, en fait, un réexamen critique de la nature réelle de la société russe actuelle, donc une rupture sérieuse de la solidarité inconditionnelle qui unissait étroitement les partis communistes et la Russie soviétique présentée comme guide et modèle au mouvement ouvrier d'Occident.

Les partis communistes occidentaux se sont divisés sur la question. Stratégiquement plus cohérents, les partis italiens et espagnols se sont engagés, par petits pas successifs, sur le chemin de la rupture avec le modèle russe du socialisme, et ont pris leurs distances avec l'Union soviétique. En critiquant différents aspects de la société russe, en rejoignant systématiquement les positions des partis sociaux-démocrates sur l'activité de certains partis frères (le P.C. portugais en particulier), ils ont réussi à convaincre l'opinion petite-bourgeoise de la réalité de leur bonne foi démocratique.

Le P.C.F. est dans une situation différente. En combattant, en fait, les révolutions du vingtième siècle, en entrant à reculons et à contrecœur dans la stratégie du compromis historique, Thorez a manqué le coche et préservé l'image de marque stalinienne de son parti. Dans ces conditions, l'union de la gauche en France prothèse essentiellement aux socialistes. M. Marchais a beau multiplier les efforts aujourd'hui (il est allé chercher à Rome une consolidation de son pouvoir et un brevet de bon démocrate), il ne réussit pas à convaincre l'opinion de la bonne foi démocratique de son parti.

L'expérience montre qu'il ne suffit pas de découvrir tardivement sur les libertés pour corriger les erreurs du passé. Seuls des actes publics spectaculaires pourraient encore redresser cette situation, la sont-ils probables aujourd'hui ? Il est inacceptable pour des cadres militants formés par Thorez et ses successeurs. Le P.C.F. a également tort de croire que la correction viendra de la pratique de l'union de la gauche. Dans les conditions où elle a été faite, elle a simplement remis sur ses pieds le courant social-démocrate défilant et déshonoré par les activités de MM. Guy Mollet, Robert Lacoste et François Mitterrand en Algérie. L'erreur est évidente. Nouveaux apprentis sorciers, M. Marchais et le groupe qui le soutient ont hissé M. Mitterrand sur le pavois. Il leur échappe aujourd'hui. Admirable résultat : la logique interne du « compromis historique à la française » a transformé le P.C.F. en force d'appoint de la social-démocratie.

Le veto américain

La seconde difficulté du compromis historique découle du moment même de la crise. La politique d'alliance entre partis socialistes et communistes européens reposait à la fois sur la détente — nécessaire pour mettre au réfrigérateur leurs divergences de politique étrangère — et sur le second souffle du capitalisme, qui permettait en principe (comme en témoigne le programme commun ou les propositions économiques du P.C.I.) de recommander une répartition différente des fruits de l'expansion sans remettre en cause l'équilibre interne et la finalité du capitalisme.

La crise de 1973 a bouleversé les conditions de la bataille. Le renversement de la conjoncture économique générale supprime d'abord d'un coup toute possibilité de tenir les promesses faites aux masses, en France comme en Italie. Il ne s'agit plus de partager différemment les parts d'un gâteau en expansion, mais de gérer la pénurie, le chômage et l'inflation.

La crise tend ensuite à renforcer la division de l'Europe entre Russes et Américains. Le maintien du statu quo économique et politique est indispensable aux deux parties car une période difficile où elles ont simultanément intérêt à voir renouer certaines formes de la guerre froide. On s'explique ainsi le refus brutal opposé par M. Kissinger à toute participation des communistes au gouvernement de l'Italie et, plus généralement, à toute participation communiste au pouvoir dans la zone d'influence américaine.

Ces deux aspects et d'autres la nature des problèmes qui sous-tendent la politique qui se développe entre l'U.R.S.S. et les partis communistes

de l'Europe de l'ouest. Seule une rupture officielle du P.C.I. avec l'U.R.S.S. lui permettrait désormais d'accéder à la gestion des affaires sans provoquer une riposte immédiate des Etats-Unis. Il est remarquable d'observer les pas déjà faits dans cette direction. Visiblement, le P.C.I. et le P.C.E. se trouvent déjà en « situation de schisme ». Le P.C.F. fait depuis quelques semaines les premiers pas dans le même chemin. L'affaire du film de TF 1 (sur les camps de travail) en témoigne avec éclat.

L'U.R.S.S. est consciente du danger. Elle commence à critiquer publiquement les partis occidentaux en les accusant de « révisionnisme ». Il est clair que la nouvelle équipe, groupée autour de Kirilenko, qui monte aujourd'hui vers le pouvoir entend présenter cette évolution du mouvement communiste occidental comme une déviation « de droite » en direction de la social-démocratie. Elle décrit cette bataille dans le cadre plus général de sa critique des résultats de la politique de détente et des échecs enregistrés sur le plan économique intérieur. Ainsi les pas faits vers le retour à certaines formes de guerre froide s'accompagnent d'un rappel verbal de principes (la dictature du prolétariat, le rôle de la violence dans l'histoire, etc.) qui avaient disparu depuis longtemps du vocabulaire communiste officiel en Union soviétique.

Pour les raisons précédentes, les conséquences en France de la ligne italienne sont diamétralement opposées. Elles affaiblissent le P.C.F. au lieu de le renforcer. Se méfiant du P.C.F., mais poussées à gauche par la crise, les classes moyennes reportent en conséquence leurs bulletins de vote sur le partenaire le plus rassurant de l'union de la gauche, c'est-à-dire sur le parti socialiste. Le mouvement tend même à s'amplifier. Le système présidentiel favorise la personnalisation des joutes électorales. Chef du principal parti de gauche, M. Mitterrand polarise donc automatiquement les suffrages en faveur du P.S.

Il est clair que les dirigeants américains ont tiré les leçons de leur défaite au Vietnam. Ils veulent soutenir des forces politiques moins compromises politiquement. Ils jouent visiblement à fond la carte de la social-démocratie européenne. Après Schmidt, Wilson et Soares, M. Kissinger pousse M. Mitterrand vers le pouvoir. Le voyage officiel de Mitterrand en Espagne en témoigne avec éclat. M. Mitterrand est visiblement pressé. Il a « vocation de pouvoir », pour reprendre les termes d'une interview récente. Il prépare donc l'opinion à un compromis avec Giscard, avec ou sans élections préalables. En bref, l'internationalisme socialiste constitue désormais l'axe gauche du parti américain dans l'Europe de l'ouest. Dans l'affrontement des forces de classe, les déclarations ne proviennent plus : ce sont les positions prises par rapport aux mesures économiques concrètes qui assurent la domination du grand capital américain sur l'Europe. Les rares déclarations de principe du programme commun ou des socialistes ont l'impression de masquer mal le refus de la « gauche » réformiste française de combattre ouvertement les intérêts américains, pourtant responsables essentiels du développement de la crise. L'accord de la gauche avec le rattachement du franc au « serpent » monétaire, son refus de combattre l'hégémonie du dollar, sa dérobade devant l'analyse du néo-impérialisme des dirigeants socialistes de l'Allemagne de l'ouest, correspondent point par point aux intérêts essentiels des sociétés multinationales américaines.

Pour une stratégie de rupture

Il résulte de cette analyse que la crise qui secoue le P.C.F. n'est pas prise de conscience. Il y a là une chance historique à saisir pour la nouvelle gauche révolutionnaire, à condition de ne pas se tromper d'adversaire principal. L'ennemi essentiel est aujourd'hui le groupe dirigeant du parti socialiste. Pour la première fois depuis longtemps, la critique du réformisme et de l'idéologie social-démocrate va trouver un écho croissant chez les militants de base du P.C.F. « parce que la ligne réformiste de la direction débouche dans la pratique sur le défilé de leur parti ».

Il est absurde de rejeter le marxisme. Il est parfaitement possible de détacher la masse ouvrière de la ligne social-démocrate et on le rend concien de la faillite du compromis historique, et si les révolutionnaires conduisent la bataille contre la direction du P.S. et ses alliés objectifs, ils ne trouveront d'écho qu'à la condition d'apparaître comme les héritiers objectifs du grand rêve humain du communisme égalitaire et de la république des conseils issu de grandes batailles de la révolution d'Octobre.

LES DÉCLARATIONS DU SECRÉTAIRE

M. Marchais : il y a divergence entre nous et le P.C. d'Union soviétique sur la démocratie socialiste

M. Georges Marchais qui était, mercredi 7 janvier, l'invité du magazine d'Antenne 2 « C'est-à-dire », a évoqué notamment les relations du P.C.F. avec le P.C. d'Union soviétique et la préparation du vingt-deuxième congrès de sa formation qui se déroulera à Saint-Ouen du 4 au 8 février.

Interrogé sur ses relations avec le P.C. d'Union soviétique, M. Marchais a notamment expliqué que la création de sections du P.S. dans les entreprises « ne constitue pas un progrès pour le mouvement ouvrier ». « Ce sont les classes ouvrières à briser, à-t-il ajouté, c'est d'un parti révolutionnaire (...). Quand, dans une entreprise, il n'y a pas de section soviétique, c'est sans importance. Mais quand il y a une section soviétique, les travailleurs ne marchent que d'une jambe ».

Le secrétaire général du P.C.F. a récusé ensuite la thèse selon laquelle la France serait coupée en deux. « Il y a parmi les électeurs qui ont voté Giscard d'Estaing, a-t-il expliqué, un certain nombre d'entre eux qui s'aperçoivent qu'ils ont été trompés. Ils avaient cru aux promesses et ils s'aperçoivent que M. Giscard d'Estaing aggrave la politique du passé ».

En ce qui concerne la situation en Union soviétique et les relations du P.C.F. avec son homologue soviétique M. Marchais a déclaré : « De Cuba à la Chine et à l'U.R.S.S., le socialisme offre déjà une grande diversité à travers le monde. Cette diversité va croître encore au fur et à mesure que d'autres pays accéderont au socialisme (...). »

« Le socialisme est synonyme de liberté. Cette notion est valable en tout pays, en toute circonstance. Il est exclu d'avoir recours à la répression ou à des mesures antidémocratiques contre l'expression des idées. Il ne peut y avoir d'autre conception. »

« C'est pourquoi le P.C.F. a été amené à exprimer son désaccord avec certains comportements. Il n'a pas voulu laisser porter atteinte à la notion de la liberté et du respect de la démocratie socialiste. »

« C'est dans ce cadre général qu'il faut interpréter nos prises de position. Il y a divergence entre nous et le P.C. d'Union soviétique sur la démocratie socialiste. (...) »

« Au congrès des radicaux de gauche, Robert Fabre a eu un mot malheureux sur le rôle de son parti dans la gauche pour empêcher que la France ne s'écroule vers le Goulag. »

« Les radicaux ont été au gouvernement avant guerre et depuis. Les socialistes également. Dans

ces périodes, il y a eu des atteintes aux libertés. Il y a eu atteinte à la liberté des peuples, il y a eu des guerres. En Vietnam, la guerre en Algérie, des dizaines de milliers de morts. (...) »

« Nous sommes d'autant plus exigeants qu'aujourd'hui, les succès considérables de l'Union soviétique, des pays socialistes — et faites votre attention sur le fait que vingt-cinq millions de citoyens soviétiques participent à la gestion des affaires publiques — ont créé des conditions nou-

rassembler, avec la classe ouvrière, la majorité des travailleurs salariés. Mais cela ne signifie pas que nous abandonnons l'objectif qui est le nôtre : le socialisme aux couleurs de la France. Car sans le socialisme il n'y a pas d'issue à la crise. »

M. Georges Marchais assiste ensuite à un débat retransmis depuis Rome entre les porte-paroles de la démocratie chrétienne, du parti socialiste et du parti communiste. Intervenant dans le débat, le secrétaire gé-

La dictature du prolétariat vue par Marx et Lénine

L'expression « dictature du prolétariat » ne vient que rarement sous la plume de K. Marx. Le passage le plus souvent cité à ce propos est tiré de la « Critique du programme de Gotha » (1875) : « Entre la société capitaliste et la société communiste se situe la période de transition révolutionnaire de l'un à l'autre. Pendant cette période de transition politique, l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » Toutefois, dès 1852, dans une lettre à Joseph Weydemeyer, il écrivait : « Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve (...) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques de développement de la production. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

« Lénine qui a fait de cette période de transition un point central de sa doctrine. (...) »

résistance des capitalistes exploités. (...) »

« Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratique pour les pauvres, démocratique pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. (...) »

« C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors seulement que l'Etat cesse d'exister et qu'il devient possible de parler de liberté. (...) »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

« La notion de dictature du prolétariat a toujours été depuis lors un dogme essentiel de tous les gouvernements communistes. Le seul ou la notion du dépassement de l'Etat ait fait l'objet d'une étude un peu approfondie est la Yougoslavie. — A. F. »

le renoncement à la dicta

Les bons placem

Des prix pour inv sur les meilleurs a de la maison

Jusqu'au 2 févr

فكترا من الأصل

GÉNÉRAL DU P.C.F. A ANTENNE 2

Le renoncement à la dictature du prolétariat

(Suite de la première page.)

Si, pour accréditer son attachement aux conceptions démocratiques, le P.C.F. accepte de réviser certains points de doctrine, il est logique qu'il se démarque, au coup par coup, des atteintes aux libertés dans les démocraties populaires. En réitérant ses critiques à l'égard des dirigeants soviétiques, le secrétaire général du P.C.F. a admis, avec une netteté inusitée jusqu'alors, que la « démocratie socialiste » constitue une divergence entre le P.C.F. et le P.C. d'U.R.S.S. Parallèlement, M. Marchais fait progresser la réflexion sur l'expérience socialiste telle qu'elle est vécue. Jusqu'à présent, le P.C.F. s'était borné à dénoncer des cas individuels, des bavures en quelque sorte, voire des erreurs judiciaires. Ainsi, dans leur critique du « phénomène stalinien », les communistes français ont préféré mettre l'accent sur les erreurs de Staline plutôt que de contester « la pratique démocratique » du P.C. d'Union soviétique. Ils vont plus loin désormais en justifiant la diversité du socialisme, une diversité appelée, selon M. Marchais, à se manifester davantage. Plus ils se séparent ainsi de leurs homologues d'U.R.S.S., plus les com-

munistes français se rapprochent des normes du courant socialiste français. On peut même se demander ce qui reste aujourd'hui des vingt et une conditions imposées par les Soviétiques aux socialistes français qui souhaitent rallier, en 1920, l'Internationale communiste. Seule paraît théoriquement subsister celle qui concerne la forme d'organisation du parti : le centralisme démocratique. Est-ce à dire que la perspective des retrouvailles des deux principales branches du mouvement ouvrier soit à l'ordre du jour ? Ni les dirigeants communistes ni les dirigeants socialistes ne le croient, ou même ne le souhaitent. Bien plus, au fur et à mesure que se trouvent gommées les divergences doctrinales et stratégiques entre le P.C.F. et le P.S. (du moins tant que le P.S. conservera ses options actuelles), la concurrence entre les deux formations se durcit. M. Georges Marchais a eu, mercredi soir, des mots très durs pour ses alliés. Il est allé jusqu'à affirmer que l'implantation du P.S. dans les entreprises ne constitue pas un progrès pour le mouvement ouvrier. La différence de ton entre la virulence du secrétaire général du P.C.F. et l'affabilité des communistes italiens à l'égard des

autres courants politiques de la péninsule, s'explique par le fait que les communistes français réalisent tardivement et dans des conditions difficiles un *aggiornamento* déjà effectué par le P.C.I. Le P.C.F. a eu, en 1969, lors de l'effondrement d'une S.F.I.O. moribonde, l'occasion d'occuper une partie du terrain de la social-démocratie comme cela a été fait en Italie par les communistes. Encore aurait-il fallu qu'il accentue l'évolution engagée sous la direction de M. Waldeck Rochet. Or pendant cette période la maladie de ce dernier a posé un problème de succession à la direction du parti, et a ralenti le processus amorcé d'autant plus que ce début d'*aggiornamento* se trouvait critiqué par les divers courants gauchistes alors particulièrement actifs. Depuis le P.C.F. n'a jamais retrouvé une occasion aussi favorable. Bien plus c'est le courant socialiste qui s'est réorganisé à son détriment. L'évolution que conduit actuellement M. Georges Marchais pour redonner à son parti la primauté au sein de la gauche, implique donc que soit poursuivie « l'alliance conflictuelle » avec le P.S.

THIERRY PFISTER.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 7 janvier au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. À l'issue de la séance, le communiqué officiel suivant a été publié :

LA CONDITION PENITENTIAIRE

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice, a fait au conseil une communication sur les conditions dans lesquelles sont appliquées les peines privatives de liberté et en particulier sur les modalités d'octroi de la libération conditionnelle et sur les permissions de sortie.

LE FRANÇAIS EN LOUISIANE

Le ministre de l'Éducation a rendu compte du déplacement qu'il a fait en Louisiane à l'invitation de l'Association internationale des professeurs de français, qui tenait son congrès à La Nouvelle-Orléans. Il a noté l'intérêt qu'une fraction notable de la population d'origine française de la Louisiane porte à notre langue, qui est enseignée à environ 40 000 enfants par deux cents professeurs français.

LES RELATIONS FRANCO-AFRICAINES

Le ministre de la coopération a rendu compte du voyage officiel qu'il a fait en Sénégal, du 18 au 23 décembre, à l'invitation du président Senghor. Ce voyage couronnait une

série de réunions franco-sénégalaises consacrées aux divers aspects de la coopération entre les deux pays et à la détermination des opérations qui bénéficieraient par priorité du concours de la France au cours des années 1976-1977. Parmi celles-ci figure en particulier l'étude du premier grand ouvrage de mise en valeur du fleuve Sénégal. Le ministre s'est également rendu en République Centrafricaine à l'invitation de son président, le maréchal Bokassa. Ce déplacement lui a permis de faire le point des relations franco-centrafricaines et d'avoir d'utiles entretiens, notamment sur la situation en Angola, avec le maréchal Bokassa, ainsi qu'avec le maréchal Ambo Bede, président de l'Ouganda, président de l'Organisation de l'unité africaine. Le ministre a également établi un contact avec le général Mobutu, président de la Zaire, qui se trouvait à Bangui.

DEUX CENT MILLE ASSOCIATIONS

Le conseil a adopté une communication du secrétaire d'État auprès du ministre de la santé (action sociale) sur le rôle et la vie des associations. Les associations déclarées, qui sont au nombre de deux cent mille, sont le moyen privilégié de la participation des citoyens à la vie et à l'action sociale. Elles leur permettent de mettre en commun leurs facultés de création et d'innovation et de satisfaire leurs aspirations à une plus grande solidarité sociale. Elles leur permettent aussi d'expri-

mer les besoins des consommateurs, des usagers, des habitants. Dans une société où foisonnent les réglementations impersonnelles, il importe que l'État favorise l'existence des associations, sinon par des interventions directes qui doivent rester exceptionnelles, du moins en faisant disparaître certains obstacles qu'elles rencontrent pour disposer de locaux, de ressources, de responsables et d'animateurs. Deux mesures ont déjà été prises. La loi de finances a retenu pour 1976 le doublement du taux (1 % au lieu de 0,50 %) admis en déduction des bases de l'impôt sur le revenu pour les versements effectués au profit d'associations d'intérêt général. La formation de responsables d'importantes fédérations d'associations d'intérêt général a été encouragée.

D'autres mesures sont prévues concernant notamment l'obligation de locaux collectifs résidentiels dans les opérations H.L.M. de plus de deux cents logements et dans les zones d'aménagement concerté. L'ouverture des locaux scolaires aux associations en dehors des heures de classe. La réflexion sur le rôle des associations et sur les mesures à prendre sera poursuivie compte tenu des conclusions du rapport que doit déposer très prochainement le groupe de travail sur l'amélioration du cadre de vie des Français.

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre (relations avec le Parlement) a fait le bilan de la dernière session parlementaire. Il a noté qu'87 textes avaient été définitivement adoptés : 57 projets de lois dont 24 pour approuver des conventions internationales, et 10 propositions. Il a également évoqué les perspectives de l'ordre du jour du Parlement pour les premières semaines de la session de printemps, compte tenu des projets de lois qui ont déjà été déposés sur le bureau des Assemblées ainsi que de ceux qui seront pendant l'intersession.

L'ANGOLA

À la fin du conseil, le président de la République a fait la déclaration suivante au sujet de l'Angola : « Le gouvernement français réprouve l'envoi massif de matériels de guerre et plus encore de combattants étrangers qui s'observent publiquement depuis plusieurs semaines en Angola. Il demande qu'il y soit mis fin. La poursuite d'une telle intervention créerait une situation de tension permanente et de division en Afrique, déstabilisant le climat de paix qui avait jusqu'ici accompagné l'indépendance, et détournerait ce continent de ses tâches prioritaires de développement. »

Nominations

M. LOUIS VERGER

préfet de la région d'Alsace

Le conseil des ministres du 7 janvier a nommé M. Louis Verger, préfet du Bas-Rhin, préfet de la région d'Alsace, en remplacement de M. Jean Sicurani qui doit occuper les fonctions de ministre de Monaco à Paris.

[Né en 1921 à Laval (Mayenne), licencié en droit, M. Verger entre en 1944 dans le corps préfectoral. Il occupe divers postes territoriaux en Martinique et en métropole avant de devenir, en 1960, directeur du cabinet de M. Moura, alors délégué général du gouvernement en Algérie. En 1961, il est nommé directeur du cabinet de M. Mazziol, ministre de la construction. En 1963, il est préfet de Lot-et-Garonne, en 1968 de l'Ariège et devient en 1969 gouverneur de la Nouvelle-Calédonie. Nommé en 1973 préfet de la région Provence-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône, il est appelé en mars 1974 par M. Jacques Chirac, alors ministre de l'Intérieur, aux fonctions de directeur général de la police nationale, où il a été remplacé, le 18 septembre 1975, par M. Pandraud, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Pompidou, ministre de l'Intérieur.]

M. JEAN SICURANI

ministre de Monaco à Paris

M. Jean Sicurani, préfet de la région d'Alsace, a été, par le conseil des ministres du 7 janvier, mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer prochainement les fonctions d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Monaco à Paris en remplacement de M. Pierre Chabaud, décédé en septembre dernier.

[Né le 13 mai 1915 à Bône (Algérie), M. Jean Sicurani est licencié en droit, titulaire de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes. Après avoir occupé diverses fonctions au Cameroun, puis en Côte-d'Ivoire, il est en 1960 conseiller politique du haut commissaire de France en A.E.F., puis en A.O.F. M. Messmer, avant d'être nommé en 1960 haut commissaire de la République française au Mali et gouverneur de la France d'outre-mer. Intégré dans le corps préfectoral en 1961, il devient préfet de Mostaganem. Après avoir été directeur général des affaires politiques et de l'information à Alger, il est, en 1962, directeur du cabinet de M. Pierre Dumas, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, puis directeur du cabinet de M. Messmer, ministre des armées. Gouverneur de la Polynésie française en 1964, il devient en février 1969 directeur du cabinet de M. Chaban-Deleury, alors président de l'Assemblée nationale. Il le suit, en juin, avec les mêmes responsabilités à l'hôtel Matignon et y demeure jusqu'en octobre 1971. Il est alors nommé préfet de la région d'Alsace, préfet du Bas-Rhin.]

Les bons placements.

Hausmann/Nation
Party 2/Vélizy 2/Créteil Soleil

Printemps



**Des prix pour investir
sur les meilleurs articles
de la maison.**

Canapé panoramique Guernonprez
5 places, 4940⁰⁰ 3950⁰⁰

Fauteuil assorti: 1180⁰⁰ 945⁰⁰

Suspension chromée, diffuseur blanc
490⁰⁰ 395⁰⁰

Aiguière en étain mat avec coffret
de 6 verres, 1034⁰⁰ 825⁰⁰

Jusqu'au 2 février.

CENTRO ALBERGHI
DEL COLOSO DI ROMA

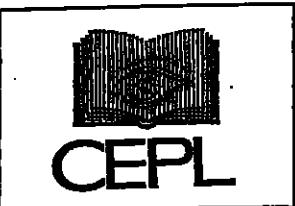
— ESPAGNOL —

— ANGLAIS —

— ALLEMAND —

COLOSO ALBERGHI
PACIFIC HOTEL

[illegible]



FORMATION PERMANENTE LE CEPL VOUS PROPOSE EN 1976 :

Le CEPL ne fait pas TOUT :

Le C.E.P.L., créé voici plus de dix ans par François Richaudeau, s'est affirmé comme l'un des éditeurs de pointe dans le domaine de la communication.

Les travaux personnels de François Richaudeau sur la lecture rapide, les collections d'ouvrages traitant de psychologie et de sciences humaines, les revues « Psychologie » et « Communication et langages », l'invention et la propagation, à travers des centaines de milliers d'ouvrages, de la formule « algo-livre », que la presse a baptisée « seconde génération des dictionnaires », ont fait, incontestablement, du C.E.P.L. un spécialiste de la communication écrite.

Des chercheurs comme Abraham Moles, Jean Caseneuve, Jean Cloutier, Jacques Mousseau, Bernard Akoum, Anne-Marie Thibault-Laujan et bien d'autres, des graphistes comme Roger Escoffier, Gérard Blanchard, René Ponot, des sociologues, des psychologues, ont collaboré au sein du C.E.P.L. à l'équipe la plus compétente qui puisse se trouver.

De plus, la centaine de titres que cet organisme a publiés sur tous les sujets touchant à la communication, à la « chose imprimée », à la lecture, aux sciences humaines, ont formé, au cours des années, une sorte de « banque de données » sans cesse enrichie à jour.

Il était normal que cette vaste banque soit mise au service de ceux qui en avaient besoin, par le truchement de nouveaux séminaires et de journées de travail.

L'équipe existait. Le fonds aussi. Il n'y avait plus qu'à organiser les sessions. Depuis deux ans déjà, le C.E.P.L. a formé des centaines de stagiaires, provenant de tous les horizons et de toutes les professions. Il montre ainsi que la communication orale et audio-visuelle ne lui est pas plus étrangère que la lecture, la communication écrite. Mais, chez lui, l'une épaule l'autre. C'est ainsi que, à l'issue de certains séminaires du C.E.P.L., les stagiaires ont pu passer, comme il est de coutume de le dire, à une bibliographie complétée sur chaque sujet traité et des ouvrages à consulter sont remis à chaque participant.

Le CEPL enseigne la lecture rapide aux chercheurs

Voilà maintenant dix ans que la METHODE DE LECTURE RAPIDE de François Richaudeau est diffusée sous forme de livre et que des dizaines de milliers de Français (et de francophones) la suivent et s'en servent.

Depuis quatre ans, elle est aussi enseignée par petits groupes. Cette méthode convient parfaitement à ceux qui ne se sentent pas toujours disposés à étudier seuls leur perfectionnement. Elle répond, de surcroît, aux besoins des sociétés ; celles-ci découvrent de plus en plus la nécessité de recruter leurs cadres en matière de lecture.

Il en est ainsi dans d'importantes sociétés, où le C.E.P.L. a été appelé à propager la lecture rapide : Pechiney, Régie Renault, Marcel Dassault, I.B.M., et dans les universités, I.U.T. ou organismes comme l'E.D.F., la S.N.C.F., l'Ecole polytechnique, l'Ecole nationale de la CAPACITE D'INFORMATION et de communication est tout simplement l'élaboration de la CAPACITE DE LECTURE.

Richardson, telle qu'elle est enseignée dans les petits groupes, s'adapte à la vitesse de lecture et de compréhension de chaque participant. Cela est dû à l'originalité profonde de cette méthode : le support du cours est entièrement imprimé, de sorte que chaque participant a son propre matériel et peut travailler à son rythme. D'autre part, la totalité de la méthode est programmée ; chacun peut donc avancer plus ou moins vite en fonction des difficultés qu'il rencontre, sans gêner le groupe ni être gêné par lui ; une telle organisation permet, de plus, de récupérer facilement une séance manquée, contrairement à ce qui se passe dans les séminaires purement oraux ou audiovisuels.

Doubler sa vitesse en trente heures

Combien, parmi nous, n'ont pas le temps de lire les articles qui les intéressent dans leur quotidien, chaque soir ? Combien chez qui les dossiers ou les revues professionnelles s'accumulent, en attente, au bureau ? Combien chez qui le tas de livres à lire forme un tas qui croît ?

Or l'expérience que le C.E.P.L. a acquise dans des centaines de sociétés et d'organismes montre qu'il suffit de trente heures sur dix semaines pour maîtriser l'imprimé sans perdre une journée.

En général, la vitesse de lecture est presque automatiquement doublée chez tous les sujets participant au séminaire.

La mémorisation s'accroît

Contrairement à une idée reçue, la lecture rapide n'est pas une lecture superficielle. Elle accroît la compréhension des textes lues et la mémorisation. Des exercices de contrôle de cette mémorisation sont d'ailleurs constamment proposés tout au long de la session.

Les sessions sont adaptées à chaque participant

Il va de soi que la pédagogie de la « Méthode » de lecture rapide :

L'acquis subsiste

Des vérifications statistiques ont été faites auprès d'étudiants d'un I.U.T. qui avaient suivi la « Méthode de lecture rapide » de Richaudeau. Au bout de deux ans, chez la plupart des stagiaires, la vitesse de lecture était encore supérieure à celle à laquelle ils étaient parvenus en fin de session. Cela peut s'expliquer : en fait, cette méthode est plus qu'une technique, c'est une véritable gymnastique de stimulation intellectuelle.

Un jeu-test passionnant pour tous les stagiaires :

C'est par un jeu-test que commence, pour les participants, le SÉMINAIRE DE COMMUNICATION du C.E.P.L. Une série de questions oblige chacun à se reconnaître des « pouvoirs » ou des « manques » dans ses relations avec autrui.

En effet, ce séminaire s'adresse à tous, quel que soit l'état des besoins en communication. Les besoins peuvent varier : tel ou tel mode d'expression (par exemple, uniquement écrite ; rédaction de rapports ou de circulaires ; ou uniquement orale ; animation d'une équipe, de vente ou autre) ou, au contraire, avoir des exigences polyvalentes (s'il s'agit d'un secrétaire général, d'un chef de personnel, d'un responsable de comité d'entreprise ou de service social, etc.).

C'est pourquoi, dans le cadre de la formation permanente, ce séminaire révèle à chaque individu une meilleure connaissance de ses facultés d'expression. Il doit conduire à une évolution personnelle et à une amélioration, grâce aux expériences vécues, du niveau et de la qualité des relations (individuelles, multilatérales, de groupe, etc.).

Pour cela, le groupe est travaillé, à l'aide de méthodes psychologiques, sur les thèmes, les modes d'expression et les attitudes propres à développer la « communication ».

Cette session s'ouvre largement sur tous les domaines liés à la communication : expression corporelle, sémantique générale, dynamique de groupe, etc.

PROGRAMME DE LA SESSION

Quix : Êtes-vous bon « communicateur » ?

L'univers des relations affectives

- L'accueil, le rencontre, l'attitude ;
- La notion de l'individu et du groupe ;
- La naissance du groupe, la dynamique ;
- Écoute, expression, association, contrôle, persévérance ;
- La prise de risque ;
- La distance entre la chose vécue et la chose exprimée ;
- Le déphasage entre vécu, concept et mot ;
- La notion d'intérêt et de prédictibilité ;
- Le vrai sens de la communication : le bonheur.

L'univers des relations sociologiques

- Le domaine de l'émission et ses principes ;
- Comment être reçu ;
- La pyramide des signes et super-signes du langage ;
- L'enchaînement, la redondance, les répétitions ;
- De la pensée fulgurante à son expression linéaire ;
- Les mots utilisés, les mots efficaces ;
- Les filtres ;
- Le langage d'action ;
- L'usage de la parole, l'usage de la communication ;
- Sensibilisation à la lecture rapide.

L'univers des relations temporelles

- La tradition orale ;
- L'écriture ;
- L'audio-visuel ;
- Mass media, groupe média (médiaban) ;
- Conscience politique et situations de communication.

En quatre jours, plusieurs animateurs hautement spécialisés : graphistes, chefs de fabrication, maquetistes, etc. — font le tour de toutes les questions aussi bien techniques que financières concernant la communication imprimée dans et par l'entreprise.

Cette communication imprimée est avant tout le support important en faveur de l'entreprise de marque d'une entreprise soignée. Le sujet est vaste : analyses de textes, plans, notes de synthèse, factures, bons de commande, affichettes, documents techniques, dépliants, plaquettes de prestige, journaux d'entreprise, conditionnements. La rédaction efficace de tels matériaux, l'étude de leur création, de leur réalisation aussi bien que de leur prix de revient supposent une route de connaissances qu'un organisme comme le C.E.P.L. est particulièrement à même de fournir.

Conférences, cas précis, visites d'usines et travaux pratiques

Lectales Mandel, créateur de caractères, y parle des caractères, de leur lisibilité et des différents procédés de composition (mono, liné, photo).

Jean Garcia aborde l'esthétique de la « chose imprimée » : le choix des typographies en fonction de ce qui doit être dit et brève un tableau des hiérarchies entre les blancs, les noirs, les gris et la couleur.

Depuis cette année, les derniers travaux de François Richaudeau

« Les dix-sept façons de communiquer »

et les derniers résultats des recherches américaines sont appliqués dans les séminaires du C.E.P.L. sur

LA COMMUNICATION ÉCRITE

S'imposer par la parole est plus facile que le faire par écrit : l'oral est, en général, subi. Un auditoire, même inattentif, est en général CONTRAINT d'entendre l'orateur. L'écrit, lui, peut être rejeté : un livre peut être refermé, un journal ou une lettre jetés à la corbeille. L'écrit doit donc tenir compte d'un certain nombre de lois s'il veut être EFFICACE. Et répondre à un certain nombre de conditions : quelle est la phrase la mieux retenue ? Quelle est la construction optimale pour cette phrase ? Le nombre maximal de mots ? Quels sont les mots les mieux retenus ? Ou est-ce qu'une sous-phrase ? Ou est-ce que la loi de Zipf ? A-t-elle toujours raison ?

Le séminaire qui se présente sur ce sujet passionnant par François Richaudeau et Yvette Pesze est très animé. Il comprend un certain nombre de travaux pratiques, des « Quiz », des questionnaires. Des exemples, des cas précis sont proposés.

C'est ainsi que les stagiaires découvriront et approfondiront le diagramme de Carroll, où les dix-sept façons inconscientes de communiquer sont passées au crible de la critique, en désignant une seule comme idéale !

La structure invisible des phrases sera, elle aussi, dévoilée et étudiée. L'usage de la force cachée des mots. Des exercices, enfin, montreront les curieuses distorsions qui existent entre ce qui est compris et ce qui est retenu.

Un enseignement efficace, concret mais non conformiste, de la communication.

NOUVEAU ! Le « design typographique »

Avez-vous remarqué qu'une mise en pages, une publicité, un catalogue, une note de service, un rapport imprimé, une affiche, peuvent être beaux ou laids, efficaces ou inutiles, suivant la disposition donnée à leurs éléments ?

Vous disposez, dans les deux cas, d'une photographie, d'un texte et d'un papier blanc, et voici que vous réussissez un chef-d'œuvre ou un chiffon de papier.

C'est tout l'art du « design typographique ».

A qui s'adresse cette session ?

Le séminaire de « design typographique » s'adresse à tous ceux qui ne sont pas spécialistes de la typographie, de la mise en pages, de la maquette, du caractère, et qui auraient pourtant besoin de l'être !

Par exemple, les rédacteurs qui ne savent pas ce que deviennent ensuite les textes qu'ils ont élaborés entre les mains de ceux qui doivent les imprimer sans signification parce que leurs auteurs n'ont pas su expliquer à l'imprimeur ce qu'ils voulaient. La concertation est absolument nécessaire entre ces deux créateurs qui sont le rédacteur et le maquetiste, et c'est ici le lieu de parler de « communication ».

Qu'y apprend-on ?

De l'histoire d'un cocktail jusqu'à un catalogue d'usage, de l'architecture au rapport des données de cas concrets sont projetés et étudiés. Une sélection d'images publicitaires récentes est ensuite proposée aux stagiaires et commentée, critiquée, « radiographiée » par les animateurs.

La seconde partie de la session aborde le problème si important de la « structuration des surfaces » : mise en pages, rapport du texte avec l'image, le blanc, le gris, etc., rapports aussi de ces surfaces imprimées avec les habitudes de lecture et les modes des lecteurs d'aujourd'hui. La bande dessinée, le journal féminin, la télévision, ont habitude des secteurs importants de la population à percevoir l'imprimé de façon nouvelle.

Ceux qui ont à manier, à décider, à animer le document imprimé, doivent suivre cette session de haut niveau et de haut intérêt.

JEAN CLOUTIER : L'AUDIO-SCRIPTO-VISUEL

Le Canada, on le sait, est à la pointe des recherches et des réalisations dans le domaine de la communication.

Tout comme Marshall McLuhan, Jean Cloutier est Canadien ; il dirige notamment le département audiovisuel de l'Université de Montréal ; il est également consultant et conseiller dans de nombreux pays.

Pour Jean Cloutier — qui s'agit de la publicité d'information ou d'enseignement — on ne peut plus à notre époque, manier séparément les trois langages de base : l'audio, le visuel et l'imprimé ; un nouveau langage synthétique est en train de s'élaborer : l'audio-scripto-visuel.

Encore faut-il connaître les lois de ce moderne mode d'expression, afin de l'employer avec un maximum d'efficacité.

C'est l'objet du séminaire animé par Jean Cloutier.

Le CEPL édite la revue communication et langages

Mass media
Pédagogie
Langage
Informatique
Sociologie
Publicité, etc

1/3 de BON

préférentiel de premier abonnement à envoyer à « Communication et langages » 114, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Abonnez-moi pour 4 numéros à « Communication et langages » ; je vous réglerai dès réception du premier numéro 48 F, au lieu de 72 F.

Prénom _____

Nom _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____

Ville _____

Signature _____

C251MOAA

L'IMPRIMÉ DANS L'ENTREPRISE

ou comment permettre aux cadres responsables de la communication écrite de mettre à jour leur technique

Gérard Blanchard traite de la mise en pages et propose une série de travaux pratiques (placement des titres, utilisation de l'image, etc.).

René Ponot familiarise les participants avec les techniques d'impression et de photogravure, du matériel lourd au matériel de bureau, offset, hélio, formats et qualités de papier, etc.

Cette partie du séminaire comporte de très intéressantes visites d'ateliers de photogravure.

BON POUR UNE DOCUMENTATION

A découper ou à recopier et à envoyer à C.E.P.L., 114, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 225-14-83. A l'attention du « Département Formation permanente ».

Je suis particulièrement intéressé(e) par la (les) session(s) suivante(s) :

☐ Lecture rapide

☐ La communication

☐ La communication écrite

☐ L'audio-scripto-visuel

☐ L'imprimé dans l'entreprise

☐ Le design typographique

Vous voulez prendre contact pour information, dates, conditions et tarifs ?

PRENOM _____

NOM _____

Fonction _____

Adresse personnelle _____

Tél. _____

Signature _____

ENTREPRISE

Raison sociale _____

Adresse _____

Téléphone _____

Responsable de la formation (si ce n'est pas le même que ci-dessus) _____

Signature _____

— Valoir plus — gagner plus
— changer de fonction

Salarier :
ce que vous pouvez demander

Patron :
ce que vous devez accorder.

LA FORMATION PERMANENTE

- A quoi mène-t-elle ?
- Comment s'en sert-on ?
- Les moyens qu'elle emploie
- Comment on évalue un candidat
- Comment on devient formateur
- Le problème particulier des jeunes
- Le cas du cadre confirmé
- La troisième âge
- Le financement, etc.

C'est une production de la Bibliothèque du C.E.P.L., 114, Champs-Élysées, 75008 Paris.

BON D'EXAMEN GRATUIT

à retourner au C.E.P.L., 114, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Envoyez-moi en communication gratuite « LA FORMATION PERMANENTE ». Durant 10 jours, j'aurai tout le loisir de prendre connaissance de cet ouvrage. J'envoie ce bon :

☐ Je pourrai le garder, le régler en deux mensualités : la première de 33,90 F (+ 4,70 F de port), la deuxième de 33,90 F et m'inscrire à votre collection

Prénom _____ Nom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

Êtes-vous bon « communicateur » ?

Un jeu-test passionnant pour tous les stagiaires :

C'est par un jeu-test que commence, pour les participants, le SÉMINAIRE DE COMMUNICATION du C.E.P.L. Une série de questions oblige chacun à se reconnaître des « pouvoirs » ou des « manques » dans ses relations avec autrui.

En effet, ce séminaire s'adresse à tous, quel que soit l'état des besoins en communication. Les besoins peuvent varier : tel ou tel mode d'expression (par exemple, uniquement écrite ; rédaction de rapports ou de circulaires ; ou uniquement orale ; animation d'une équipe, de vente ou autre) ou, au contraire, avoir des exigences polyvalentes (s'il s'agit d'un secrétaire général, d'un chef de personnel, d'un responsable de comité d'entreprise ou de service social, etc.).

C'est pourquoi, dans le cadre de la formation permanente, ce séminaire révèle à chaque individu une meilleure connaissance de ses facultés d'expression. Il doit conduire à une évolution personnelle et à une amélioration, grâce aux expériences vécues, du niveau et de la qualité des relations (individuelles, multilatérales, de groupe, etc.).

Pour cela, le groupe est travaillé, à l'aide de méthodes psychologiques, sur les thèmes, les modes d'expression et les attitudes propres à développer la « communication ».

Cette session s'ouvre largement sur tous les domaines liés à la communication : expression corporelle, sémantique générale, dynamique de groupe, etc.

PROGRAMME DE LA SESSION

Quix : Êtes-vous bon « communicateur » ?

L'univers des relations affectives

- L'accueil, le rencontre, l'attitude ;
- La notion de l'individu et du groupe ;
- La naissance du groupe, la dynamique ;
- Écoute, expression, association, contrôle, persévérance ;
- La prise de risque ;
- La distance entre la chose vécue et la chose exprimée ;
- Le déphasage entre vécu, concept et mot ;
- La notion d'intérêt et de prédictibilité ;
- Le vrai sens de la communication : le bonheur.

L'univers des relations sociologiques

- Le domaine de l'émission et ses principes ;
- Comment être reçu ;
- La pyramide des signes et super-signes du langage ;
- L'enchaînement, la redondance, les répétitions ;
- De la pensée fulgurante à son expression linéaire ;
- Les mots utilisés, les mots efficaces ;
- Les filtres ;
- Le langage d'action ;
- L'usage de la parole, l'usage de la communication ;
- Sensibilisation à la lecture rapide.

L'univers des relations temporelles

- La tradition orale ;
- L'écriture ;
- L'audio-visuel ;
- Mass media, groupe média (médiaban) ;
- Conscience politique et situations de communication.

En quatre jours, plusieurs animateurs hautement spécialisés : graphistes, chefs de fabrication, maquetistes, etc. — font le tour de toutes les questions aussi bien techniques que financières concernant la communication imprimée dans et par l'entreprise.

Cette communication imprimée est avant tout le support important en faveur de l'entreprise de marque d'une entreprise soignée. Le sujet est vaste : analyses de textes, plans, notes de synthèse, factures, bons de commande, affichettes, documents techniques, dépliants, plaquettes de prestige, journaux d'entreprise, conditionnements. La rédaction efficace de tels matériaux, l'étude de leur création, de leur réalisation aussi bien que de leur prix de revient supposent une route de connaissances qu'un organisme comme le C.E.P.L. est particulièrement à même de fournir.

Conférences, cas précis, visites d'usines et travaux pratiques

Lectales Mandel, créateur de caractères, y parle des caractères, de leur lisibilité et des différents procédés de composition (mono, liné, photo).

Jean Garcia aborde l'esthétique de la « chose imprimée » : le choix des typographies en fonction de ce qui doit être dit et brève un tableau des hiérarchies entre les blancs, les noirs, les gris et la couleur.

LA FORI

Les trois âges de la promotion sociale

DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE AU BONHEUR COLLECTIF

UNE EXPÉRIENCE CHEZ I

Le premier... (textes très petits et peu lisibles)

EXPO-FORMATION 76

14 mai 1976 : Palais des Congrès (Porte Maillot)

... (textes très petits et peu lisibles)

مكتبة من الأصل

LA FORMATION PERMANENTE

Les trois âges de la promotion sociale

DE LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE AU BONHEUR COLLECTIF

par PAUL GRANET (*)

Si, à en croire Paul Valéry, le bonheur reste une idée neuve en Europe, la promotion sociale est un thème éprouvé. Mais peut-être ne sont-ils pas étrangers l'un à l'autre.

Héritiers des « écoles d'adultes » créées par Guizot en 1833, qui étai-

Organisés à l'initiative des municipalités, des établissements d'enseignement secondaire ou des chambres consulaires, financés par le Fonds de la formation professionnelle, ils concernent à présent environ cent vingt mille auditeurs. Ils répondent à une demande individuelle, voire confidentielle, l'employeur pouvant ignorer la démarche de son salarié. Ils se concrétisent par un diplôme et, par là même, visent avant tout à la promotion professionnelle des auditeurs : ils se déroulent en dehors des heures normales de travail. Mais ils ne tiennent pas compte des possibilités de débouchés sur le marché du travail. La délivrance du diplôme en termes de tout ou rien décourage l'auditeur. Enfin, la formation en dehors du temps de travail semble constituer une charge excessive pour la plupart des travailleurs. Cette situation paraît remettre en question l'ensemble du système.

Ajoutons à cela que cette « promotion sociale traditionnelle » semble trop monolithique pour répondre à la diversité de la demande et à l'hétérogénéité des groupes d'auditeurs.

Le maintien d'une forte demande potentielle et la diminution des effectifs traduisent la crise de la promotion sociale traditionnelle et la fin de son premier âge.

Les lois de juillet 1971 ont inauguré le second âge. Il est juste, d'abord, de noter qu'elles répondent éminemment à une volonté de promotion sociale — et de faire un sort par là même à la prétendue opposition entre promotion sociale et formation professionnelle. Dès 1964, la commission Chenot avait donné cette définition de la promotion sociale : « L'ensemble des actions de formation et de perfectionnement de quelque nature qu'elles soient, à quelque niveau qu'elles se situent, dès lors qu'elles s'adressent à des personnes déjà engagées dans la vie professionnelle. » La formation

professionnelle est donc bien une politique de promotion sociale.

En la rendant obligatoire, la loi de juillet 1971 a donné un nouveau départ à la formation dans l'entreprise. Dans la mesure où la promotion professionnelle était la motivation essentielle des auditeurs de la promotion sociale, on peut dire que la loi de juillet 1971 a élargi le champ de cette dernière. Ainsi, au cours de 1974, 250 000 salariés ont bénéficié dans leur entreprise d'une promotion professionnelle (soit 11 % des salariés organisés à l'initiative de l'entreprise).

Des espoirs déçus

Mais la loi de 1971 a négligé la démarche individuelle de promotion, celle du salarié qui veut bénéficier d'une seconde chance pour changer de région, de profession ou de condition, et la formation non professionnelle, celle qui correspond à un besoin, soit de formation générale, soit d'initiation à la vie pratique ou à la vie sociale.

La loi de 1971 avait prévu pour ces cas un congé individuel de formation. Force est de constater aujourd'hui qu'il n'a pas répondu aux espoirs qu'on plaçait en lui : rémunéré trop brutalement (80 heures), mal connu, il n'a bénéficié qu'à 90 000 personnes en 1974.

Bref, parce qu'elle prévoyait que le plan de formation était en définitive arrêté par le chef d'entreprise, et qu'ainsi elle a été mise au service des finalités de l'entreprise, la loi de 1971 n'a pas donné une nouvelle dimension à la promotion sociale traditionnelle. L'accès étant mis sur le salarié et l'entreprise, l'individu et la cité ont paru délaissés. Les cours du soir, victimes à la fois de l'organisation rigide des institutions éducatives, d'une information sommaire, de l'insuffisance des congés de formation, du nouveau rôle de l'entreprise, et d'un financement incertain (les fonds publics, dans la conjoncture actuelle, allant de préférence aux actions d'in-

sertion professionnelle), sont mal en point.

Dans le cadre tracé par le président de la République lors de son intervention devant les promotions d'élèves ingénieurs du Conservatoire national des arts et métiers, le 4 décembre 1975, la politique gouvernementale, définie à la suite de la mission confiée à M. Stoléru, vise à permettre à la promotion sociale traditionnelle d'accéder à son troisième âge.

D'abord en assurant son financement : le budget de l'Etat, parallèlement aux actions professionnelles, devra identifier les actions de promotion sociale. Ensuite, en relançant le congé individuel de formation : une négociation entre partenaires sociaux est en cours à ce sujet. Un projet de loi pourrait être déposé devant le Parlement au cours de la session de printemps. Il devrait permettre à chaque salarié de bénéficier une fois, voire deux fois, durant sa vie d'adulte d'un congé de formation long, pouvant aller jusqu'à l'année sabbatique pour les travailleurs manuels. Ce congé bien sûr devra être rémunéré, et la formation assurée gratuitement.

Tout en restant ouvert à tous les publics qui ne souhaitent pas que leur promotion ait un lien, même ténu, avec l'entreprise, les cours de promotion sociale devraient être le principal instrument de réponse à la demande individuelle émanant du congé de formation. A condition toutefois que leur offre de formation soit plus diversifiée, qu'ils puissent offrir un système de formation par unités capitalisables, délivrer des diplômes par contrôle continu et qu'ils aient lieu de préférence durant les heures de travail.

Enfin, le troisième âge de la promotion sociale verra son utilisation au service d'une grande politique de promotion collective. On peut imaginer que, progressivement, sans lien direct avec la promotion professionnelle et en ignorant pas que celle-ci restera encore longtemps la motivation essentielle de chacun, une po-

litique de contrats entre les pouvoirs publics et les collectivités territoriales permette l'établissement d'une politique d'éducation permanente.

Ainsi, comme dans les villes nouvelles et les zones d'urbanisation en priorité — qui sont des zones d'expérience — les cours du soir, aujourd'hui instruments de la promotion sociale individuelle, deviendront le cadre privilégié de la promotion sociale collective.

Il s'agira, en quelque sorte, de combiner le droit au travail, judicieusement relancé par Edgar Faure, avec ce « droit à la paresse » proclamé il y a bien des lustres par le socialiste malicieux Paul Lafargue.

Car la civilisation qui s'ouvre à nous doit être celle du plein emploi et de l'unité sociale, mais aussi celle des loisirs et de l'épanouissement personnel. Il ne faudra plus seulement mettre en œuvre la formation professionnelle des hommes, leur insertion dans l'économie et la société, mais également leur permettre de vivre de manière féconde le temps libre reconquis sur le travail.

Les malaises persistants de notre société, les vertiges de solitude, d'ennui et de violence qui se sont emparés des habitants des grandes villes, tendent à suggérer qu'il est plus aisé de former des hommes à une activité professionnelle que de les préparer à la vie elle-même, sous ses formes collectives ou individuelles.

La aussi, nous retrouvons, à l'opposé de la conception marxiste, les thèmes d'un penseur socialiste français : Proudhon. Il s'agit, en effet, de donner aux hommes la possibilité d'exprimer leurs « capacités », c'est-à-dire leurs compétences pratiques et personnelles, leurs sensibilités particulières, leur disponibilité, et d'amener toutes ces « capacités » à communiquer entre elles. C'est le grand pari et l'urgence nécessaire de la participation. L'affaire décisive de l'avenir immédiat, au-delà des mesures d'efficacité économique et de justice sociale, c'est d'apprendre aux hommes à vivre leur liberté, à leur en donner le goût et les moyens.

UNE EXPÉRIENCE CHEZ DES O.S.

Jusqu'où peut-on mener la formation ? Celle-ci libère-t-elle seulement la parole, ou peut-elle aider aussi à transformer les conditions de vie et de travail ? C'est la question que soulève une expérience vécue depuis deux ans par les salariés — et surtout les ouvriers — d'une petite entreprise de Roubaix, avec la collaboration d'une petite équipe d'animateurs d'un centre de formation.

MURS repeints, tables nettes en carrelage, feuilles de papier au mur, la salle de réunion contraste avec les machines antiques, l'odeur d'huile, le poussière grasse qui colle au plancher de la pièce voisine. C'est l'heure habituelle de la prise du travail dans la petite entreprise d'embouteillage et de tôlerie, mais dans le hangar voûté les presses sont à l'arrêt, comme les machines sur lesquelles les ouvriers fabriquent les caillots de métal ou les morceaux de serrure. Aujourd'hui, comme chaque premier jeudi du mois, les trente salariés de l'entreprise suivent deux heures de formation (payées). Les ouvriers spécialisés d'un côté, les professionnels et la maîtrise de l'autre.

Les quatorze femmes sont assises. Visages tendus, silencieuses, les plus âgées baissent la tête. Soudain une phrase jaillit. « Hier matin, il y a eu un accident sur la machine 21, dit une jeune femme de vingt ans. Thé-rèse a perdu un doigt, l'index de la main gauche. Son premier accident, depuis vingt-cinq ans qu'elle travaille ici... » Les réac-

tions se précipitent. Le travail s'est arrêté dans la matinée après l'accident, et les régleurs ont installé des protections partout. « Un doigt vaut bien une main, non ? » lance Lucienne. « Pourtant, ajoute-t-elle, maintenant, j'ai peur... »

Sous la dictée des unes et des autres, l'animatrice commence à écrire au tableau la liste des manques à la sécurité. Il faudra préparer avec soin la réunion — retardée — du « conseil d'entreprise », qui doit être consacrée précisément aux problèmes d'hygiène et de sécurité. Pourquoi ne pas demander aussi une réunion entre les ouvriers et les régleurs ? Ceux-ci, dit-on, n'écoutent pas les femmes qui viennent leur signaler l'absence d'un garant de protection ou le dérèglement d'une machine.

Sont-ils responsables ? Thé-rèse savait que la machine fonctionnait mal, elle voulait cependant « faire son rendement ». N'aurait-elle pas dû arrêter ou au moins ralentir le travail, comme l'a fait remarquer la direction ? Mais est-ce possible ? La qualité de la pièce, le bon fonctionnement des cales du garant, le pédale qu'il faut

lâcher à temps, sinon le tranchant s'abat sur la main... « Ce sont trop de choses auxquelles il faut faire attention. Alors, à la fin, on oublie... » Trois cents pièces à l'heure, autant de coups de pédale, note Catherine, depuis sept ans dans l'usine. L'inspecteur du travail vient de temps à autre. Mais on murmure ici que les machines défectueuses sont discrètement abandonnées avant son passage... Les questions y répond patiemment, avec une certaine prudence.

L'atmosphère change avec la dernière demi-heure, consacrée à la correction d'une lettre, l'invitation à une hypothétique grand-mère à venir passer Noël en famille, rédigée au cours de la séance précédente à la demande des femmes. L'une d'elles avouait n'avoir jamais écrit de lettre de sa vie. Mais les sourires sont gênés. On se croirait sur les bancs de l'école.

A dix heures, la séance achevée, les machines redémarrant, comme si de rien n'était. Sur la galerie, les hommes aussi ont terminé. Sur le tableau, aussi avaient écrit « accident » à l'ordre du jour. L'entracte est-il fini ?

Le premier arrêt de travail

Pourtant, depuis deux ans, un chemin a été parcouru. L'expérience a été lancée par le Centre de perfectionnement des cadres et de promotion ouvrière (C.P.C.P.O.), organisme de formation créé en 1966, et géré conjointement. Initialement voué à la formation des cadres et des agents de maîtrise, il a voulu, en 1973, étudier « sur le terrain » une pédagogie et une formation originales, adaptées aux O.S.,

dans trois entreprises de la région.

La petite usine de tôlerie a été la première à en bénéficier. L'objectif — améliorer les conditions de travail et de renforcer aussi l'autonomie du personnel. Le directeur, « le grand » comme l'appellent les ouvriers, devenu patron en 1960, y est prêt. Il croit aux vertus des stages (il en suit lui-même). Il espère améliorer le

Se libérer par la parole

climat de son entreprise et « enrichir » le travail des ouvriers. Les relations entre les ouvriers et les régleurs — tous des hommes — et l'encadrement y sont, en effet, difficiles. L'individualisme règne. Pannes et accidents se succèdent. Le rôle de la femme du secteur, qui fait fonction de comptable, est controversé : certains acceptent encore mal qu'une femme exerce une quelconque autorité hors de sa maison...

L'équipe d'animateurs (un enseignant d'une école d'ingénieurs qui étudie les conditions de travail, un psychologue, un expert en organisation du travail, un cadre d'entreprise) se fait aussi accepter du personnel. Ainsi l'animatrice s'installe à une presse, « elle rate sa première pièce, elle a peur ». Comme les ouvriers, ainsi que le raconte l'une d'elles : « Ce dernier des métiers demande donc un apprentissage. » La formation se fera dans l'entreprise : deux heures de réunion par mois, prises sur le temps de travail, dans l'usine même, afin de rester dans le cadre naturel. On parlera du travail, pour essayer de « faire sauter les blocages ». Mais les ouvriers sont sceptiques : elles acceptent la formation, mais parce que, à tout prendre, mieux vaut passer deux heures assises qu'à la machine... Pour gagner leur confiance, l'équipe ne communique pas à la direction les comptes rendus des réunions. La première situation concrète qui se présentera sera l'accueil des nouvelles embauchées, jusqu'alors particulièrement mauvaises. La discussion occupera plusieurs séances, elle portera ses fruits : une jeune femme nouvellement embauchée se

réjouit encore aujourd'hui d'avoir été si bien accueillie.

Au fil des mois, d'autres thèmes se sont succédés : convention collective, sécurité du travail, règlement intérieur, classifications, syndicat... à la demande des ouvriers. Les discussions ont eu des suites. Ainsi la « mise à pied » d'une ouvrière par suite d'un outil cassé entraînant le premier arrêt de travail — on hésite ici à dire « grève » — et les mises à pied seront supprimées. Aujourd'hui, les ouvrières envisagent la constitution d'une section syndicale. Est-ce vraiment le résultat de la « formation » ? Les comporte-

« Ne plus se sentir bêtes »

Pour les ouvrières, la formation a-t-elle vraiment changé quelque chose ? Certaines résistances subsistent. « En bas c'est toujours pareil. Nous faisons assés de force sur les bancs de l'école, ça suffit ! On a passé l'âge ! », dit Mme Carlinotte, une femme au visage et aux mains ridées. Mais les jeunes, plus nombreuses, ont trouvé un moyen inespéré de se rencontrer. De « ne plus se sentir bêtes », de ne plus se dire qu'il n'y a rien à faire. Ainsi, il y a exactement dix-huit mois, une des ouvrières a perdu deux doigts dans un accident analogue à celui qui vient d'arriver. Un unanime « elle n'a pas de chance, c'est la vie » s'était alors murmuré. Il n'y avait eu aucune protestation. Aujourd'hui, la fréquence des accidents de travail a notablement diminué.

La formation a donc réussi un des objectifs fixés par les animateurs : vaincre le fatalisme devant les accidents et le senti-

ments, en tout cas, ont changé. Quelques choses ne va pas ? Quatorze femmes vont rendre visite au directeur ou au régleur. De quoi s'occuper, voire échanger un encadrement peu habitué à « ces réclamations bruyantes qui désorganisent le travail ».

La formation elle-même s'est modifiée, pour reprendre, en partie, une allure plus habituelle. Depuis cette année, la séance est divisée en deux : une partie est toujours consacrée à l'événement, mais l'autre est consacrée à des activités plus générales : expression écrite ou orale, méthodes de réflexion ou de communication...

ment d'infirmité des ouvrières vis-à-vis des régleurs. La direction de l'usine, jugeant elle aussi que le climat s'est amélioré, a décidé de poursuivre l'expérience en 1976. Mais sur quoi débouchera maintenant cette formation ? Lorsque existera la section syndicale que les ouvrières envisagent actuellement de former, auront-elles encore besoin de ces séances pour se retrouver ? D'autre part, l'enrichissement des tâches, dont on rêvait au départ, est apparemment impossible, vu la parcellisation du travail et la vétusté de l'outil. « O.S. on était, O.S. on est restée. » Alors une minorité songe aujourd'hui à suivre une F.P.A., une « vraie formation », conduisant à un diplôme. Car, « où même cette formation sans examen ? ». Interrogent les plus âgées, pour qui son caractère obligatoire commence à peser.

DANIELLE ROUARD.

EXPO-FORMATION 76

5-8 mai 1976 : Palais des Congrès (Porte Maillot)

Les Deuxièmes Journées d'Information sur la Formation Permanente réuniront plus de 200 organismes de formation, présenteront des programmes de formation, organiseront plusieurs débats.

Du 5 au 7 mai : Journées réservées aux professionnels (prescripteurs, chefs d'entreprise, comités d'entreprise...)

8 mai : Ouverture au Grand Public.

En 1976, EXPO-FORMATION ouvrira ses portes aux demandeurs de formation étrangers. Il reste encore quelques places disponibles. Renseignements : EXPO-FORMATION, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine - 75155 PARIS CEDEX 13 - Tél. : 536-74-31.

I. F. A. V.

COURS AUDIO-VISUELS individuels et de groupe

Formation - Perfectionnement - Spécialisation LANGUES - DACTYLO - STENO

INSTITUT FRANCE AUDIO-VISUEL

65, rue La Boétie. — PARIS (8^e)

Tél. : 256-37-36/30-88

(Filiales en province)

I. P. E. F. E.

PARMI LES PROCHAINS STAGES :

PRATIQUE DE LA BANQUE ET GESTION FINANCIERE... 20-21-22 janvier
LEGISLATION DU TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE... 2-3-4 février
PRATIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR (1^{re} partie)... 3-4-5 février
FORMATION PERSONNEL D'ENCADREMENT (1^{re} journée) 21 janvier

INSTITUT DE PREPARATION A L'EXERCICE DES FONCTIONS D'ENCADREMENT

21, rue Clément-Marot, 75008 PARIS - Tél. : 720-09-18.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru

L'ORTHOGRAPHE

UN MONUMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE, par Jacques CELLARD

Avec ses contraintes et ses aberrations, l'orthographe française n'est pas la création de grammairiens pervers. Elle est d'abord un système de domination entre les mains de la bourgeoisie « cultivée ».

LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE, par Hélène HUOT

Il n'est pas vrai que la dictée soit le passage obligé de l'apprentissage de l'orthographe. Celui-ci dépend plutôt d'un enseignement rénové de la grammaire.

MESURES D'URGENCE, par René HABY

Le ministre de l'éducation expose sa position sur la réforme de l'orthographe et les mesures qu'il compte prendre à l'école élémentaire et au collège.

CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES, par Jean MISTLER

Le secrétaire perpétuel de l'Académie française rappelle les recommandations prises ou envisagées par la Commission duquel Cont.

QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ?

Jean Dutoit, Roland Barthes, Hervé Bazin... Trois opinions aussi vigoureuses que diamétralement opposées.

...ET LES ENSEIGNANTS ?

Les points de vue d'un instituteur, d'un correcteur ou bachelier et des jurys d'agrégation.

Dans le même numéro :

Les sections sport-études dans l'enseignement secondaire ; les réformes en Allemagne et en Italie ; des professeurs « libérés » par le théâtre ; M. Jean-Pierre VERNANT au Collège de France ; l'enseignement de l'hébreu ; que faire avec le P.C.E.M. ? ; le métier de diététicienne ; la chronologie de l'année 1975 en éducation...

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F ; Étranger (voie normale) : 68 F

L'ÉNERGIE EST CHÈRE

L'Institut Français des Combustibles et de l'Énergie vous aide à l'utiliser rationnellement, par :

- Ses stages de formation pour Ingénieurs, Techniciens, Ouvriers Qualifiés
- Son centre de documentation thermique
- Ses publications

I.F.C.E. - 3, rue Henri-Meunier - 75016 PARIS - Tél. : 647-41-23



Un site hors du commun
Une station spécialement équipée
Tout pour réussir un congrès ou un séminaire

seminarc

2 centres ultra-modernes

Le choix du lieu est essentiel. Pour rompre avec le stress quotidien allez vers la nature, l'oxygène et le soleil !

Premier centre de congrès et séminaires des Alpes françaises. SEMINARC met à votre disposition :

- 33 salles de travail (de 100 à 300 personnes) dotées de tous les équipements audio-visuels
 - 6 hôtels 3 étoiles
 - toutes les distractions d'une grande station.
- et vous fait bénéficier de son expérience

pensez aussi à
avril et septembre
printemps blanc, automne chatoyant,
soleil chaud

Bon à découper et à renvoyer à Laurence Gennari, SEMINARC
92, Boulevard du Montparnasse 75014 Paris - Tél. 325.24.53

Nom _____ Fonction _____
Société _____ Tél. _____
Adresse _____

L'AFPA trente ans après

SAINTE-ETIENNE - DU-ROU-VEAY, près de Rouen : près de la ville s'étend, sur plusieurs dizaines d'hectares, le centre du Madrillet, un quartier de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes. « Nous en avons sorti les tout premiers stagiaires et bon nombre des moniteurs de l'Association », s'enorgueillit M. Labat, le directeur.

Au-delà de la grille d'entrée, les bâtiments épars qui abritent les ateliers témoignent de l'évolution de l'AFPA. Voici les « demi-lunes » en bois des temps héroïques. Elles servent toujours, mais disparaissent peu à peu. À côté, des bâtiments gris, en

simples moellons, sans apprêt. C'était la deuxième génération. Et puis, un peu partout, des constructions industrialisées, bleues et blanches, aux grandes baies vitrées, dominées par l'internet et le restaurant : l'AFPA d'aujourd'hui.

À l'intérieur des locaux, le matériel sur lequel travaillent les stagiaires a suivi le même mouvement. Perceuses, trousseaux, tours anciens sont peu à peu — dans la mesure des crédits — remplacés par des machines flamboyantes. Au Madrillet, on est même allé plus loin : une section — unique en France — de construction et de montage d'éléments préfabriqués a été mise en place. M. Labat — « Trente ans de F.P.A. derrière moi, pense-t-il, je connais la maison ! » — est visiblement satisfait lorsqu'il parcourt son domaine. Il évoque les vingt mille stagiaires formés depuis l'ouverture du centre, l'excellence de ses relations avec les entreprises de la région, la compétence de son personnel. Ce centre modèle a pourtant connu, voici quelques semaines, un vent de fronde. Un mouvement de grève a touché, durant deux jours, deux cents des sept cents stagiaires. Trois d'entre eux, considérés comme des « meneurs », ont été exclus définitivement. Problème réglé ? Voire. Un moniteur confie, en aparté, ce bien des reproches déposés par ces stagiaires correspondent à des réalités que l'AFPA ne devrait plus ignorer.

Trente mois d'attente...

C'est que la « carrière » d'un stagiaire F.P.A. est semée d'embûches. Ne serait-ce que parce que « le plus difficile, dans les centres F.P.A., ce n'est pas d'en sortir, c'est d'y entrer ». Boutade, cette remarque d'un syndicaliste ? Elle est, en fait, le simple constat d'une situation qui dure depuis des années et, de l'avis général, ne devrait qu'empirer avec la situation économique et sociale actuelle. A peine 15 % des travailleurs effectuant un stage de formation professionnelle pour adultes échouent à l'examen final. Mais ils sont plusieurs dizaines de milliers, chaque année, à être découragés par les délais d'attente nécessaires pour entrer en formation. Un rapport de l'Inspection des affaires sociales les évaluait à quatre-vingt mille envi-

ron en 1971, en notant que « le problème est d'autant plus sérieux que ce chiffre n'a eu tendance qu'à croître depuis ». Si vous voulez devenir diététiste, mécanicien auto, électronicien, boucher ou cuisinier, il vous faudra patienter deux ou trois ans. Idem si, femme, vous entendez être sténodactylo ou secrétaire.

Claude T. lui, suit un stage en électricité industrielle. Il a déposé sa demande en novembre 1974. Il n'a été convoqué pour subir les tests de l'examen psycho-technique, destiné à déterminer ses aptitudes et son niveau de connaissances — qu'en avril 1975. Il lui a fallu patienter trois mois pour en connaître les résultats favorables. Puis, encore trois mois pour connaître son affectation dans un centre à plusieurs centaines de kilomètres de son domicile. Le stage dans la spécialité qu'il avait choisie, ne débutait qu'encore trois mois plus tard. Trente mois d'attente, au total.

C'est le premier obstacle que doivent affronter les candidats à une formation professionnelle. Ce n'est pas le seul. Admis dans un centre, ils se heurtent souvent à des conditions de vie difficiles. Du fait d'abord de leur rémunération. Ceux qui ont un contrat de travail ou entament une reconversion dans les mois qui suivent un licenciement sont soumis à la loi de 1956 fixant leur stage, au moins 90 % de leur salaire antérieur. Mais les autres ne peuvent guère recevoir que 110 % du SMIC, et les jeunes en « formation » ou sortant de celle-ci doivent se contenter d'une indemnité de 400 francs environ. Les travailleurs en formation ont, en outre, un système de cotisations de leur salaire différent de celui des autres salariés, si bien que leur indemnité en cas d'accident du travail ou d'arrêt maladie n'est calculée que sur la base de 156 francs de l'heure. A cela s'ajoute, pour ceux qui sont en internat, un hébergement pour le moins rudimentaire le plus souvent. Certes, Chateaufort, avec ses vitres cassées, ses peintures écaillées, ses portes branlantes, ou l'ancien centre d'Amiens, avec son dortoir en forme de cave regroupant cinquante lits côte à côte, sont des exceptions. Mais les bâtiments modernes ont des chambres de plusieurs lits et des murs « en

papier ». Un internat de trois cents lits, comme celui d'Evreux, construit en 1967, pour les loisirs et la culture, comporte deux salles de télévision, deux billards électriques, quelques tables de ping-pong et une bibliothèque tenant dans une armoire !

Détail ? Plus de 50 % des stagiaires de l'AFPA sont hébergés sur place. C'est qu'il n'est pas rare de rencontrer, dans un même centre, des travailleurs venant de Lorient, de Dunkerque ou de Marseille. Soit que seul ce centre offre des possibilités dans la spécialité qu'ils ont choisie, soit qu'ils aient préféré s'éloigner de chez eux pour, en bénéficiant d'une place disponible, commencer plus tôt leur formation.

Plus décisives pour leur avenir seront sans doute les 36 heures par semaine — payées 40 — qu'ils vont passer en atelier. En atelier, pas en salle de cours. Car c'est là la première caractéristique de la « méthode F.P.A. » : l'apprentissage du geste professionnel se fait en pratique, sur le tas, avec un minimum de théorie. Un stage d'installateur en sanitaire comprendra ainsi 30 heures de travail effectif en atelier, 5 heures de technologie et 1 heure de dessin. « Le but est de faire d'un manœuvre ou d'un O.S. un ouvrier qualifié, O.P. en général, dans un minimum de temps possible, à l'issue de stages durant six mois, dit M. Labat. Donc, pas de temps à perdre. Plus tôt le stagiaire aura les conditions réelles d'exercice de son futur métier, mieux ce sera. »

Le programme est donc conçu en « progression », de telle sorte qu'avancé pas à pas, le stagiaire découvre, puis maîtrise, toutes les étapes de son métier. Il est structuré autour d'une succession de « centres d'intérêts concrets », permettant d'aborder toute notion nouvelle à l'occasion d'un exercice pratique. Le même souci de créer une ambiance d'activité professionnelle a conduit l'AFPA à diviser les stagiaires, dès le début de leur formation, en petits groupes de douze à quinze participants au maximum, placés chacun sous la conduite d'un moniteur qui leur demeure attaché tout au long du stage. Or ce moniteur est lui-même un ancien professionnel du métier concerné. La règle est impérative.

« En somme, conclut une brochure, l'ensemble est séduisant. Même s'il ne résout pas la question du contenu de la formation dispensée par l'AFPA, il correspond au souci de la direction d'adapter au maximum cette formation aux individus, en augmentant la souplesse du système. Cependant, l'extension de la formule à un grand nombre de centres et à plusieurs familles professionnelles posera sans doute de complexes problèmes d'organisation, l'arrivée de nouveaux stagiaires étant quasi permanente. Mais M. Villaret paraît décidé à faire mentir les syndicats, qui doutent que l'AFPA soit capable, aujourd'hui, d'une réelle rénovation.

ASPROFORC

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE
104, av. des Champs-Élysées, Paris
Tél. : 359-12-77

DU PREMIER TRIMESTRE 1976

- 27-1 Perfectionnement pour Employés de Bureau.
- 27-1 Méthodes modernes de Secrétariat.
- 27-1 Perfectionnement du personnel d'encadrement.
- 3-2 Initiation et perfectionnement sténodactylo.
- 24-2 Pratique de Direction d'entreprise.
- 2-3 Gestion dynamique des problèmes du personnel.
- 2-3 Économie générale.
- 11-3 Techniques quantitatives de gestion.

Une formule plus souple : la formation séquentielle

On parlait déjà de « formation continue », de « formation permanente ». Il y aura désormais la « formation séquentielle ». C'est le nom que les responsables de l'AFPA ont donné à une expérience menée depuis quelques mois au centre de Perpignan, puis étendue au centre de Limoges, pour les métiers de gros œuvre du bâtiment. Celle-ci se rapproche par certains aspects, du système appliqué pour les certificats d'aptitude professionnelle par unités capitalisables.

Elle réunit en un seul cycle de formation des expériences déjà conduites par l'AFPA dans différents secteurs : — Le tronc commun. Les stages de formation du second degré, destinés aux techniciens, sont depuis longtemps organisés en deux périodes. La première est constituée par une formation dite « commune » pour tous les stagiaires ayant opté pour des métiers situés au sein d'une même famille professionnelle. Ce n'est qu'au cours d'une seconde période dite « option » qu'ils se « spécialisent » dans une activité plus précise.

— Le stage court. Dans certaines formations du premier degré, notamment à l'usage des O.S. du bâtiment, l'AFPA a été conduite à ramener la durée des stages à quatre mois au lieu de six pour ceux qui, ayant déjà une certaine pratique du métier choisi, n'avaient pas besoin de recourir à cette formation complète.

— La pré-formation. Dans de nombreux centres, l'AFPA a mis sur pied des sections de pré-formation, à l'usage de jeunes qui n'ont pas le niveau nécessaire pour postuler une formation « standard ».

Avec la formation séquentielle, tous ces acquis se sont additionnés.

Le stagiaire passe d'abord, sans sélection préalable, dans un pre-

mier « sas » d'« évaluation ». Durant quelques semaines vont être testés le niveau de ses connaissances et le bien-fondé de l'orientation qu'il a choisie. Le but est double : discerner, d'une part, les faiblesses précises de la formation générale des stagiaires — par exemple, un trop grand manque de connaissance de mathématiques pour un futur fraiseur — et aboutir à leur « auto-orientation ».

Après ce premier stade, obligatoire pour l'ensemble des candidats, diverses possibilités s'ouvrent à eux en fonction de leur niveau : ils sont dirigés vers une phase dite d'« initiation », pour compléter leurs connaissances là où les « marques » sont les plus criantes ; ou ils entrent directement en « entraînement », voire en « formation » proprement dite si leur niveau pratique est déjà suffisant, avant d'achever leur cycle en suivant une « option ».

S'ils exercent déjà un métier qualifié, les travailleurs ont deux possibilités : soit entamer une reconversion en passant par la phase de « formation », l'examen final étant sanctionné par un certificat F.P.A. du type habituel ; soit entrer immédiatement en « option ». Il s'agit alors d'un stage de formation continue classique, donnant droit à une « attestation formation continue ». La durée des « options », inférieure ou égale à 180 heures, a en effet été calculée pour entrer dans le cadre de la loi de juillet 1971. Les examens de fin de stage sont rigoureusement équivalents à ceux qui ont actuellement cours dans les autres centres F.P.A.

Les avantages du système sont évidents. Pour les moniteurs : lors des différentes étapes du cycle, ils ont affaire à des groupes de stagiaires beaucoup plus homogènes qu'ils ne le sont dans la formation de type classique, où se côtoient, six mois ou plus

durant, des travailleurs ayant déjà une certaine pratique, et des débutants complets. Pour les stagiaires eux-mêmes : ayant la possibilité de réduire la durée de leur formation, certains n'auront plus l'impression de « perdre leur temps » ; d'autres, grâce au tronc commun, éviteront la spécialisation étroite, handicap de poids pour une éventuelle reconversion.

L'ensemble est séduisant. Même s'il ne résout pas la question du contenu de la formation dispensée par l'AFPA, il correspond au souci de la direction d'adapter au maximum cette formation aux individus, en augmentant la souplesse du système. Cependant, l'extension de la formule à un grand nombre de centres et à plusieurs familles professionnelles posera sans doute de complexes problèmes d'organisation, l'arrivée de nouveaux stagiaires étant quasi permanente. Mais M. Villaret paraît décidé à faire mentir les syndicats, qui doutent que l'AFPA soit capable, aujourd'hui, d'une réelle rénovation.

PERMANENTE

de l'industrie

LES CARACTÉRISTIQUES DES STAGES

LES FEMMES : encore p

PREPAR
RE
SEREP 81, Boulevard
75 212 04

LE COMITE D'EN

COG hébert co
FORMATION

هكذا من الأصل

PERMANENTE

formés. Une diversification a été entreprise, à marches forcées, depuis 1970.

D'autre part, la représentation des femmes reste singulièrement faible parmi les stagiaires de l'AFPA en comparaison de leur poids dans la vie économique.

Cela n'a pas empêché l'AFPA d'aligner, pour 1975, des chiffres records : 65 000 stagiaires accueillis, répartis en 2 700 sections, donnant accès à plus de 230 métiers différents. Chiffres modestes sans doute, comparés à la masse de travailleurs susceptibles d'être concernés par une formation professionnelle. Ils n'en démontrent pas moins que l'AFPA demeure, de loin, le premier appareil de formation post-scolaire.

La médaille a cependant son revers. Car 1975 a aussi révélé un mécontentement réel du personnel de l'Association et de nombre de stagiaires. Le premier a fait grève, voici trois mois, à l'appel des syndicats majoritaires C.G.T. et C.F.D.T. Ceux-ci dénonçaient entre autres le manque de crédits et d'effectifs, aboutissant, au dire des syndicats, à « une dégradation continue de l'enseignement ».

Les seconds ont manifesté, en allant quelquefois jusqu'à cesser le travail, dans divers centres, à Saint-Etienne, à Roubaix, à Saint-Etienne-du-Rouvray, à Marseille, à Champs-sur-Marne. Partis en général sur des revendications d'ordre matériel (rémunérations, conditions d'hébergement), ces mouvements — « sporadiques mais significatifs », selon une expression de M. Villaret, directeur de l'AFPA, — ont abouti à une remise en cause de la formation elle-même, soit dans ses méthodes, soit dans sa nature même, qui favoriserait, selon les stagiaires, les besoins de l'économie avant ceux des hommes.

Pour les ministres du travail qui se sont succédés, l'AFPA a toujours été un « instrument privilégié de la politique de l'emploi ». Son efficacité et son utilité n'ont jamais été contestées tant qu'elles se mesuraient au taux — élevé — de placement qu'elle assurait à sa clientèle. Qu'en sera-t-il demain si, en raison de la crise, l'AFPA devait se réduire à n'être qu'un « parking » pour futurs chômeurs ?

BERTRAND AUDUSSE.

de l'industrie...

chère de l'AFPA. Le lieu de formation reproduit l'atelier, le chantier, le laboratoire, cependant que le style de l'enseignement est celui de la maîtrise industrielle. « Formation malheureuse, cette dernière précision, ou au contraire ? Car le « style de la maîtrise industrielle » correspond assez rarement à celui qu'on attend d'un enseignant. Et bien des stagiaires font justement le reproche à certains moniteurs de confondre l'un et l'autre. « Tout dépend des individus », dit l'un d'eux. Mais dans notre centre, il y en a qui ne peuvent admettre la moindre retard, sans brandir la menace de faire sauter une heure de salaire... ou de la réaliser. Quant à tolérer une discussion sur ses exercices, le directeur de l'AFPA lui-même notait, dans une circulaire interne : « Il m'a semblé que les procédures de commandement à l'intérieur de l'Association et l'étude de l'ensemble des agents à l'égard des stagiaires sont inspirées par des principes quelque peu permis : forme de commandement trop impérative, règlement appliqué « comme à la caserne » (...).

Il est vrai que le moniteur, pièce maîtresse du système, n'a bien souvent pas les moyens d'être, outre un formateur, un animateur. Il est coincé par deux impératifs : la rigueur du stage et la réalisation effective de la progression, gage de la réussite ou de l'échec à l'examen final », expliquent les responsables syndicaux qui s'interrogent : « Comment compenser ce handicap avec le peu de formation pédagogique qu'on lui assure : seize semaines en tout et pour tout ? Il a bien sûr la possibilité d'élaborer, en cours de carrière, de suivre d'autres sessions pédagogiques. Pour la plupart c'est impossible, en raison du manque de personnel ».

Près de 50 % d'entre eux se sentent aujourd'hui entre vingt et un et trente-cinq ans, quand les moins de vingt ans représentaient 60 % de l'effectif il y a dix ans. Ce qui explique également que certains en viennent maintenant à remettre aussi en cause le contenu de la formation. Au nom

aussi cependant la réalité du travail : problèmes de sécurité du travail, de Sécurité sociale ou — pourquoi pas ? — du syndicalisme. Cette option pédagogique est d'autant plus étonnante que, dans les sections de pré-formation mises en place à l'usage des jeunes de seize à dix-huit ans, l'enseignement général occupe, au contraire, l'essentiel du temps des stagiaires.

Le fait est que certains sont déçus, sinon révoltés. Sans être forcément des intellectuels. Comme Pierre O., vingt-cinq ans, rencontré alors qu'il venait de terminer un stage de moniteur-ajusteur-tourneur : « Je m'attendais, dit-il, à ce qu'il y ait de cette formation, on m'aide à réfléchir sur mon métier, à le dominer, à ne pas être bouffé par lui. J'ai constamment eu l'impression d'être un pion, un numéro. J'étais là pour apprendre un métier, mais on m'a fait passer un stage de formation. Je ne sais pas, un point c'est tout. J'aurais le droit de me taire ».

Certes, la plupart des travailleurs en formation à l'AFPA attendent simplement de leur stage l'acquisition, le plus rapidement possible, d'une qualification qui puisse se muer en un salaire plus avantageux. Tel ce futur chauffagiste qui, après avoir été successivement manoeuvre dans une scierie, puis dans une usine de plastiques, a découvert qu'avant un stage de F.P.A., il pouvait « gagner plus cher ».

Mais quelle sera sa réaction, si, d'aventure, il ne peut « monnayer », faute d'emploi, sa toute neuve qualification ? C'est une éventualité que les stagiaires ne voient pas toujours d'un bon oeil. Car la crise est là pour eux aussi. En sortant d'un stage de plomberie à Amiens, Jean-Pierre O. s'est vu confier une adresse pour un éventuel emploi. Lorsqu'il s'est présenté, l'entrepreneur lui a signifié que dix ou quinze stagiaires s'étaient fait connaître avant lui, alors que la place était déjà prise. Si l'AFPA parvenait, il y a trois ans, à assurer 90 % de placement, certaines sections n'atteignent même pas, ces derniers temps, les 25 %.

La direction de l'AFPA affirme sa volonté d'offrir aux stagiaires, dès la prise de fonctions, en 1973, M. Villaret s'était, entre autres, fixé trois objectifs : amélioration du cadre de vie, développement de l'animation socioculturelle et humanisation des

rapports personnel-stagiaires. Les syndicats majoritaires, C.G.T. et C.F.D.T., sont sceptiques. D'abord, parce que la lourdeur de la machine administrative, disant-ils, paralyse toute tentative de rénovation pédagogique. Ensuite, parce que le droit de constituer des sections syndicales est toujours interdit aux stagiaires.

Puis, profondément, ils doutent de la volonté du ministère du travail de promouvoir une véritable politique de formation professionnelle. « On refuse de donner à l'AFPA les moyens de son développement », s'exclame M. Criminal, de la C.F.D.T. « Depuis 1967, aucun poste n'a été créé pour les services de psychologie qui font passer les tests d'orientation aux candidats, alors que les demandes ont considérablement augmenté. Il est de plus en plus fréquent que les enseignants ne puissent être remplacés lorsqu'ils tombent malades. A moins qu'il ne se soient par un collègue qui n'est pas du métier ».

Un chiffre appuie leur argumentation : selon eux, en 1967, les crédits décaissés par l'AFPA ne permettaient d'ouvrir que quatorze nouvelles sections. La direction parle de trente-deux. Quel qu'il soit, c'est en tout cas le chiffre le plus faible enregistré par l'AFPA depuis longtemps.

Pour recevoir quelques cas vécus, envoyez simplement votre carte de visite professionnelle

COMMUNICATION, CRÉATIVITÉ, INNOVATION

à

SYNECTICS-FRANCE

Conseil, Etudes, Formation

93, avenue Charles-de-Gaulle. — 92200 Neuilly

Tél. : 722-22-94

Amélioration des conditions de travail :

- dans les services de production : 3+2 jours 14-15-16 janvier Paris
- dans les services administratifs : 3+2 jours 11-12-13 février Paris

Le corps, la parole et le vécu : 5 jours (dates à fixer) Montpellier

Formation de base des Formateurs : 4+4 jours 3 ou 6 février Nancy

Introduction à l'utilisation des moyens audiovisuels : 5 jours 16 ou 20 février Nancy

Expression orale et communication : 5 jours 16 ou 20 février Paris

28-30, rue de Saurupt 140 bis, rue de Rennes 1, square Saint-Géry
54042 NANCY Cédex 75008 PARIS rue de la Fontaine
Tél. : (33) 21-18-87 Tél. : (1) 548-06-79 PIA SAINT-GERY
34000 MONTPELLIER Tél. : (07) 73-17-60

ACUCES

afpa

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION

PROFESSIONNELLE DES ADULTES

AU SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE

DES MOYENS

7 centres pédagogiques et techniques régionaux

135 établissements.

DES SPÉCIALISTES

3.500 conseillers, techniciens, enseignants.

UNE EXPÉRIENCE

30 années de pratique en matière de formation

professionnelle des adultes.

13, place de Villiers. — 93108 MONTREUIL - 858-90-40

LES FEMMES : encore peu nombreuses

Les cheveux blonds au ras de la nuque, les formes perdues dans une cote de travail standard, manéchettes de peinture, Dominique P., vingt ans, passerait presque inaperçue. Elle est pourtant un « cas » à sa manière. Puisqu'elle est l'une des deux femmes stagiaires au centre F.P.A. d'Evreux. Deux sur trois cent quatre-vingt-cinq ! Génée d'être ainsi isolée ? Non, non « Mais, puisque nous parlons de génie, interrogeons plutôt le moniteur ! ». Contrainte d'arrêter ses études « pour raisons familiales » alors qu'elle était en première, elle a une idée bien précise : faire de la décoration artistique. Comme elle n'a pas d'argent pour payer les cours d'initiation puis spécialisés, elle a choisi un bûle : suivre un stage F.P.A. de peinture en bâtiment. « Pour apprendre les notions de base », précise-t-elle. Ensuite, elle fera six mois dans le bâtiment et demandera, alors, à suivre un deuxième stage plus précis : celui de peinture en lettres. Après ? « Je me lancerai et on verra bien ».

Au total, les femmes représentent 13 % des stagiaires de F.P.A. ; alors qu'elles constituaient 38 % de la population active en 1973 et près de 54 % des demandeurs d'em-

ploi en 1974. Encore faut-il préciser que 85 % des travailleuses en formation forment au contraire de Dominique P., vers des spécialités considérées comme typiquement féminines.

Comment expliquer cette faiblesse de la représentation féminine à l'AFPA ? Certains motifs tiennent sans doute aux femmes elles-mêmes : une formation professionnelle suppose souvent un éloignement du domicile et soulève, pour certaines d'entre elles, le difficile problème de la garde des enfants. Il en est d'autres qui tiennent à l'AFPA : certaines formations telles que les professions de « social », du para-médical ou de l'esthétique ne sont pas présentes dans le dispositif de l'asso-

ciation ; beaucoup de centres ne sont pas équipés pour recevoir et héberger des femmes.

Mais c'est aussi, à l'évidence, un problème d'évolution des mentalités, notamment parmi les hommes. A titre d'illustration, le directeur de l'AFPA évoque volontiers une histoire qui s'est déroulée à Belfort, voici une dizaine d'années. A la demande d'un employeur qui s'était engagé à les embaucher, l'AFPA avait mis sur pied une section de « femmes tourneuses ». huit mois plus tard, elles furent donc engagées. Six mois après, elles avaient toutes démissionné. « Tout le monde, de la maîtrise aux ouvriers, expliquait M. Villaret, les avait rejetées et l'atmosphère était devenue intolérable ».

ASPROFORC

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE

104, av. des Champs-Élysées, Paris

Tél. : 359-12-77

STAGES

DU PREMIER TRIMESTRE 1976

● 15-1 Cours de langues.

● 4-2 Français et alphabétisation.

● 23-2 Marketing touristique.

● 8-3 Perfectionnement pr. chefs d'équipe, chefs de chantiers et conducteurs travaux Bât. et T.P.

● 11-3 Directeurs de Maisons de Prêt à Porter.

● 15-3 Stages spécifiques aux entreprises de travail temporaire.

PREPARATION A LA RETRAITE

SERP 82, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Tél. 292.04.19 et 293.55.03

LE COMITE D'ENTREPRISE

ses tâches sont appelées à être renouvelées dans l'avenir son rôle se trouvera renforcé

le cog hébert conseils procède à une enquête sur la FORMATION requise pour assumer ces nouvelles fonctions.

Pour se procurer les Premiers éléments du sondage : écrire au C.O.G. hébert conseil

P.C.B. 11, Pg-Poissonnière ou au 231, rue Louis-Blanc

75009 PARIS 75009 BOULEVARD

formation séquentielle

FAITS DIVERS

LE P.-D. G. DE « PHONOGRAM » RETROUVÉ SAIN ET SAUF

Onze personnes auraient participé à l'enlèvement de M. Louis Hazan

Enlevé le 31 décembre à Paris, dans une malle, M. Louis Hazan a été retrouvé une semaine plus tard dans un placard à Tremblay-lès-Villages (Eure-et-Loir). Le rapt du président-directeur général de la Société Phonogram se termine donc de manière aussi rocambolesque qu'il a commencé, les prétentions des ravisseurs n'ayant eu d'égal que leur maladresse tout au long de cette affaire.

La façon dont les policiers ont retrouvé M. Hazan s'inscrit dans le droit fil des péripéties qui avaient entouré son enlèvement. Après avoir appréhendé deux des ravisseurs le 6 janvier, au moment où ils arrivaient place de la Bastille dans l'intention de se faire remettre la rançon (le Monde du 8 janvier), les policiers arrêtaient, le lendemain matin, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), un troisième homme (connu sous le nom de Miguel), qui se révélait détenir un numéro de téléphone à six chiffres (32-58-36) — inscrit sur le revers de son pantalon. Ce numéro correspondait à celui d'une villa de Tremblay-lès-Vil-

lages, dans l'Eure-et-Loir. C'est là, dans une bâtisse de huit pièces dont la porte d'entrée n'était pas verrouillée, que les policiers de Versailles devaient retrouver M. Louis Hazan, ligoté, bâillonné et enfermé dans un placard de cuisine. Les deux hommes qui le gardaient réussissaient à prendre la fuite. En revanche, les policiers parisiens arrêtaient, le 7 janvier en fin de soirée, square du Dragon à Paris-12 (Yvelines), le « cerveau » du gang, M. Hugo Brunini, trente-cinq ans, directeur d'une entreprise de nettoyage du seizième arrondissement comptant la Phonogram parmi ses clients. Victime d'un accident il y a trois mois et souffrant de la colonne vertébrale, M. Brunini porte un corset et ne se déplace qu'avec des béquilles. Il a opposé une résistance au commissaire Broussard venu l'arrêter.

Le frère de M. Brunini, âgé d'une vingtaine d'années, avait été, pour sa part, interpellé quelques heures plus tôt, à Orly, au moment où il s'apprêtait à quitter la France pour l'Italie. Ce jeudi 8 janvier, la police recherchait

encore six complices de M. Brunini, qui ont, les uns après les autres, le 31 décembre, à l'enlèvement, rue Jenner, à Paris-13, les autres assurés la garde de M. Hazan pendant sa séquestration. La bande se composerait donc de dix ou onze hommes, à chacun desquels M. Brunini aurait, selon les déclarations des enquêteurs, promis une somme de 500 000 F. Mais certains d'entre eux auraient avoué, ce jeudi matin, avoir agi pour le compte d'un mouvement politique italien d'extrême droite.

Après avoir été brièvement entendu au Quai des Orfèvres, M. Hazan a regagné vers 1 heure du matin son domicile parisien, où il s'est entretenu avec les journalistes. S'exprimant difficilement, il a expliqué : « Je n'ai rien vu. Tout de suite, on m'a recouvert les yeux d'un bandage, et, pendant une semaine, je suis resté dans le noir. Je suis incapable de dire si j'ai été enlevé dans une malle en osier. »

Le P.-D. G. de Phonogram a aussi qualifié les policiers d'« extraordinaires ». « Je dois dire que, lorsque j'ai vu les poli-

ciers, la plus grande surprise de ma vie », a-t-il ajouté. En revanche, M. Hazan n'a pu expliquer la signification d'une réflexion d'un de ses ravisseurs, le 31 décembre (« En fait, ça continue : on vient chercher le solide »), et il s'est refusé à parler de l'affaire d'un virement bancaire suspect, en octobre dernier, de 3,65 millions de francs, au préjudice de la société Phonogram, opération qui semble avoir beaucoup intrigué les policiers.

Une lettre de la sœur de la victime

M^{me} Yvette Chambionnat, avocate à Paris et sœur de M. Louis Hazan, nous a adressé la lettre suivante, écrite avant la libération de son frère :

J'ai ressenti une peine et une indignation profondes en lisant l'article paru dans votre numéro daté du 8 janvier 1976, page 8, sur l'enlèvement de M. Louis Hazan.

Je passe sur vos insinuations plus que malveillantes qui ne m'avaient pas tellement étonnée dans certains autres journaux mais qui m'ont stupéfiée dans le vôtre.

Se contentant d'hypothèses étayées sur des faits non contrôlés et presque toujours inexacts ou faussés lorsque la vie d'un homme est en jeu, si qu'il n'est pas en état de se défendre.

Je proteste avec véhémence contre votre affirmation perfide que le sort de M. Louis Hazan ne paraissait pas émouvoir ses proches.

La femme de M. Hazan, depuis huit jours, ne dort ni ne mange, suspendue au téléphone qui ne lui apportait le plus souvent, que des mauvaises nouvelles.

Dans la nuit du 6 au 7 janvier, mon frère M. Marcel Hazan, lui-même avocat à la cour de Paris, mon mari, docteur en sciences, et d'autres amis ont accompagné Mme Odile Hazan à la police judiciaire pour essayer d'avoir des apaisements.

M^{me} Marcel Hazan partage, comme mon autre frère, Roger Hazan, et ma sœur, Ginette Jacquet, mon indignation et mon désespoir.

Que voulez-vous donc que nous fassions ? Nous nous sommes tus tant que le silence nous était imposé.

LES FÉLICITATIONS DE M. PONIATOWSKI

Après la libération de M. Hazan, M. Michel Poniatowski a adressé le télégramme suivant à MM. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, et Jean Pochini, préfet de police de Paris : « Je tiens à féliciter très chaleureusement les services de police pour l'efficacité avec laquelle ils ont traité l'affaire de séquestration de M. Hazan, sa libération et les arrestations de coupables. Ce succès de la police judiciaire de la préfecture de police s'ajoute aux brillants résultats obtenus récemment par l'ensemble des services de la police nationale : arrestation de Willoquet, de Benjelloul, des auteurs de la prise d'otage de l'avenue Bosquet, de Valence et de Thonon-les-Bains. Ces actions montrent que la police nationale joue pleinement son rôle de protection et de défense des citoyens, dont elle a la charge. La lutte contre la criminalité continue à être menée avec la plus grande énergie. »

Coup de dés

Connu-on, par le passé, tant de cuisants revers qu'il faut, à présent, se glorifier si fort des succès du jour ? Encore une volée de télégrammes ministériels pour magnifier ce qui au fond n'est qu'un service public bien rempli. Félicite-t-on les conducteurs d'amener leur train à l'heure, les pilotes de ce que leur avion ne s'écrase pas ?

La loyauté de la police — est-elle si incertaine qu'il faut féliciter tels de ses membres à qui l'on impute des succès qu'appelaient les exigences du ministre de l'Intérieur ? (Les rançons ne seront plus versées.) Leur aurait-on fait grief de l'échec ?

Il n'en a rien été finalement. M. Hazan est rendu aux siens. Mais, sauf à prétendre que le P.-D. G. de Phonogram a simulé le délit dont il a été victime, le ministre d'Etat a joué avec la vie d'un homme comme d'autres jouent aux dés : au hasard.

En énonçant une règle absolue de fermeté, M. Poniatowski ignore la véritable loi : qu'il ne peut, pratiquement, y en avoir pour ce filon que sont les enlèvements ou les prises d'otages. Chacun de ces crimes est un cas particulier où le précédent joue peu.

Encore qu'aucune vie ne puisse être estimée plus cher qu'une autre, on verrait bien ce qu'il en serait des déclarations ministérielles si le ministre d'Etat était un enfant en poussette. Le ministre d'Etat devrait alors oublier ses proclamations passées et il aurait raison.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans l'affaire du petit Christophe Mérieux, où la police, heureusement, s'est abstenue d'intercepter les malfaiteurs venus prendre livraison de la rançon. On le souhaitait pourtant au ministre de l'Intérieur. — Ph. B.

JUSTICE

LES SUITES D'UNE GRÈVE DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

Air France réclame 10 millions de francs de dommages et intérêts à la C.G.T. et à la C.F.D.T.

La direction d'une entreprise est-elle en droit d'exiger de ses employés ou de leurs représentants la réparation du préjudice causé par une grève ? N'est-ce pas là un moyen détourné de porter atteinte au droit du travail et à la liberté syndicale ? Après divers conflits sociaux récents, ces questions sont aujourd'hui posées d'une manière nouvelle devant les tribunaux.

La régie Renault avait déjà engagé une procédure pour réclamer 30 millions de francs aux organisations syndicales responsables d'un mouvement de grève au printemps dernier dans les usines de Maubeuge. De la même manière, la direction d'Air France a assigné les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. en paiement de 10 millions de francs de dommages et intérêts pour avoir « incité », à la fin du mois d'octobre, le personnel au sol de la compagnie à faire une grève sans préavis avec occupation des locaux (le Monde daté 9-10, 15 et 22 novembre). Ce dernier cas était examiné, mercredi 7 janvier, par la première chambre civile du tribunal de Paris (1).

Pour leur part, les syndicats ont demandé au tribunal de déclarer irrecevable la requête présentée par Air France, et de différer sa décision, car ils ont d'autre part répliqué à l'action de la direction en citant celle-ci devant le tribunal correctionnel. Les deux organisations estiment que, en effet, l'assignation dont elles sont l'objet est une « pression » exercée par la compagnie aux termes de l'article 1.415-2 du code de travail : « Le chef d'entreprise ou ses représentants ne doivent employer aucun moyen de pression en faveur ou à l'encontre d'une organisation syndicale quelconque. »

La défense, assurée par M^{me} Henri Legrand, Louis Pettiti et Roland Rappoport, a d'abord fait remarquer que le préavis prévu dans les entreprises de service public par la loi du 30 juillet 1968 n'avait été respecté par aucun syndicat du personnel au sol, et a souligné que l'occupation est très sélective quand elle ne vise que trois jours dans un conflit qui a duré près de deux mois. Mais les avocats ont surtout dénoncé la « discrimination » dont la direction d'Air France a fait preuve en ne poursuivant que la C.G.T. et la C.F.D.T., alors que le syndicat Force ouvrière (2) avait pris une

part importante au mouvement et en avait même eu, dans une certaine mesure, l'initiative. Le secrétaire général à Air France de cette organisation avait, sur ce point, protesté contre l'attitude de la direction en déclarant devant le comité central d'entreprise : « Je ne comprends pas pourquoi F.O. n'est pas également traîné devant les tribunaux. Nous sommes également dans le coup. »

Assimilant cette discrimination à une pression, M^{me} Henri Legrand a affirmé que cette assignation avait pour but « de jeter le désarroi » sur l'action de deux syndicats en tentant, par des poursuites, de faire croire à leur culpabilité au moment où la compagnie nationale connaît de graves difficultés. La défense considère que la démarche de la direction se situait à la limite du délit d'entrave à l'action syndicale. A l'appui de la thèse des syndicats, M^{me} Pettiti s'est référée à deux arrêts rendus en juin 1974 par la Cour de cassation dans une affaire comparable opposant la société Perrier aux syndicats. Ces deux décisions précisent la notion de pression et le caractère délicieux de certaines procédures civiles dans des conflits de travail.

Rappelant les poursuites engagées actuellement contre les organisations syndicales et mettant en cause les intentions du patronal et des pouvoirs publics (notamment lorsqu'il s'agit d'entreprises nationalisées), les défenseurs ont déclaré que l'on pouvait craindre une « entreprise concertée d'intimidation pour museler la combativité du mouvement ouvrier et faire diversion en période de crise en dénonçant l'aspect subversif de certaines actions syndicales ». Pour la compagnie Air France, M^{me} André Garnault a fait valoir que les deux organisations assignées étaient elle-mêmes responsables de la discrimination en se présentant comme « les seuls promoteurs du mouvement de grève ». Il a affirmé que la direction entendait simplement faire respecter les limites du droit de grève, avant de soutenir que les syndicats ne pouvaient prétendre « céder à l'immunité judiciaire ». La date du jugement n'a pas été fixée à l'audience.

FRANÇOIS CORNU.

(1) L'affaire de la régie Renault sera examinée ultérieurement devant le tribunal de grande instance de Paris.

(2) F.O. est la deuxième organisation syndicale pour le personnel au sol. Aux dernières élections des délégués du personnel, en juin 1975, la C.G.T. a recueilli 678 voix ; F.O. 427 ; la C.F.D.T. 1747.

Blancolor.
Nous avons 619 modèles de draps à partir de 24 f.



le drap tergal (180 x 290) même impression 62 f

Blancolor.
Nous n'avons pas que des draps.



Galerias Lafayette

Hausmann-Montparnasse-Belle Epine

هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

DEUX BIOGRAPHIES-SOUVENIRS

Henry Miller grandeur nature

★ HENRY MILLER, GRANDEUR NATURE, de Brassai, avec seize photographies de l'auteur. Éditions Gallimard, 295 pages, 44 F.

HOMMAGE d'un compagnon à un compagnon, tel est le propos initial du livre très précieux et vivant, que Brassai consacre à Henry Miller. Mais il y a plus que cela : une promenade dans la Paris des années 30, en compagnie d'un écrivain marginal et de ses amis. Montparnasse est alors une capitale cosmopolite, où les idées et l'art sont en ébullition, fourmillent de propositions et d'audaces, vibrent d'une incomparable liberté. On y parle toutes les langues. Le correspondant Varin ressemble à une ruche. Les États généraux de la modernité y sont réunis en une séance permanente qu'interrompent seul le fracas des bottes nazies.

Une bohème imposée

Dans une tour de Babel, un homme venu du Nouveau Monde termine son apprentissage d'écrivain à la quarantaine passée, c'est Henry Miller. On oublie trop que l'auteur de l'œuvre que l'on sait, si touffue, brillante, souverainement désordonnée, et d'une abondance qui étonne, a mis de longues années à découvrir son accent personnel, son écriture. Les manuscrits qui précèdent le *Tropique du Cancer* ont été détruits ou égarés. Nous n'y avons, semble-t-il, rien perdu. Brassai le montre. Henry Miller est né au moment où, dans le crépuscule de sa machine à écrire, s'élaborent les premiers chapitres de cet ouvrage dont la publication fera scandale.

Le début du long, du fertile séjour de Miller à Paris coïncide avec l'effondrement boursier de Wall Street. Dès lors, ils sont plusieurs à vivre d'expéditions : ce n'est pas une bohème choisie, c'est une bohème imposée, avec son cortège de dévastations intimes, de miracles inattendus, d'aventures caosses. En compagnie d'Alfred Perles, Mil-

ler ira se fixer à Clichy, qui était alors une banlieue sombre. Le *«Wepier»*, avec ses filles, devient une halte obligée sur la route qui conduit aux intellectuels du *«Dôme»*. Le philosophe Fraenkel adore discuter ? Eh bien ! on discutera par lettres, ce qui donnera cet énorme volume : *«Hamlet»*. L'astrologue Moricand fascine : Miller le retrouvera à Big Sur, plus tard, au moment d'*«un Diable au paradis»*. Ces personnages, et d'autres, d'une couleur aussi forte, mêlés, mélancoliques, rendus aux ruelles et aux rues de Paris, seront le matériau du livre qui se construit avec une rage somnambulique. Henry Miller vient de trouver sa manière : tout écrire, ne rien écarter, accueillir comme en transe la «voix» qui parle, accepte cette dictée furieuse qui accumule, sans ratures, feuillette.

Cependant, et le témoignage de Brassai est essentiel sur ce point, deux rencontres vont permettre à Henry Miller de trouver — définitivement — sa voie. Il y a d'abord la rencontre de Céline, entendez la lecture des bonnes feuilles du *«Voyage au bout de la nuit»* qu'un agent littéraire, ami de Miller, lui communique. Ce sera pour lui un éblouissement, mais aussi un encouragement libérateur. Après cette lecture, dit Brassai, Miller reprend son *«Tropique du Cancer»*, et lui donne sa forme définitive.

A l'inverse de l'influence de Céline, il y a le départ avec Anais Nin. Entre eux il y eut des rapports intimes à la fois confiants et déchirés. Au début de leur amitié, Anais Nin vivait à Louveciennes et se confiait dans la rédaction minutieuse de son fameux *«Journal»*. Grâce à elle, Miller quittait Clichy et Perles, habita villa Seurat. Mais



Henry Miller (1932)

lorsqu'il lui fit lire son manuscrit, elle en fut effrayée. Comme le fera plus tard, Lawrence Durrell, elle reproche à l'auteur une exubérance incontrôlée. Miller, de son côté, tente de détourner Anais Nin de ce *«Journal»* qui, affirme-t-il, la dévore et l'empêche de vivre. Brassai note, avec acuité, qu'il y a là plus qu'une contradiction : le heurt de deux natures différentes qui se sont cependant fixées l'une sur l'autre, s'avouant totalement. A l'évidence, si Anais Nin veut relater chaque instant du vécu en immobilisant dans le discours intime, Miller vise, au contraire, à rendre le mouvement qui fait les instants se bousculer les uns les autres, s'enchaîner dans un tourbillon furieux.

L'arrivée inopinée à Paris de la seconde femme de Miller, la mystérieuse June (la Mona des *«Tropiques»*, la Mara de *«Sexus»*), accentuera le malentendu entre Anais Nin et lui.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 18.)

Léon Tolstoï en famille

★ AVEC LEON TOLSTOÏ (souvenirs), de Tatiana Tolstoï. Préface de Daniel Giliès. Albin Michel, Paris 1975, 316 pages, 49 F.

Il y a eu trois Tatiana dans la vie de Tolstoï : Tatiana Egoïstia, la tante qui l'a élevé et qui, la première, a déposé en lui l'écriture ; Tatiana Kouzminskaïa, née Bers, la petite belle-sœur espiègle qui a servi de modèle à la Natacha de *Guerre et Paix* ; et enfin Tatiana Soukhomine, née Tolstoï, l'aimée de ses filles, celle qui, au moment où le *«toïstisme»* faisait de l'écrivain un étranger dans sa famille, s'est appliquée la première, avec sa cadette Macha, à le comprendre.

Nous connaissons déjà le Journal de cette dernière, publié en français en 1953, importante source de renseignements sur la vie de la famille Tolstoï, à Yasnaya-Polianna, pendant les vingt dernières années du siècle. Mais voici un livre de souvenirs encore inédits, qui se rapportent, en majeure partie, à la période précédente, celle où Tolstoï n'est pas encore prophète d'une religion chrétienne épurée, mais le grand écrivain venant parfois se reposer dans la chambre d'enfants du travail de géant qu'il a entreprise avec *Guerre et Paix*, puis avec *Anna Karénine*.

Robinson dans la steppe

Malgré la chaleureuse préface de Daniel Giliès, on ne peut se défendre, en abordant ce livre, d'une certaine appréhension. Comme si, après les témoignages minutieux, souvent enregistrés au jour le jour, des enfants, secrétaires, médecins, familles, du Journal monumental (à vrai dire encore inédit en français), de la volumineuse correspondance, on pouvait encore apprendre quelque chose de neuf sur la vie et le personnage de Tolstoï ! Mais Tatiana Tolstoï ne prétend rien nous apprendre : lorsqu'il faut mentionner des faits, analyser des sentiments, elle cite modestement la correspondance de ses parents, leur journal, ou les souvenirs de son frère Ilia : ce ne sont là, pour elle, que des jalons.

Ce qui compte dans son livre, ce qui, petit à petit, nous y attache et

nous y absorbe, ce sont les souvenirs d'une petite fille russe d'il y a cent ans, leur atmosphère patriciale, les chambres d'enfants partagées avec les gouvernantes et les précepteurs, souvent plus proches que les parents eux-mêmes ; les grandes fêtes où parents et enfants, filles et garçons, maîtres et serviteurs, gens de la maison et invités, se mêlent sous leurs déguisements et échangent leurs rôles ; les longs voyages en *«dormeuse»* ou en *«tarantass»*, dans les premiers chemins de fer ou les bateaux à roues remontant une Voïga large comme la mer ; la vie de Robinson dans le Far-West biblique (ou homérique) de la steppe baïkire, où l'on va boire du lait de jument fermenté pour se guérir ou se prémunir de la tuberculose. Tout cela, c'est l'univers de Tolstoï, et doublement : car ce monde de la *«nursery»* ou de la chambre

d'enfant qui forme l'arrière-plan de *Guerre et Paix* ou d'*Anna Karénine*, c'est la répétition de ce monde de l'enfance — de sa propre enfance — dont la nostalgie a inspiré à Tolstoï sa première œuvre et infléchi à jamais sa vocation littéraire.

Tatiana Tolstoï ne prétend ni écrire la biographie de son père ni en faire le portrait, ni même nous proposer une analyse de son caractère. Seule la dernière partie de son livre, la seule qui ne soit pas inédite, est un véritable *«témoignage»* biographique sur les derniers instants de la vie de Tolstoï en même temps qu'une mise au point, pour personnelle d'ailleurs, pour être définitive, sur le conflit qui a douloureusement déchiré la famille Tolstoï.

MICHEL AUCOUTURIER
(Lire la suite page 18.)

PRIX MEDICIS 1975

JACQUES ALMIRA

Le voyage à Naucratis

Collection Le Chemin dirigée par Georges Lambrichs

GALLIMARD

Les « Cahiers de la Petite Dame » (1937-1945)

GIDE SANS PITIÉ

« Peut-être faisons-nous tort à Gide en pensant qu'il n'est rien que l'homme de la plume à la main ! C'est d'abord cet aveuglement qui fait réagir à chaque nouvelle livraison des *Cahiers* tenus par Madame Théo Van Rysselberghe, dite la « Petite Dame », grand-mère de la fille de Gide et témoin quotidien de sa vie, rue Vaneau et ailleurs. Un rêve qui va, hélas ! prendre fin, puisqu'il ne reste plus qu'un volume à paraître, après celui qui sort aujourd'hui.

L'an dernier, le tome II évoquait l'avant-guerre (1929-1937), en particulier le *Voyage en U.R.S.S.* et ses *Retouches*, sur fond de Front populaire. Voici maintenant la guerre : 1937-1945. L'écrivain et son éditeur ont respectivement de soixante-huit à soixante-seize ans et de soixante et onze à soixante-dix-neuf. A Paris, puis dans la région de Grasse, ils ne se quittent guère, sauf entre mai 1942 et 1945, où Gide séjourne en Tunisie et à Alger. Côté vie privée, la période comporte surtout la mort de sa femme Madeleine, en avril 1938. Pour les écrits, le temps des grandes créations est passé : hormis le *Journal*, ce sont l'*Anthologie de la poésie pour la Pléiade*, la conférence sur Michaux, les *Interviews inégales*, mais aussi tout de même, l'espoir de testament, dépourvu de l'élégie, où la Petite Dame est bien sévère, car elle l'est, de voir moins une œuvre qu'une « chose » écrite avec art.

LA grande affaire, c'est évidemment la défaite de 1940, avec ses causes et ses suites. On sait par le *Journal* que Gide a souscrit au diagnostic de décomposition morale dressé par Vichy, au moins jusqu'à ce qu'on la lui impute. Sans pitié pour un appétit de jouissance qu'il avait en effet exalté, il a noté que nous ne « méritons pas la liberté », ayant en la faiblesse de perdre la guerre, et qu'il « accepterait une dictature » pourvu qu'elle fût « française » (10 juillet 1940).

Mais la Petite Dame témoigne qu'au moment où il était tenté de pousser ses sentiments envers l'hitlérisme au-delà de l'admiration avouée par écrit pour ses « réussites magistrales », certaines conversations donnent des peurs rétrospectives quant aux positions qu'il aurait risqué de prendre s'il avait regagné Paris et subi des influences collaborationnistes. « Peut-être Hitler est-il destiné à rétablir le monde nouveau sans lequel ne peuvent refluer les forces morales » (22 juin 1940) ;

LES nuances entre les opinions ébauchées verbalement et celles qui apparaîtront dans le *Journal* sont encore plus nettes en ce qui touche les écrivains et leurs œuvres.

Sept Simenon bénéficie d'une estime aussi vive en privé que par écrit. Son cas est trouvé « aussi curieux dans son genre que celui de Balzac ». Le respect se nuance d'étonnement abasourdi quand il s'agit de Malraux soutenant l'occupation. « Il est quatre fois trop intelligent », dit Gide. Ou encore, ce trait aigu : « Nul écart entre ses jugements et sa ligne de conduite, à tel point qu'on voudrait être plus certain que ce n'est pas le souci de son attitude qui détermine ses jugements. » Son intelligence débilitante » voit tout sous l'angle du « problème posé », observe de son côté la Petite Dame, qui a l'œil.

Sur tous les autres, les réactions intimes sont d'une brusquerie que le *Journal*, quand on s'y reporte date pour date, fait ou enveloppe. Virginia Woolf ? « Surfaite ». Proust ? « Embarrassant ». Duhamel ? « Flaque, pectoral ». Montherlant ? « On ne sent rien en lui de généreux ». Après son séjour à Malagar, Gide trouve Maurice « extraordinaire de verve, de mordant, de casserie, peut-être plus étourdissant que Cocteau », mais le *Naud de vipères* lui semble désigné à « disparaître », et il s'agace en 1945 que l'éditorialiste du *Figaro* « ramène tout à la religion ». S'il a aimé le Sacre du Mar et de l'Enfance d'un chef, l'âge de raison et le Surris lui ont paru « illisibles et ennuyeux à hurler ».

On aurait tort de voir dans ces déca-

lages des signes d'insolence. C'est plutôt le principe du témoignage à la dérobée qui est à incriminer pour autant qu'il fige dans l'écrit des brouillons de mots dont le grand homme observé, surtout s'il est écrivain, devrait rester libre de ne pas prendre la responsabilité publique, y compris pour la postérité.

UNE constante dans toutes ses appréciations : le contenu de ce que lit Gide compte moins que le ton avec lequel c'est dit, ce qu'il appelle le « sens de la langue ». Cela vaut pour lui-même. « J'ai dans la tête certaines formes de phrases auxquelles

Par Bertrand Poirot-Delpech

les je ne puis échapper », admet-il, et quand, au moment de dédicacer un exemplaire des *Cahiers*, il s'y replonge et tombe sur un passage ronronnant, il ronronne : « C'est bon. » On comprend que Barthes tienne sa vocation de Gide, pour qui la sensualité du mot précède et emporte décidément toute autre considération. La Petite Dame l'a bien vu, pour le choix des choses qui entrent ou non dans le *Journal* : « Cela dépend si la forme dans laquelle elle viendra lui plaît ou pas. »

Autant dire que la cohérence n'est pas son fort ni son propos. La pensée n'est pas une mine que l'on creuse, comme pour son ami Valéry, mais des fleurs qu'on butine. Qu'il feuillette Virgile, Goethe ou un contemporain, c'est d'abord la notation ravissante qu'il glane et qu'il vient récrire à son amie. Lui-même effleure les plus vastes problèmes d'un aphorisme, à la merci d'un autre contradictoire mais mieux venu. Seule la notion de l'au-delà le trouve préemptoire, constant et serein : « Non seulement je ne crois pas à la vie éternelle, mais je suis convaincu qu'elle

n'existe pas. » Sur tous les autres points, idées, goûts et gens, c'est peu dire qu'il répute à choisir, comme il le reproche aux catholiques : il flotte, au gré de mouvements profonds, dont tout a été dit depuis les analyses de Jean Delay et tant d'autres, mais dont on n'a pas fini de s'émeuvoir.

LE point de vue de la Petite Dame est précieux en ce qu'elle est magnifiquement clairvoyante et égale, comme pouvait l'être Madeleine, la convulsière intellectuelle en malade, à qui Gide fait l'honneur de l'appeler « mon vieux » et qu'il remercie d'être si peu flottante, donne une idée sans prix parce que sans complaisance de ce qui rend son compagnon prévisible dans l'imprévisible.

Qu'il pousse la porte du *«Vaneau»* ou qu'il vienne prendre le thé à Carbis, qu'il soit ébloui par une lecture ou par son travail, c'est chaque fois le même scénario : un goût du mystère, de l'exagération, du jeu, et très vite la crispation ou le retournement, les mines de suivre l'autre sans rien y comprendre. D'abord maîtrisés par la merveille du vocabulaire, idées et sentiments se mettent à marcher à la diable, comme si leur coordination intérieure s'était brisée. « Voilà les éléments dont je suis fait, semble-t-il dire, tâche de vous en arranger. » Tel qui croyait l'avoir séduit ou convaincu s'aperçoit que l'homme est ailleurs, et parfois nulle part, derrière ses airs attentifs ou conquis. « Je pense rarement une chose à l'exclusion d'une autre », avoue-t-il ; ce que Ramon Fernandez traduisait par : « Chez lui, une idée, c'est surtout beaucoup d'autres ! »

C'EST ondolement à ses limites, que Gide lui-même redoute. Tout en rêvant de récrire *Paludes*, où il voit à juste titre un état de grâce, il craint de ne pas survivre aussi paisiblement que Proust ou Valéry. Avec toute la sollicitude dont il est capable, son ami Pierre Herbart partage cette peur et en donne une explication très pertinente : il manquerait à Gide la dimension de « pitié » qu'il appréciait tant chez Dostoevski, et dont le privérait une virilité moralement et physi-

quement demeurée « dans un état d'enfance ».

De là l'écoute excessive, et éternelle, de soi-même, à commencer par sa température. Est-il bien sûr d'avoir froid ou chaud ? La Petite Dame ne nous fait grâce d'aucune comédie sur ce thème : les coiffures innombrables et clownesques dont elle se demande où il les déniche, les doubles caleçons, les houpelandes, les écharpes, le désordre savant des literies, le rhume chronique, l'écœurn, la moindre insolence promise au rang d'épopée homérique. Les retrouvailles à Alger en 1945 sont signalées par... un bérêt marron assorti au manteau, et le pèlerinage à Biskra — « barque à fond plat ! » — par des détails de toilette ou de bagages aggravés, consciemment, par l'âge.

ELLE est la première à plaisanter ces apparitions de Chardin inachevées, de mala de l'imaginaire, d'émotions grises et ces histoires de cantines reformées par erreur (il) avec les clefs dedans ! Mais personne n'en mesure mieux la futilité que lui-même. Comédien-né, ne va-t-il pas un jour jusqu'à multiplier devant Malraux « *tica*, remfillement et froissements de nez » sous prétexte, dit-il, de « le mettre à l'aise » ?

Ces quatre cents pages de notations presque quotidiennes, ajoutées aux trois cents du *Journal* sur la même période, sans compter les recoupements par les notes des autres célébrités rencontrées, plus les nombreuses biographies, n'est-ce pas beaucoup, n'est-ce pas trop, pour n'apprendre rien de nouveau sur la couleur d'un cache-nez, d'un papillon, d'un ciel ? 1945 : « il » se remet au latin ; tel mardi : « il » a mieux dormi et se réveille en forme ; tel jeudi : « il » a enfin vu le soleil après une semaine de pluie !

Nous prenons à observer que nous n'en avons jamais su autant sur nos père et mère, ni sur nous-mêmes. Entre les milliards d'humains dont on aura tout ignoré et cette débâcle de détails, eût-elle un génie pour objet, la disproportion semble, par les temps qui courent, un peu folle.

Mais c'est oublier le privilège de l'artiste d'être plus que lui-même : le farceur éminemment qui se demande soudain le genre d'élévée ou la place de l'y de cynique, insensé qui croit que ce n'est pas vous et moi !

★ LES CAHIERS DE LA PETITE DAME, tome III, 1937-1945, Gallimard, 403 pages, 57 F.

ÉDITION ET CRITIQUE

APRÈS LES FIÈVRES DE L'AUTOMNE

Le temps de la lecture

S'IMAGINER, parce qu'il y a une saison littéraire que clôturent les grands prix d'automne, que l'édition entre en sommeil serait une lourde erreur. De janvier à mars, on publie presque autant que de septembre à novembre, et souvent des livres tout aussi littéraires que durant la folle vague romanesque.

Il ne tarit d'ailleurs pas, le roman. Dans les trois mois qui viennent, une bonne trentaine vont fleurir. D'auteurs connus pour la plupart qu'on a mis « en réserve » de lecture. Ils n'étaient pas candidats. Le public ne les découvre pas, il les retrouve.

Il va retrouver un Jean Cayrol réaliste dans *L'Histoire d'une maison* (Le Seuil), un Henri Troyat attaché au règne de Pierre-le-Grand (*Grimm*, Flammarion), Maurice Genevoix, d'une jeunesse éternelle (*Un jour*, Le Seuil), Françoise Mallet-Joris qui double son roman *Allegro* (Grasset) d'une « Idée fixe » *J'aurais voulu jouer de l'accordéon* (Julliard), Jean Freustié (*Proche est la mer*, Grasset) et Madeleine Chapsal, Jacques Ferry, Jean Perrot, Marcel Brion, Jean-Louis Bory, Roger Bordier, Suzanne Prou, Joaze Duranseau, Bernard Clavel... Que ces derniers nous excusent de ne pas donner leurs titres. Ils sont trop nombreux.

Quelques bonnes surprises à signaler dans le lot : voilà trois éditeurs qui montent sur la brèche et se font auteurs. Ils ont la coquette de demander à des confrères de les publier : Christian Bartillat, directeur de Stock, publie son roman *Les Escaliers du ciel* chez Julliard, Bernard Privat, directeur de Grasset, donne la *Jeune Fille à Gallimard*. Seul Yves Berger reste dans sa maison : c'est Grasset qui sort son second roman, *Le Fou d'Amérique*, près de quinze ans après le *Sud*, d'illustre mémoire (Prix Femina 1962). Autres surprises. René Clair nous donne des nouvelles (*Jouer du hasard*, Grasset) et Sagan fait de même (*Des Yeux de soie*, Flammarion).

Quelques retours heureux : Paul Guimard (*Le Mauvais Temps*, Denoël), Alain Robbe-Grillet (*Topo-*

logie d'une cité fantôme, Editions de Minuit), Samuel Beckett, avec un court récit : *Pour finir encore* (Ed. de Minuit). Quelques chassés-croisés : Hélène Cixous entre chez Gallimard avec *Là*, Resvay avec le *Portrait* oisé, Denis Roche quitte la poésie pour le roman (*Louise basse*, Le Seuil) ; Hubert Montiel sort du poétique pour obéir à d'autres ambitions (*Supplique à S.M. Louis XV*, Denoël).

Par-delà la fiction

Mais il n'y pas que la fiction et c'est même en dehors d'elle que se produisent les publications les plus intéressantes. Michel Leiris donne le quatrième tome de son autobiographie (*Frère bruit*, Gallimard). Sartre augmente sa « Situations » : *Politique et Autobiographie* (Gallimard). Jean Hugo, le compagnon, pendant les années folles, de Cocteau, de Radiguet, de Jean Bourgain, dont on nous a permis de lire, l'an dernier, l'admirable *Correspondance*, publie ses *Mémoires* (Payot). On attend un inédit de Giono, des chroniques : *les Terrasses de l'île d'Elbe* (Gallimard).

De grandes correspondances font revivre Mauriac dans son échange avec Jacques-Emile Blanche (Grasset), Gide avec Henri Ghéon (Gallimard), Freud avec Jung — deux volumes et surfont à peine — (Gallimard). Roger Peyrefitte fait un portrait du marchand de tableaux Fernand Legros : *Tableaux de chasse ou la Vie extraordinaire de Fernand Legros* (Albin Michel).

Jean Chalon ressuscite Nathalie Barney, sœur de la Belle Époque (Stock), et Marcel Duchamp se ressuscite lui-même en ses *Écrits* (Flammarion), en attendant l'exposition de ses œuvres, qui doit inaugurer le Centre Beaubourg.

Patrick Modiano interroge Emmanuel Béri (Julliard), Albert Memmi se laisse interroger (*La Terre intérieure*, Gallimard), Claude Sauterou (Gallimard), Claude Mauriac (Grasset), s'interrogent eux-mêmes et continuent à faire chanter leurs souvenirs, face à ce qu'Henri Michaux, dans *Face à ce*

qui se dérobe (Gallimard), s'applique à ressaisir la douleur d'un bras cassé.

Michaux nous introduit aux poètes que durant tout le mois de janvier des manifestations vont entourer. René Char est là avec ses *Aromates chasseurs*, Jean Tardieu avec un nouveau recueil de poèmes, Michel Butor avec le quatrième tome d'*Illustrations* et Jacques Prévert avec le *Grand Bal du printemps* (tous quatre chez Gallimard).

L'histoire enfin

Autre reviviscence aussi importante qu'insatiable, celle de Clausen, à qui s'est attaché Raymond Aron. Il nous donne un essai : *Clausen ou la pensée de la guerre et des morales choisies du philosophe* (Gallimard).

PARMI LES TRADUCTIONS...

● Miguel Angel Asturias : « Le Vendredi des douleurs ». Par l'Éditions guatemaltèques dispersées en 1974 (Albin-Michel).
● Mikhail Boulgakov : « Nouvelles ». Par l'auteur russe de « La Garde blanche », mort en 1948 (Laffont).
● Alejo Carpentier : « Concert baroque ». Un roman de l'écrivain cubain, auteur du récent « Recours de la méthode » (Gallimard).
● Leonora Carrington : « La Forêt noire ». Par l'Éditions guatemaltèques dispersées en 1974 (Albin-Michel).
● Peter Handke : « La Courte Lettre pour un long adieu ». Par le jeune auteur autrichien de « La Chevreteuse sur le lac de Constance » (Gallimard).

● Henry James : « Roderick Hudson ». Le premier roman de l'auteur américain traduit par Marie Tadié (Fayard).
● Milan Kundera : « La Valse aux adieux ». Le roman le plus cruel de l'écrivain tchèque, auteur notamment de « La Pluie » (Gallimard).
● Thomas Mann : « Les Épigones du jour ». Des essais inédits, notamment sur le nazisme.

● Herman Melville : « Redburn ». Un roman inconnu tel, écrit deux ans avant « Moby Dick » (Gallimard).
● Anaïs Nin : « La Maison de l'Inceste » et « La Cloche de verre ». Proses poétiques par l'auteur du « Journal » (Éditions des Femmes).

● Joyce Casarates : « Le Jardin des délices ». Le premier volet d'une trilogie comprenant « Eux » et « Des sens chics », déjà traduits en français. Par l'une des plus brillantes romancières américaines actuelles (Stock).
● John Cowper Powys : « Les Eschirements de Glastonbury », tomes II et III. La suite de la trilogie de l'écrivain gallois, mort il y a douze ans, et qu'on découvre en France (Gallimard).

● Tennessee Williams : « Une Femme nommée Mofe ». Un roman de dramaturge américain (Laffont).

Nous voilà dans l'histoire que marque déjà le début de la Déclaration d'indépendance américaine. Trois livres pour commencer : un essai de Claude Julien, *Le Rèpe et l'histoire*, deux siècles d'Amérique (Grasset), une étude d'Elise Marienstras sur les *Mythes fondateurs de la nation américaine* (Maspero), enfin une *Histoire des États-Unis* de Robert Lacour-Gayet, allant des treize colonies d'origine à la guerre de Sécession (Fayard). L'histoire immédiate — celle du Portugal — est analysée dans les entretiens qu'a accordés Mario Soares à Dominique Pouchin.

Est-ce assez pour vous prouver que vous ne manquez pas de lecture ? Faut-il ajouter les essais de Maurice Clavel sur Dieu (Grasset), de Jean-Marie Domenach sur le *Sauvage et l'indien* (Le Seuil), de Pierre Mendès France (*La vérité guidait leurs pas*, Gallimard), de Bertrand de Jouvenel qui fait le procès de la *Civilisation de puissance* (Fayard), de Michel Jobert qui continue ses *Mémoires d'ancien* (Grasset), de Pierre Vianon-Ponté, qui adresse une *Lettre ouverte aux hommes politiques* (Albin Michel), et de Gérard Challaud, qui s'interroge sur les *Mythes révolutionnaires du tiers-monde* (Le Seuil), de Jean-François Revel qui dénonce la *Tentation totalitaire* (Laffont) ?

Albert Cossery
écrivain français des bords du Nil

★ LE COMPTOIR DES SALTINRIANQUES, d'Albert Cossery. Robert Laffont, 261 pages, 32 F.

UN an après la sortie de *Nejeh et le rêve d'Abbas* (1) et d'*André Chénedé*, et au moment où le philologue suisse Jean-Jacques Lüthi nous donne une « Introduction à l'histoire d'expression française en Égypte (1798-1945) » (2) — en attendant l'anthologie y afférente — Albert Cossery, l'un des plus brillants représentants de la « francophonie égyptienne » (notamment quinze années passées en Égypte, après plus de dix ans de silence, *Un comptoir des saltinriannes*).

Égyptien minotaure, puisque chrétien, mais avec sympathie par ses parents de « marchandise cosmopolite », syndicat ouvrier, à Paris avant même la révolution nationale de 1952, mais habitué par une vision toujours valable de l'Égypte, puisque dans ce pays non seulement la société change peu, mais encore elle connaît actuellement une sorte de « renaissance » — tel est Albert Cossery.

Comme dans sa première œuvre importante, poétique et puissante, *Les Hommes oubliés de Dieu* (1940) comme dans la *Maison de la mort*

certaines, dont le titre à lui seul décrit les vieilles maisons surpeuplées et vacillantes du Caire, Albert Cossery, dans un style classique, quoique un peu lourd, mais avec moins d'entrainement que dans ses autres livres pour les têtes moribondes des misères humaines regarde vivre un morceau de l'Égypte.

Une petite ville de terre au bord du Nil. Une statue patrimoniale. Des cafés. Des hommes qui ont envie de filles, et de rien d'autre. Après six ans de « douce vie » en Occident, un fils de famille d'« une élégance négligée », revient chez lui. Pour complaire à son père, qui a en l'idée saugrenue de vouloir un héritier ingénieur, il exhibe un faux diplôme. Mais il n'a pas le moins du monde l'intention de tromper la société avec ce parchemin acheté. Plutôt que de travailler, il se lie avec quelques lascars qui ont pour unique conviction politique que « dans cette société en évolution, le progrès social commence toujours par l'indépendance des femmes ».

En leur compagnie, il se lance, avec les précautions et les mystères d'usage, dans une terre où toute affaire de sexe est tabou, dans une chasse sans hale aux plaisirs de la chair. Il n'est fait pas plus pour que le chef de la police

locale, qui s'imaginer être Fouad parce qu'il professe que « les révolutionnaires égyptiens et égyptiens d'origine sont des voleurs ».

Aux vœux des personnages d'Albert Cossery, à la fois sains et décadents, les hommes ne valent pas la peine que l'on se donne du mal pour améliorer leur sort, et mieux vaut consacrer tous ses efforts à se faire du bien soi-même. Direction ? Nihilisme d'un « ci-dessus de gauche » revendu de tout ? Ou une simplement individualisme porté à son comble ? En tout cas, Albert Cossery nous prend dans ses sens.

Traduit en arabe et en anglais, mais lu avec opiniâtreté en français au Proche-Orient, même par ceux qui ne dominent pas toujours cette langue, Albert Cossery, avec sa passion invincible de dire les Égyptiens dans un langage étranger, fera-t-il école dans la vallée du Nil, à l'heure où le français, connaît de nouveau, dans cette région « pluriculturelle », un essor vigoureux ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Flammarion.
(2) Éditions de l'École. Préface de Maurice Genevoix, 350 pages.

Vient de paraître

Poésie
GUILLEVIC : *Ashkenaz - Encolpes*. — Ces poèmes de Guillevic ont été traduits en langue bretonne par Pierre Jakes Hélias, l'auteur du *Cherub d'orgueil*, et publiés en édition bilingue. (E.F.R., 125 p., 18 F.).

CHARLES DOBZYNSKI : *Capital terrestre*. — Un nouveau recueil de l'auteur de *Opéra de l'espace*. (E.F.R., 111 p., 18 F.).

SANDOR PETŐFI : *L'Apôtre*. — L'œuvre la plus romantique du poète hongrois, écrite en septembre 1848, qui évoque le sort tragique d'un révolutionnaire en avance sur son temps. Adaptation de Jacques Gauthier. Préface de Béla Képecz, secrétaire général adjoint de l'Académie des sciences de Hongrie. (E.F.R., 130 p., 32 F.).

MIKLOS RADNOTI : *Marche forcée*. — Un autre poète hongrois, celui-ci né en 1909, mort en 1945 dans un des charniers de la retraite allemande. Le recueil réunit les vers de 1930 à sa mort. Choix, traduction du hongrois et avant-propos de Jean-Luc Moreau. (P.-J. Oswald, « L'Aube des poètes », 180 p., 21,50 F.).

Littérature étrangère
HENK BREUKER : *La Peste grise*. — Né à Amsterdam en 1918, Henk Breuker, réfugié à Montpellier sous l'occupation, a écrit en français et en néerlandais. Ce ouvrage qui évoque la Hollande sous la botte nazie a précisément été rédigé par l'auteur d'abord en néerlandais, puis en français. Préface de F.-J. Temple. (P.-J. Oswald, 75 p., 15,45 F.).

Histoire
ANDRÉ JACQUELIN : *Lettres de mon maquis*. — Un des premiers journalistes à avoir répondu à l'appel du 18 juin 1940, fondateur du journal clandestin *Jeune France* et combattant des maquis de l'Ain et du Haut-Jura. Préface du professeur René Cassin, avant-propos du colonel Henri Roman-Petit. (Éditions Roblot, « Cité première », 290 p., 39 F.).

JULIO SANZ OLIVER : *L'Espoir d'Espagne*. — Les commissions ouvrières à Barcelone de 1964 à 1971, par un militant catholique espagnol. Traduit par J.-P. Corradi et Georges Valero. (Éditions Fédor, Collection « Des travailleurs eux-mêmes », 401 pages, 48 F.).

ÉCHOS ET NOUVELLES

Édition

« LES DERNIERS ROIS DE THULE », de Jean Malaurie, ouvrage sur les Esquimaux polaires face à leur destin, qui a fondé, il y a vingt ans, l'excellente collection ethnographique « Terre humaine » chez Plon, fait l'objet d'une nouvelle édition revue et augmentée, avec 87 illustrations et 11 cartes dans le texte, et 47 illustrations hors texte.

Manifestations

UN « MOIS DE LA POÉSIE » est organisé par la Maison de la culture du Havre, jusqu'à la fin janvier. Au programme : deux expositions sur Malakowski et sur Jacques Prévert (jusqu'au 31 janvier), et plusieurs rencontres et débats : « A partir de Jacques Prévert », avec Bernard Noël et Yves Lemoine, le 15 janvier ; « La poésie à l'école », avec Michel Cosman, le 20 janvier ; « Comment et pourquoi être poète en France en 1976 ? », avec Claude Minière, le 28 janvier ; « La poésie de la Résistance », avec Georges Emmanuel Clancier, Max-Pol Fouchet et Pierre Seghers, le 31 janvier. Le 17 janvier : Journée « non stop », avec huit heures de débats, rencontres et animations de 16 h. à 24 h.). La plupart des revues de poésie, plusieurs éditeurs, et de nombreux poètes ont annoncé leur participation à cette journée (S'adresser, pour tous renseignements, à la Maison de la culture du Havre, 32, rue Jules-Lecœur).

DEUX JOURNÉES SERONT CONSACRÉES À MARCEL DUCHAMP, les 19 et 20 janvier au « Théâtre-Poème » à Bruxelles (30, rue d'Ecosse).

UN PANORAMA DE LA POÉSIE SONORE INTERNATIONALE (poésie phonétique ou poésie concrète) sera présenté par Bernard Heldstock, du 20 au 31 janvier, à l'Atelier/exposition Annie Le Moine, 21, avenue du Maine, 75015 Paris.

Prix

UNE MAISON D'ÉDITION DE Grande-Bretagne, « Penguin Publishing Company », vient de créer un prix annuel de 300 livres (près de 5.000 F.) à la mémoire de l'écrivain George Orwell. Le prix récompensera un article, un essai ou une série d'articles concernant les problèmes politiques, sociaux ou culturels d'un pays quelconque, publiés dans n'importe quel journal, périodique ou publication du Royaume-Uni.

Recues

LES « CAHIERES DU VINGTIÈME SIÈCLE » publient un numéro spécial sur la « permanence du surréalisme ». On y relève des études de Max Milner : « Romantisme et surréalisme » ; Léon Collin : « Breton et Nerval » ; Michel Dicaud : « Du symbolisme au surréalisme » ; Marie-Claire Bancquart : « Surréalisme et génie du lieu » (64, Klincksieck).

INTERROGATIONS

UNE « INTERROGATIONS », revue internationale de recherche anarchiste, réunit dans son numéro 5 des études sur « Minorités ethniques et nationalismes » (René Fortin), sur « The negativity of anarchism » (David Thoreau Wiecek), et sur les militaires qui tiennent le pouvoir en Amérique latine (Luis Mercier Vega).

« L'ANTI-ÉTAT », consacré son numéro 14 à un important entretien avec Claude Lefort, qui porte, notamment, sur l'histoire de la revue « Socialisme ou barbarie ».

(3 F. Diffusion : Librairie le Solitaire, 34, rue N.-D.-des-Champs, 75008 Paris).

UNE NOUVELLE REVUE DE POÉSIE vient de se créer à Montpellier : « Entailles ». Une liasse de poèmes, sous une pochette. Aucune ligne directrice, apparemment. Mais les chemins les plus divers. (1, impasse du Merle-Blanc, 34090 Montpellier).

UN JEUNE ÉDITEUR, UN NOUVEAU REGARD:



BILKA, NOTRE HISTOIRE
Jean-Luc Maxence

« La part prise poétique choisie par Jean-Luc Maxence a quelque chose d'assez étonnant : rien ne lui ressemble. »

Il est peut-être trop tôt pour lever les bras au ciel et annoncer la découverte d'un écrivain sûr de lui, véritable. Il ne sera jamais trop tard pour donner envie de lire la copie noire de cet élève hors du commun qu'un professeur, nommé désespoir, a déjà inscrit à son tableau d'honneur.

J.M. Roberts - Le Quotidien de Paris

Un volume 13,5 x 20,5 - 144 p. - 18 F

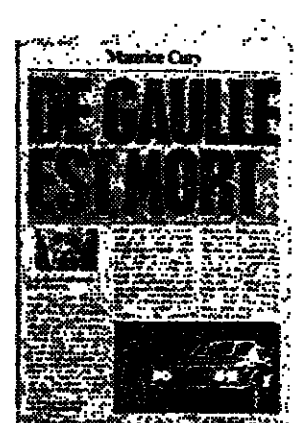
EDITIONS DE L'ATHANASOR

23, rue Vaneau, 75007 Paris
Diffusion Bernard Laville, 12, rue Saint-Merri, 75004 Paris

DE GAULLE EST MORT

Maurice Cury

« Un écrivain de la passion et de la nuit qui nous parle des obscures puissances qui dominent aux tréfonds de l'âme humaine. »
J. Mistler de l'Académie Française



« Maurice Cury a une façon simple et envoûtante de dire secrets, incompréhensions, une insatisfaction, une manie, une absence, un vide plus général. Chez lui, le plus important est toujours entre, entre les gens, entre les lignes, entre les lieux communs. »
André Sol - L'Humanité

Un volume 13,5 x 20,5 - 184 p. - 28 F

EDITIONS DE L'ATHANASOR

23, rue Vaneau, 75007 Paris
Diffusion Bernard Laville, 12, rue Saint-Merri, 75004 Paris

مكتبة من الأصل

KOESTLER: le regard d'un gentleman

Jacques CHAILLON: la voix solitaire d'un intellectuel

FÉLICIEN de l'Académie

roman

Le de mort

me

Les a

CO

GALL

ESSAIS

DEUX VISIONS DE L'OCCIDENT

Arthur KOESTLER: le regard sarcastique d'un gentleman désabusé

★ FACE AU NEANT, d'Arthur Koestler, 298 pages, Calmann-Lévy, 22 F.

Les grands capitaines perdent rarement de petites batailles. A cet exemple, les bons écrivains ne perdent pas leurs livres secondaires, même lorsqu'il s'agit, comme dans ce cas-là, d'un recueil de textes disparates, sans liaison entre eux, excepté justement le nom de l'auteur et son savoir-faire.

Une préface d'excès de vingt-neuf lignes présente ces articles parus d'abord dans plusieurs journaux britanniques, ces scénographies de conférences, et les déclare rassemblées autour de « certains thèmes », en particulier « la situation critique où se trouve l'homme moderne ». Quand tout le monde redonne l'apocalypse planétaire, voilà un diagnostic bien sobre des malheurs de l'espèce.

La justification du titre ne se profile au cours des deux cent cinquante pages suivantes qu'avec la même réserve : « Face au néant ? Mais lequel, de quoi ? Les idéologies exagérées,

notre civilisation machiniste malade peut-être de trop bien réussir — cette bombe, il fallait la faire ! — le désarroi des philosophes, la rage de produire et de vendre, croissant quelques précipités où plonger le regard. Koestler dégage ces souffrances au profit de crevasses plus modernes, quoique aussi dignes de considération : le néant charlatanesque des sociologues, politiciens et autres psychologues, la cuisine prétentieuse, les ravages de la jeunesse, les voyages organisés, la standardisation mondiale, etc. « Depuis l'aube de la conscience jusqu'à nos jours, nous n'avons eu que deux de l'ouvrage, l'homme a dû vivre avec la perspective de sa mort en tant qu'individu ; depuis Hiroshima, l'humanité dans son ensemble doit vivre avec la perspective de son extinction en tant qu'espèce biologique. »

Voilà, si l'on ose dire, un bon début ! A partir de ce constat riche en méditations, l'auteur musarde agréablement autour du globe, examine avec humour la Bédouie australienne, gémit sur la destruction des îles océaniques, le tourisme de pacotille, consacre un

chapitre original, malicieux, plein de verve, aux enseignements de Gandhi sur la sexualité. Parfois, il promène sur les choses et les hommes le regard sarcastique d'un gentleman revenu de ses illusions.

Ses propos blasés, ironiques, sur la société des gens, l'hypocrisie du siècle, n'apportent rien de neuf, mais rien d'indépassable. L'auteur connaît bien son métier. Il sait confectionner du substantiel avec fort peu de matière première. En vieillissant, le Diable se fait ermite. Voici l'apaisée révolutionnaire de l'inoubliable *Lie de la Terre* devenue humaine, sujet de Sa Très Gracieuse Majesté britannique. Peut-être même vote-t-il conservateur ?

Il existe assurément des moyens moins honorables d'accomplir sa mission. Koestler garde de sa jeunesse une intelligence critique, un sourire moqueur. Il fuit le superficiel avec discrétion, d'un peu de tout sans jouer au problème. Cet ouvrage-là ne bouleversera ni n'ennuiera personne. Du sérieux à lire dans le train.

GILBERT COMTE.

Jacques ELLUL: la voix sérieuse solitaire d'un intellectuel libre

★ TRAHISON DE L'OCCIDENT, de Jacques Ellul, Calmann-Lévy, 228 p., 30 F.

ENTRE les clameurs des fanatiques, le non-conformisme à peine moins effrayable du conformisme, Jacques Ellul élève depuis trente ans la voix sérieuse solitaire d'un intellectuel libre. Non sans parfois des rages, des colères ou le cri de désespoir qui termine sa dernière œuvre : « Ce livre une fois de plus me donne le sentiment de l'acte parfaitement inutile. » Une quinzaine d'autres volumes publiés chez de grands éditeurs, une notoriété discrète mais solide, le respect attentif d'un public restreint mais exigeant ne justifient-ils pas ces plaintes d'écrivain maudit ?

Un homme de qualité s'intéresse peu à lui-même, bien davantage à l'univers historique et moral qui entoure sa naissance, sa vie, notre civilisation occidentale décrite par ses propres enfants. Sans craindre de paraître à contre-courant, notre philosophe s'avoue épouvanté par ces agressions quotidiennes. Non qu'il ignore les fondements. A l'inverse d'une « droite orgueilleuse » qu'il définit, attaque, maltraite un peu trop sommairement, il n'oublie ni ne défend aucun des crimes perpétrés sous la bannière de l'humanisme : les génocides coloniaux, les guerres de conquête, les violences avouées ou sournoises du capitalisme. Mais par équilibre, au nom de la simple équité, il refuse de rendre l'Ouest coupable de tout le mal accompli sur la Terre et d'exalter par contraste, sans mesure, la somnolence exotique ou les tyrannies orientales. Il rappelle utilement qu'une certaine forme de contrainte collective équivaut, pour bien des individus, à « se dévouer à bon compte ».

Le penchant au remords national

Ce besoin de battre sa coulpe caractérise la France actuelle. Vers 1940, cette pratique sévissait plutôt parmi les Vichystes. Par l'un de ces renversements inattendus dont l'histoire des idées offre d'autres exemples, le penchant au remords national étreint désormais la gauche et engendre la même perturbation du jugement. Le dénigrement des pères impérialistes développe le culte de Mao Tse-toung et de singulières complaisances pour les nouvelles dictatures.

Ce goût de l'attrition apparaît dans des camps opposés provient probablement de communes sources chrétiennes. Sagement, Jacques Ellul s'intéresse moins aux origines qu'aux conséquences. Un machinisme aussi tenace peut-il ronger longtemps une société sans atteindre irrémédiablement sa confiance en elle-même ? Or, à l'intérieur comme au dehors de ses frontières, les pires ennemis de l'Occident ont toujours vu ses principes ou ses œuvres dominer le monde. Aussi ne croient-ils pas forcément eux-mêmes à la mortelle efficacité de leurs propres assauts. Quel optimiste redoutable oserait d'ailleurs promettre le bonheur à un monde brusquement privé de la vieille Europe et de son humanisme ?

Bien qu'il se déclare solidaire de leur combat, Jacques Ellul condamne avec une extrême sévérité l'acharnement mis par la gauche et ses idéologues à poursuivre l'Occident d'une exécution parcellaire et suicidaire. Lucide sur ses amours, il voit dans l'Europe la première et peut-être l'unique responsable de ses déchirements. Sans doute serait-ce peu dire qu'elle enseigne aux peuples coloniaux comment se soulever contre son empire, au nom de ses propres principes. Bien plus, elle invente les notions mêmes de révolte totale, de liberté individuelle, et se vante ainsi au désastre.

Ses ambitions prométhéennes la poussaient à tout porter au paroxysme, sa puissance comme sa mauvaise conscience. Aujourd'hui, ces deux filles de son âme se battent, la consommation, la tourment, l'extinction. Devenue référence ultime, la raison élimine les

mythes, le rêve. Pour ne pas admettre de contrepoids à son rationalisme, elle aboutit au paradoxe d'un monde fou, traversé de cauchemars, de convulsions.

Cassandra et les gauchistes

Juriste de métier, sociologue par goût, philosophe et historien de tempérament, Jacques Ellul met au service de ses thèses une intelligence rapide et souple, une argumentation rigoureuse mais frémillante, parfois passionnée, dans la ligne des grandes controverses intellectuelles. Souvent, la douleur de Cassandra brise son discours. Il y a en effet du prophète et du visionnaire dans ce classique. Cette parenté explique probablement l'indulgence, l'affection complaisante, presque paternelle, qu'il éprouve à l'égard des gauchistes.

G. C.

Vercors s'analyse ou le credo de l'honnête homme

★ CE QUE JE CROIS, de Vercors, Grasset, coll. « Ce que je crois », 214 pages, 26 francs.

PARMI les quelques quinze noms qui émaillent cette pensée collection et préfigurent une sorte de conseil des sages de la seconde moitié du vingtième siècle, nul plus que Vercors ne mérite le qualificatif d'« honnête homme » au sens où l'entendaient les encyclopédistes.

Honnête, l'auteur du « Silence de la mer » l'est, en effet, d'abord par sa vie, qui fut en tous points conforme à son œuvre. « L'Engagé désengagé » pourrait être la formule qui le définit. « Si l'on peut, sans crainte, compter sur ma loyauté (au sein des mouvements auxquels j'adhère), l'on s'y méfie un peu de ma constance, puisque je suis incapable d'assurer une connivence inconditionnelle quand la vérité est en jeu. »

Cette honnêteté se révèle ici d'entrée de jeu puisque Vercors préfère le « Ce que je crois » au « Ce que je sais » qui se ramène à un « Ce que je ne sais pas ».

Un animal en rébellion

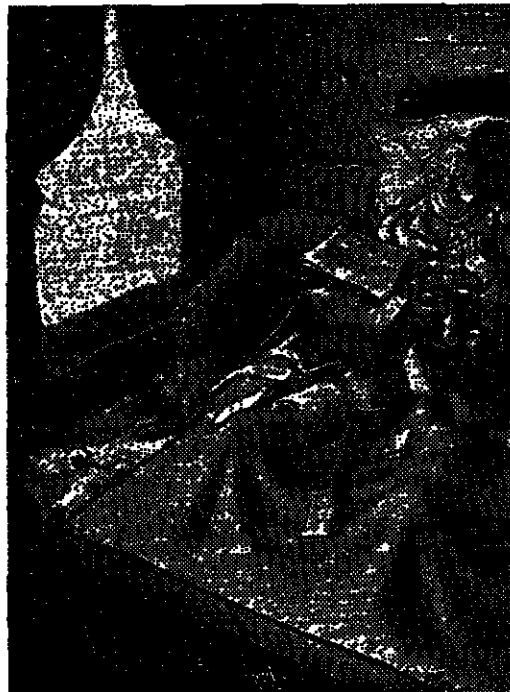
S'ensuit une longue réflexion méditative et argumentative sur la nature — la naissance, l'évolution, le futur — de l'homme. Une tentative de définition. On connaît la thèse de Vercors qu'il a popularisée dans « Zoo ou les animaux dénaturés ». L'homme est un animal qui s'est dégagé de son instinctive condition par un effort de pensée. Il précise ici le sens de cet effort et donne la clé de cette hominisation. Elle est le fait de la rébellion. L'homme est le seul animal qui se soit rebellé contre l'état de nature et ait essayé — et s'efforce encore — de la vaincre. Cela lui paraît suffire à condamner à nouveau — « a posteriori » — mais le danger n'a pas disparu — les théories nazies du retour aux forces instinctives et de la soumission au sang. L'homme ne survit que dans une lutte incessante contre ce qu'il appelle « l'entropie » et qui mène l'humanité vers un désordre progressif et fatal.

C'est dans cet effort qui, avec quelque malignité, pourrait également se qualifier de « révolution permanente » que Vercors voit la raison d'être de la vie et la source de son perfectionnement, plus peut-être que de son progrès : dans cette conquête continue de nouveaux modes de pensée, d'appréhensions plus raffinées et toujours plus pénétrantes de ce qui demeure de mystères (« Je suis moins un incroyant qu'un mécréant, qu'un mal-croyant », a-t-il posé dès le début.).

Si l'homme n'est que poussière...

Et c'est dans cette perspective qu'il va situer sa réflexion sur le mouvement des sciences, comme sur celui des arts et de la littérature. Ceux-ci n'ont de justification à ses yeux qu'autant qu'ils s'inscrivent dans une continuité de rébellion. Non pas rébellion contre ce qui se faisait auparavant, par quoi se définissent souvent les écoles et qui n'est qu'académisme, mais rébellion contre ce qui reste d'obscur dans la condition qui nous est faite. D'où une condamnation sans ambages de l'informel en

art comme du formalisme en littérature considérés comme des soumissions à l'entropie, et dont on peut discuter. Car Vercors, dans sa théorie de l'évolution ou de l'hominisation, ne fait peut-être pas assez leur place aux périodes plates, aux paliers, voire aux reflux nécessaires et, en tout cas, difficilement évitables entre deux phases de conquêtes, dont ces replis dans « l'art pour l'art » ou



Massacres, pestes et famines. « Mes estampes vont peindre une sorte de vaste comédie humaine, satirique d'apparence et tragique de fond. »

« la littérature qui se nourrit d'elle-même » sont les expressions naturelles.

Dans sa conclusion, Vercors n'esquive pas les problèmes qui se posent à l'homme conscient de ce siècle : socialisme ou capitalisme, guerre ou paix, natalité ou avortement, gaspillage ou faim. Et les réponses qu'il leur apporte vont dans le sens d'un optimisme mesuré, d'une confiance vigilante. Mais ce qui touchera peut-être le plus le lecteur de sa génération, comme des suivantes, c'est l'annonce de sa contradiction à lui, Vercors, qui fut commune à beaucoup d'autres : comment l'homme qui ne croyait qu'à l'absurdité de la vie a-t-il pu s'engager aussi continuellement dans les combats de son temps ? Comment l'homme métaphysique a-t-il pu se concilier avec l'homme social et le dessinateur Jean Bruhier, au trait sarcastique, devenir l'écrivain Vercors à la plume généreuse ? Sa démarche pourrait se définir dans une formule : « Si l'homme n'est que poussière dans le cosmos, cette poussière n'est plus chère que le cosmos lui-même précisément parce qu'elle n'est que poussière. »

PAUL MORELLE.

Science et mythe de la ville

(Suite de la première page.)

Surgis d'un conte, ils le décrivent. Qui sait si leur beauté subliminale n'exprime pas des maléfices aux accents insaisissables ?

Ainsi le mythe de l'Atlantide avait-il tant impressionné Platon, avec son continent fabuleux au-delà des colonnes d'Hercule. Ainsi le monde musulman ne put-il

échapper au vertige, devant ses féeries de paradis terrestre. Ainsi les utopistes, de Thomas More à Fourier, poussèrent-ils jusqu'à l'absurde, risquant, non sans mérite après tout, de s'offrir à eux-mêmes de noifs démentis, leur générosité de visionnaires toujours en porte à faux, lucides et délirants, prophétiques et trop raisonniers, acharnés à concevoir la préparation

sans faille des grandes synthèses communautaires. Les amplexes des utopies, ces derniers valurent maîtriser ont plus qu'on ne le croit, au-delà de leur force onirique, produisant certains modes de référence dont l'architecture et l'urbanisme dans lesquels nous vivons, se sont — bien ou mal — inspirés.

Victor Considérant s'efforça de tirer une logique rigoureuse des principaux éléments d'étude abordés avant lui par ceux dont il se réclamait. Ce ne fut pourtant pas ce fourrieriste appliqué, mais Engels, en particulier, qui dégagna les mieux les lois d'une revendication future, devenue singulièrement actuelle. En effet, pour Engels, « vouloir résoudre la question sociale (y compris politiquement parlant, au sens marxiste) avec le maintien des grandes villes modernes, est une absurdité ». Et il poursuit : « La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne n'est pas plus une utopie que la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés. »

Certaines notions modernistes tournent aujourd'hui autour de projets semblables, ou assez voisins. Ils tendent au dépassement pur et simple de deux notions opposées, l'une et l'autre périmées : la dynamique fatale des extensions urbaines, la ruralisation excessive et d'ailleurs artificielle, dans un esprit de sauvetage à demi-supernaturel, d'une forme de vie idéalisée à travers quelques ponts. Les propositions ne manquent pas pour l'organisation spatiale, sociologique et culturelle de la ville de demain. C'est ici précisément que se situe l'intérêt du livre de Michel Ragon. Le lien s'établit entre les spéculations des futurologues, nos contemporains, et les entreprises successives qui ont traversé l'histoire depuis les plus lointains repères que nous connaissons. Ce lien paraît bien affirmer une constante où tantôt se rapprochent, tantôt s'éloignent, les pôles de la science et de la poésie... »

Aussi longtemps, sans doute, qu'un néo-positivisme primaire et toujours renaissant ne pourra le saisir que dans le sens conflictuel, le débat

manquera d'ampleur, en dépit des grandes envolées auxquelles il se prête volontiers. Mais l'essentiel est de s'obstiner puisque de toute façon, comme le dit en concluant l'auteur — après l'avoir démontré,

— nos villes, « gaies ou tristes, sont lourdes de toute la mémoire du monde ».

ROGER BORDIER.

* Albin Michel, 256 p., 33 F.

FÉLICIEN MARCEAU
de l'Académie française

romans récents

Creezy
Prix Goncourt 1969

Le corps de mon ennemi

mémoires

Les années courtes

GALLIMARD

AJAR

la vie devant soi

400.000 exemplaires

Mercure de France

LETTRES ÉTRANGÈRES

Entretien avec le poète Ulysse Elytis

« S'exprimer à travers la réalité néo-hellénique »

LES poètes grecs sont heureux. Il n'est pas rare que leurs œuvres se vendent à dix ou même à vingt mille exemplaires. En France, on le sait, la poésie se vend beaucoup moins bien que cela. Mis en musique, par des compositeurs tels que Théodorakis, Hadjidakis, Markopoulos, Mammagakis, des poèmes considérés parmi les plus difficiles atteignent toutes les couches de la population. Les recueils de poésie occupent naturellement une place de choix dans la production des éditeurs. Les jeunes Grecs qui rêvent de devenir célèbres

grâce à leur plume se lancent dans la poésie plutôt que dans le roman.

Georges Théodakis, poète lui-même, donne un aperçu de cette intense activité poétique dans son excellente anthologie de la poésie grecque contemporaine, qui couvre les quarante dernières années (1). Trente-trois poètes y sont représentés. En France, on n'en connaît vraiment que deux : Yannis Ritsos et Georges Séferis, prix Nobel de littérature en 1963. Il en existe d'autres qui méritent de retenir l'attention du public français : Ulysse Elytis, par exemple.

* TOUTES L'ŒUVRE D'ELYTIS est publiée aux éditions Ikaros, Athènes.

NÉ en 1911, en Crète, Elytis appartient à la même génération que Ritsos (né en 1909) et Séferis (1900-1971). Ses recueils de poèmes, dont le plus

cinq ans pour écrire *Action* est. De larges extraits de ce poème, qui compte quatre-vingts pages, ont été mis en musique par Mikis Théodorakis. Il est peu de Grecs qui ne connaissent ces vers, auxquels le long hiver de la dictature militaire a donné une colo-

EXTRAIT

DES SANGS d'amour m'ont empoûrné
Des joies inconnues m'ont ombragé
Je fus rouillé par le vent chaud des hommes
O Mère Lointaine ma Rose Inaltérable
Au large de la mer ils m'ont guetté
Dans des navires à trois mâts pour tirer sur moi
Comme si c'était pêcher que d'avoir un amour
O Mère Lointaine ma Rose Inaltérable
Un jour de Juillet se sont entrouverts
Ses grands yeux au plus profond de moi
Pour éclairer un instant l'innocence de la vie
O Mère Lointaine ma Rose Inaltérable
Et depuis lors se sont tournés contre moi
Des courroux séculaires en hurlant
« Que celui qui t'a vu souffre le sang et la pierre »
O Mère Lointaine ma Rose Inaltérable
J'ai fait corps de nouveau avec ma patrie
J'ai fleuri et poussé parmi les pierres
Par la lumière je rachète le sang des assassins
O Mère Lointaine ma Rose Inaltérable

(*) Extrait de *Action* est, traduit par Georges Spyridakis.

ancien, *Orientations*, date de 1940, sont continuellement réédités. Son œuvre malfaisante, *Action* est (on sait), parue en 1959, compte huit éditions. Diverses manifestations ont lieu en cette fin d'année en Grèce pour célébrer le quarantième anniversaire de son activité poétique. C'est en 1935, en effet, qu'il a paru ses premiers poèmes dans la revue grecque *Letras nouvelles*, qui, sous son influence, devait jouer un rôle important dans le renouveau de la poésie grecque.

Célébre en Grèce, Elytis n'est pas seulement connu dans son pays. Son œuvre est traduite notamment en Italie, en Allemagne, aux États-Unis. La revue américaine *Books Abroad* vient de lui consacrer un numéro spécial.

Comment se fait-il donc qu'il soit presque un inconnu en France ? C'est d'autant plus étonnant qu'il est très proche de la culture française. Il a séjourné à plusieurs reprises en France, notamment en 1949-1952 et pendant la dictature militaire, en Grèce, de 1969 à 1972.

Il a été lié avec Breton,

ration particulière : « L'hirondelette est une — et le printemps précède — il faut bien — de la peine pour faire tourner le soleil ! Des morts par milliers — doivent pousser les roses ! Il faut que les vivants — donnent aussi leur sang. »

« J'ai l'impression, dit-il, que la poésie tend de plus en plus à devenir un produit, reprenant, sous une forme à peine plus travestie que le discours courant, les mots au goût du jour : réconciliation, liberté, justice. Cette facilité est le reflet du mode de vie que nous propose la société de consommation. Il ne suffit pas de nommer les choses pour qu'elles existent. Le poète doit élaborer son propre langage, un langage émotionnel, comparable à celui du musicien.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

œuvres des personnages apparten-

ant à l'histoire ou à la mytholo-

gie de la Grèce antique. Vous

ne faites rien de tel.

Plusieurs poètes grecs d'au-

jourd'hui ressuscitent dans leurs

En français dans le texte

Un complexe « franglais »

Pour sa part, l'éditorialiste du *Times* a obéi aux règles du « fair play » en donnant à ses propos un titre français : « *A bas le triangle.* » Dans une certaine mesure, en effet, il approuve les objectifs poursuivis par l'Assemblée nationale. Comme

Bernard Levin, le brillant « colum-
nist » du Times a fait encore mieux
en publiant un très long article
dédié dans ce qu'il appelle son
« français atroce ». Comme en fait
un texte, en dépit de ses mala-
dies, dit bien ce qu'il veut dire,
la modestie de Bernard Levin doit
être considérée comme un « over-
statement » généralement attribué aux

Aux yeux du commentateur britannique, la loi Bas paraît d'autant plus regrettable que, si elle était vraiment applicable, elle aurait pour résultat d'appauvrir le français en le coupant de tous les appuis de « sang nouveau » au moment même où « on a besoin de la langue française plus que jamais ».

Il est vrai que malgré toute sympathie, Bernard Levin paraît en fin de compte que la supériorité du français serait due exclusivement à son excellence dans les domaines de la littérature et de poésie alors que dans un monde « de machines et de machins » les problèmes techniques seraient plus en plus discutés aujourd'hui « américains ». — J. W.

CARNET

part 1

TOTAL

1

1

[illegible]

F

2 30

11

1

YIL

1

•

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

1

1

— 250 —

Janvier
27, RUE ROYALE . PARIS 8^e

PARIS (8°) - 260-72-00

Collection
errures
/PARIS 6ème

100

10
Janvier
27, RUE ROYALE - PARIS 8^e

CHOMBERT
Fourrure
Solde ses modèles
de collection
du lundi 5
au samedi 10 janvier
422, rue Saint-Honoré
PARIS (8^e) - 260-72-00

PIERRE
DE
Collection
rrures
/PARIS 6ème

[illegible]

Musique

Rostropovitch... au piano, salle Pleyel

Complices plus que partenaires, Mstislav Rostropovitch et Galina Vichnevskaïa proposent au public d'amateurs nombreux mais choisis de la salle Pleyel une soirée consacrée exclusivement à des mélodies russes.

Le grand violoncelliste était au piano ; sans avoir ce toucher singulier de certains pianistes et d'occasionnels compositeurs, chefs d'orchestre qui savent inventer des sonorités n'appartenant qu'à eux, il donne néanmoins une réplique irréprochable et ne se contente pas d'accompagner.

Galina Vichnevskaïa, quant à elle, possède réellement une voix, non pas dans le sens où on l'entend maintenant, selon des critères un peu trop absolus pour être significatifs : homogénéité parfaite des registres, puissance égale dans le grave ou dans l'aigu, même aisance à vaincre toutes les difficultés ; au contraire, il est tout à fait possible d'en voir les limites, mais ce sont elles précisément qui, au même titre que ses qualités — chaleur du timbre, souplesse, — donnent à cette voix sa couleur propre et sa personnalité.

Peut-être, pour cette raison, toutes les musiques ne lui conviennent-elles pas aussi bien : un peu en deçà de ce qu'on attendait, la première partie (Moussorgski, Rachmaninov) n'était en fait qu'un prélude à la seconde ; le style délié et italianisant des trois mélodies de Glinka semblait la mettre davantage à l'aise que les pages de Moussorgski, plus ambiguës dans leur mélange de simplicité rustique et de profondeur. Mais c'est dans le cycle composé par Chopin, sur des poèmes de Sacha Tcherni, à l'intention de ces deux artistes, qu'on a pu voir les défauts de la salle Pleyel pour des soirées de ce genre, et les instants de banalité dans ce langage musical à la fois simpliste et inspiré. On pouvait jurer alors de ces instants si rares où les interprètes rencontrent exactement les intentions d'un auteur qui a su mettre toutes leurs qualités en valeur. Ces cinq mélodies donnaient l'occasion à Galina Vichnevskaïa de faire valoir toutes les ressources expressives de sa voix, depuis le style intime, le demi-chant, jusqu'à la déclaration lyrique — peut-être son terrain d'élection — tandis que Rostropovitch prenait vraiment possession du piano.

GERARD CONDÉ.

MORT DE SIR THOMAS MONNINGTON président de la Royal Academy de Londres

Sir Thomas Monnington, président de la Royal Academy de Londres, vient de mourir. Il était âgé de soixante-trois ans.

(Né en 1902 à Londres, où il fait ses études (notamment à la Slade School), Walter Thomas Monnington est élu à la présidence de la Royal Academy, à l'âge de soixante-quatre ans, en 1966, juste à temps pour préparer les manifestations du bicentenaire de cette collection publique, l'une des plus importantes du monde par la rareté des œuvres anciennes qu'elle conserve.

Mais la carrière de Monnington est également celle d'un peintre influencé par les primitifs italiens du « quattrocento », qu'il étudie de près en 1922, dans la ville où il obtient une bourse par la British School of Rome. Il ne faut donc pas s'étonner si l'œuvre de Monnington se résume, en dehors de ses paysages et de ses dessins, à de grandes fresques monumentales pour édifices publics. Parmi les plus remarquables, celles du Stephen Hall de Westminster et de la Banque d'Angleterre.

Sir Thomas Monnington, qui avait enseigné au Royal College of Art, avait fait partie du conseil d'administration du British Museum de 1963 à 1965.)

ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE

AVIS DE CONCOURS
Le 19 février 1976, à 10 heures pour le recrutement de :

- UN VIOLONISTE (4e catégorie)
- DEUXIÈME CHEF D'ATTAQUE DES SECONDS VIOLONS (3e catégorie)

Bénéficiaires :
ORCHESTRE DE PARIS
CLF, no 4
75853 PARIS CEDEX 17
Tél. : 758-27-36

Cinéma

LA TAXATION D'«EMMANUELLE II»

Histoire d'«X»

«Emmanuelle» était déjà une héroïne nationale, une ambassadrice du cinéma français avec cent millions de spectateurs à travers le monde ; le deuxième épisode de ses aventures est en passe de devenir, toutes proportions gardées, une affaire d'Etat. Par deux fois, en effet, le secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy, a confirmé sa décision de lui faire porter le label « X », c'est-à-dire de lui appliquer le dispositif fiscal et réglementaire voté et décerné au dernier trimestre de 1975 à l'encontre des films « pornographiques », « pervers » ou « violents ».

Si le secrétaire d'Etat a dû réaffirmer cette position, c'est que la commission de contrôle des films, instance consultative qui rend des

Pourquoi un tel émoi alors que, précédemment, cent trois films ont subi le classement « X » sans que personne ne s'en alarme ? Les enjeux sont différents. Les entreprises dont les intérêts risquent d'être lésés ne sont pas de ces P.M.E. du porno qui réalisent pour trois sous des bandes amoncelées rapidement dans des salles de tout temps spécialisées. Le budget du film est de 1 milliard ancien ; sa distribution devait être assurée dans le circuit Parafance, avec, à Paris, des salles d'exclusivité importantes, comme le Marivaux, le Moulin-Rouge, le Paramount-Montparnasse, etc. En choisissant d'appliquer ses rigueurs fiscales à «Emmanuelle II», le secrétaire d'Etat a choisi de frapper un film symbole ; il s'expose à une vive contre-offensive.

Si les partenaires sont de taille, les risques qu'ils courent ne sont pas mineurs, la répression « anti-pornographie, perversion, violence » est loin, rappelez-vous, d'être anodine : un film « X » est interdit à l'affichage ; il ne peut passer que dans des salles « spécialisées » (deux cents en tout) ; il se voit imputer la T.V.A. à un taux de 33 %, il subit ensuite un prélèvement parafiscal de 20 % sur ses bénéfices ; il est, enfin, exclu du Fonds de soutien à l'industrie cinématographique, c'est-à-dire que les exploitants ne percevront pas le bénéfice des aides — prévues sur les billets d'entrée — destinées à la modernisation des salles, tandis que le producteur ne recevra pas l'aide « automatique » à laquelle il aurait eu droit pour la réalisation de ce film, ou pour la réalisation de films qu'il pourrait entreprendre ultérieurement, grâce aux bénéfices éventuels produits par celui-ci. Supposons que le même dispositif soit appliqué aux négociants en vins : l'alcoolisme n'est-il pas un réel fléau national ? ou aux fabricants de jouets guerriers : la protection de l'enfance ne faillait-elle pas partie des attributions de la puissance publique ? — on imagine quel scandale cela ferait.

Donc, le producteur d'«Emmanuelle II» s'insurge : d'abord, il ne veut pas admettre que son film est « pornographique, pervers, violent » ; ensuite, il refuse que celui-ci soit diffusé dans des salles qu'il considère « crasseuses » (1). La menace doit surtout inquiéter les services du ministère des finances, car le succès du film aurait sans nul doute provoqué de belles rentrées fiscales.

Au milieu de cette polémique se pose évidemment la question de savoir si «Emmanuelle II» (un sigle à la manière de Par 2) est réellement « pornographique, pervers, violent » ou si, au contraire, il ne s'agit — la morale serait sauve — que d'un film érotique. En l'absence de critères formels — il est loin le temps de la chasse aux pilotes — on peut tenter d'analyser les propos de M. Michel Guy au micro de Philippe Bourard à R.T.L. : ce film serait, selon le secrétaire d'Etat, « pornographique dans ses intentions », l'intention pornographique est, de toute évidence, différente dans «Emmanuelle II», classée « X » et dans «Emmanuelle» qui n'est pas classée.

Le film de François Giacometti, photographe à lui, comme Just Jaccot son prédécesseur, est principalement fondé sur les traits de Sylvia Kristel et de l'Extrême-Orient réunis. On y trouve tout le bazar de l'érotisme : la quincaillerie du saphisme, la litière du conjugo, la plomberie du massage thaïlandais, et

avis sur l'interdiction aux mineurs et sur le classement des productions françaises et étrangères, s'est déclarée favorable, avec la même constance, à l'exploitation « normale » d'«Emmanuelle II», film de François Giacometti, tiré du second livre d'Emmanuelle Arsan, « l'Antivierge », avec toutefois une interdiction aux moins de dix-huit ans en raison de son « immoralité tranquille ». Deux fois en quelques jours, la commission s'est réunie, a « visionné » le film et a confirmé (« le Monde » du 7 et du 8 janvier) qu'il n'y avait pas lieu, selon elle, de procéder à un classement « X ».

De son côté, M. Roussel-Rouard, coproducteur du film, a écrit au président de la République pour lui demander son arbitrage.

l'électro-ménager des activités sexuelles de groupe, sans oublier, au premier étage, les rayons « bordel », « vestiaire du club de polo », « acupuncture aphrodisiaque », l'épicerie fine, quel. Même aimable racisme latent que dans «Emmanuelle», vie-à-vie des partenaires non-blancs des ébats érotiques. Quant à ceux-ci, les ébats, s'ils sont montrés, ils n'agressent jamais ce qu'on peut appeler le bon goût. Ce ne sont que masturbations féminines derrière la nyon et glissements de chair contre chair avec de la mousse : des choro-graphies érotiques sur des musiques de Francis Lai (Chabadabada).

Le débat concerne donc une nouvelle fois la question de l'arbitraire et de l'interdit social, puisque le meurtre, la vol, la trahison, la cupidité, peuvent être représentés à l'écran, et non l'acte sexuel. Débat qui était en d'autres temps celui de Moïse et Aaron, autour de la figure de Dieu, l'Innommable, débat au regard duquel toute notre iconographie religieuse est « pornographique », anthropomorphisme d'un principe ineffable.

Il y a d'autres aspects dans cette affaire, déplaisante au-delà des principes.

D'abord, entre la censure administrative de négure et la censure économique d'aujourd'hui, il n'y a que deux cents salles de différence, faible bilan pour des pouvoirs publics qui, ne voulant plus interdire, ont bientôt regretté d'avoir autorisé.

Ensuite, des textes rétroactifs, puisqu'ils s'appliquent à des productions et à des décisions rétroactives, mais qui leur sont antérieures (comme l'attribution, l'an passé, de l'aide automatique au producteur d'«Emmanuelle II», aujourd'hui annulée) sont toujours dangereux, car de « bonnes raisons » morales ne sont pas forcément de bonnes raisons de droit.

Enfin, le cinéma français, vivant d'expédients dans le système où il se trouve, risque d'être bientôt à court de solutions. L'histoire de la société Trénaca est édifiante.

LAURA ANTONELLI

Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas...

un film de LUIGI COMENCINI

avec JEAN ROCHFORD

8 DERNIÈRES
LE PALACE
du mardi au samedi - dimanche 15 h
ALEXANDRA K.
d'André Benedetto
22 h 30
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LA PYRAMIDE I
de Copi
8, rue du Fr-Montmartre - 77044.37

Il ne faut pas croire, d'autre part, que la séparation des salles « spécialisées » et des salles « familiales » soit d'une aide vraiment efficace à la création : l'autre jour, dans une préfecture située à 130 kilomètres de Paris, on avait le choix entre sept films : Pinocchio, l'Incorrigible, les Trois Jours du Condor, Adieu Poulet, le Gitan, le Sauvage et un Robert Lamoureux. La suppression du « porno » n'a fait que rendre la place aux produits de série — éventuellement de qualité — qui étaient là avant lui. La majorité des exploitants expliquent que ces films sont « bons », puisqu'ils sont « publics ». S'agissant des films « porno », le raisonnement était presque analogue.

Martin Even.

Un Africain prend la parole

«Nationalité immigrée», de Sidney Sokhona

Prix Sedou 1975, ex æquo avec deux autres films africains, «Nationalité immigrée» apporte une dimension nouvelle aussi bien au film africain, engagé tel que l'ont illustré Sembène Ousmane et son compatriote Med Hondo qu'à ce qu'il est convenu d'appeler « film militant ».

Mauritanien comme Med Hondo, Sidney Sokhona habite Paris depuis bientôt dix ans. Très vite intéressé par le cinéma, il étudie d'abord à l'école de photographie de Vaugrard, qu'il quitte au bout d'un an : trop classique à son gré, « pas du tout adapté au cinéma que je veux faire ». Il s'inscrit à Vincennes, collabore avec Serge La Péron et Jean-Henri Roger (associé de Godard dans le groupe Dziga-Vertov), devient l'assistant (bénévole) de Jean Rouch sur Petit à Petit et de Med Hondo sur les Bleus noirs vos voisins. Parallèlement il doit gagner sa vie. Il a accompli, un stage de téléphoniste pendant six mois, il en sort diplômé : la journée il répare les installations des particuliers, le soir et les week-ends il travaille à ses films. Il habite avec ses camarades immigrés dans un foyer.

Avec l'argent qu'il gagne, Sidney Sokhona entreprend de tourner un film qui dira la condition immigrée, à la base, à partir de l'expérience vécue et partagée quotidiennement. Le cinéma sera l'outil privilégié qui témoignera de cette expérience, Sokhona filme la première séquence début 1972 : la scène au foyer en grève avec l'employé de la préfecture et les deux vieux Noirs qu'il essaie de manipuler. La dernière séquence sera tournée en octobre 1975. Le montage s'effectue à l'abri de la Cinéma-thèque française, dans un des locaux mis par Henri Langlois à la disposition de Jean Rouch. Danièle Tessier, monteuse de Rouch, prête main forte. Au total, le film aura coûté environ 25 000 francs, les techniciens sont payés à un tarif « amical », selon la jolte expression du cinéaste, mais sont payés. Le plus coûteux est la location du matériel, les caméras. Aujourd'hui achevé, le film va être projeté à travers la France, et peut-être, espère le metteur en scène, sur un écran à Maurice.

Sidney Sokhona, tournant en France à une époque précise, qui est celle de l'après 1968, celle aussi de la prise de conscience politique de ses camarades immigrés, a voulu faire un « cinéma réel, sans rajoutage », et surtout pas du cinéma militant pour se faire plaisir. Le trajet romanesque suivi par le principal protagoniste dans ce film documentaire de fiction, c'est-à-dire non littéral, non didactique, emprunte largement à ses propres souvenirs : l'arrivée à Paris par des moyens plus ou moins légers, caché dans le capot d'une voiture, la recherche d'un travail, les pots-de-vin, le racisme quotidien alentour, les foyers-taudis, l'exploitation des Africains entre eux. Sokhona parle surtout de ses camarades africains de Mauritanie, du Mali et du Sénégal, qui forment un groupe, mais étend le propos à l'émigration en général.

Vivant, direct, dépourvu de tout sectarisme, mais le regard et la caméra fermement braquées sur une réalité vécue, Sokhona parle aussi à nous Français, retrouve par une filiation naturelle le climat d'une époque heureuse du cinéma français, celle du Front populaire, qui voyait par exemple Jean Renoir tourner le Crime de M. Lange et La vie est à nous. «Nationalité immigrée» n'est pas un film militant de plus ni un chef-d'œuvre : c'est un peu la jeunesse du cinéma, la simplicité, l'authenticité, Hollywood dans les années héroïques, avant 1914. Au service, évidemment, d'un tout autre contenu.

Le metteur en scène discute chaque soir avec le public après la projection de 20 heures, le samedi et le dimanche il est accompagné de ses camarades du foyer de la rue Riquet, où il vit.

LOUIS MARCORELLES.
* 14-Juillet.

THEATRE DES VARIETES

PAUL MEURISSE

i l'Autre Valse

de FRANÇOISE DORIN

Mise en scène MICHEL ROUX
Decor et costumes ANDRE LEVASSOUR
avec CHRISTIANE MINAZOLI
ANNIKALANE JEANNE COLLETTIN
et PAUL-EMILE DEBER

100°
TRIOMPHE DE LA SAISON

THEATRE DE L'ŒUVRE

MICHEL BOUQUET
ANNIE SINIGALIA

deux comédies de
MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE

JULIETTE CARRÉ JACQUES ROSNY

CONNAISSANCE DU MONDE

PLYEL: Mardi 13 Janv. (18 h. 30 et 21 h.), Sam. 17 Janv. (17 h. 30), Dim. 18 Janv. (14 h. 30)

En AFGHANISTAN SUR LES TRACES DE MARCO POLO

UNE FANTASTIQUE AVENTURE VECUE AU RYTHME DES STEPPES DE LA HAUTE ASIE
Récit et film Michel MONTESINOS
Nouristan primitif, pays de la lumière. Kaboul : tradition et modernisme.

PARAMOUNT ELYSÉES - BOUL'MICH - PUBLICIS SAINT-GERMAIN - MAX-LINDER
PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT GOBELINS
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT MONTMARTRE - ARTEL Nogent - CYRANO Versailles - PARAMOUNT La Varenne

un sac de billes

ne manquez pas "un sac de billes"
ce film va droit au cœur!

JEAN DE BARONCELLI / LE MONDE

THEATRE DE L'ŒUVRE

MICHEL BOUQUET
ANNIE SINIGALIA

deux comédies de
MONSIEUR KLEBS ET ROZALIE

JULIETTE CARRÉ JACQUES ROSNY

CONNAISSANCE DU MONDE

PLYEL: Mardi 13 Janv. (18 h. 30 et 21 h.), Sam. 17 Janv. (17 h. 30), Dim. 18 Janv. (14 h. 30)

En AFGHANISTAN SUR LES TRACES DE MARCO POLO

UNE FANTASTIQUE AVENTURE VECUE AU RYTHME DES STEPPES DE LA HAUTE ASIE
Récit et film Michel MONTESINOS
Nouristan primitif, pays de la lumière. Kaboul : tradition et modernisme.

PARAMOUNT ELYSÉES - BOUL'MICH - PUBLICIS SAINT-GERMAIN - MAX-LINDER
PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT GOBELINS
PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT MONTMARTRE - ARTEL Nogent - CYRANO Versailles - PARAMOUNT La Varenne

un sac de billes

ne manquez pas "un sac de billes"
ce film va droit au cœur!

JEAN DE BARONCELLI / LE MONDE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Burroughs

L'informatique et l'humain

Envisagez une carrière au sein de la Compagnie Burroughs dans l'industrie de traitement de l'information. Dans ce domaine une situation enviable s'offre à ceux qui peuvent aider la direction des entreprises à analyser et résoudre leur problèmes grâce à cette technologie nouvelle, car la réussite d'une affaire dépend de la capacité qu'a sa direction d'apprendre à utiliser avec rentabilité, l'électronique dans la planification et la gestion de l'entreprise. Une gamme aussi importante et aussi bien adaptée implique naturellement que Burroughs offre de larges possibilités d'avenir.

JEUNES DIPLOMES HEC, ESSEC, ESC ou équivalent

Vous vous interrogez sur votre avenir ?
VOUS CHERCHEZ UNE CARRIERE COMMERCIALE
AVEC UNE FORMATION COMPLETE
Que vous ayez ou non des connaissances en informatique,
BURROUGHS vous offre cette opportunité

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en province : AMIENS, CAEN, DIJON, LILLE, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, REIMS, ROUEN, STRASBOURG, TOULOUSE, TOURS.

Envoyer lettre, C.V., photo sous réf. M. à FRANCOIS SEIDNER, BURROUGHS 230, Avenue Laurent Cely 92231 GENNEVILLIERS.

BUTLER MANUFACTURING COMPANY

Société Américaine leader mondial
BATIMENTS METALLIQUES PREFABRIQUES
créée sous Filiale Française
(REGION METZ-THIONVILLE)
et recherche son

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ET DU CONTROLE DE GESTION

— Placé sous l'autorité du Directeur Général,
il sera chargé de la mise en place
— de la comptabilité générale et de la
comptabilité industrielle
— du contrôle budgétaire
— des rapports comptables périodiques adressés
à la Société mère aux U.S.A.

Le candidat :
Agé de 28 ans minimum, aura une
formation supérieure, une bonne connaissance
pratique du plan comptable français et du
contrôle budgétaire.

Des connaissances de base de l'anglais sont
nécessaires.

— Ce poste offre de larges possibilités de dévelop-
pement aux niveaux Français et Européen.
Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à :
BUTLER MANUFACTURING COMPANY
40, av. Hoche - 75008 PARIS
Discrétion totale assurée

IMPORTANT GROUPE SECTEUR TERTIAIRE — ENVIRON 5.000 PERSONNES — EN FORT DEVELOPPEMENT METTANT EN ŒUVRE IMPORTANTS MOYENS EN PERSONNEL ET EN MATERIELS, RECHERCHE POUR GRANDES VILLES DE PROVINCE

DIRECTEURS DE FILIALES

Chaque Directeur assurera avec une très
large délégation la Direction effective de
filiales de 50 à 600 personnes (relations
extérieures, direction du personnel, gestion
et organisation).

Ces postes peuvent convenir à candidats
formés supérieurement, ayant une expérience
professionnelle impliquant

ANIMATION DE PERSONNEL ET GESTION.

Ecrire au réf. EL 388 CM
4, rue Massenet, 75016 Paris.
DISCRETION ABSOLUE.

GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour ses usines situées dans une importante
VILLE UNIVERSITAIRE DU SUD-EST

un MEDECIN du TRAVAIL

A TEMPS PLEIN

Ce poste exige la possession du C.E.S. et plusieurs
années de pratique médicale, si possible dans la médecine
d'entreprise.

Candidature avec C.V. à No 38002, CONTEXTE Publicité
20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

1°) POUR SON AGENCE DE LA RÉGION
AUVERGNE
UN INGÉNIEUR ROUTIER CONFIRMÉ

Ayant une bonne expérience du contrôle des
travaux et capable de diriger une équipe d'une
vingtaine de collaborateurs.

2°) POUR SA DIRECTION TECHNIQUE
IMPLANTÉE A TRAPPES
UN INGÉNIEUR SPÉCIALISTE

Confirmé en ouvrages d'ART
Expérience 4-5 ans en B.E.T. ou entreprises T.P.
Il sera chargé d'études générales en matière
d'ouvrages d'art et de missions d'assistance auprès
d'unités décentralisées et appelé à effectuer nom-
breux déplacements en France.
Ces postes sont disponibles immédiatement.

Adresser C.V. et prétentions à n° 49.998 à :
Editions BLEU
27, rue Labat,
92100 VINCENNES.

ingénieurs électroniciens

Association Nationale pour la Formation
Professionnelle des Adultes qui a pour mission
d'aider aux Adultes une formation
ou un perfectionnement qui leur permettent
une adaptation rapide à la vie professionnelle

recherche :
— par les problèmes pédagogiques
— les relations humaines
— le travail en équipe.
Elle propose : des fonctions de FORMATEUR
dans son Centre de Grenoble (38).
La formation pédagogique sera assurée.
Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

A.F.P.A. :
13, Place de Villiers
93108 Montreuil-cedex -
sous réf. P.FERRIERE.

CENTRE DE LA FRANCE ENTREPRISE INDUSTRIELLE CAOUTCHOUC

DIRECTEUR DES VENTES

— Cadre 35 ans minimum.
— Formation supérieure commerciale.
— Expérience caoutchouc - caoutchouc - plastique.
— Anglaise indispensable, allemand souhaité.

MISSION :

— Animation de la force de vente.
— Organisation commerciale.
— Recherche de produits et débouchés.
— Négociation de marchés.
— Supervision C.V. photo, prétentions
(lettre manuscrite sous références G.S.)

CEFAFI
87-89, avenue Kléber,
75008 PARIS CEDEX 16.

SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES

Leader mondial dans notre branche d'activité,
nous renforçons notre réseau français
en créant un poste de :

DIRECTEUR REGIONAL NORMANDIE

dont la mission se résume ainsi :
développer l'activité et l'implantation
de notre société dans sa région,
en liaison avec l'équipe de direction.
CELA IMPLIQUE :

- l'animation, la gestion et la coordination
des unités existantes,
- une participation active à l'élaboration
des politiques d'évolution de la société,
- la création de centres nouveaux et la formation
de l'ensemble du personnel

UN NIVEAU SUPÉRIEUR DE FORMATION
ET UNE SOLIDE EXPÉRIENCE DANS UNE
FONCTION SIMILAIRE SONT INDISPEN-
SABLES POUR DONNER SA VÉRITABLE
DIMENSION A CE POSTE.

La direction régionale
sera basée à ROUEN.

- Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo
et prétentions sous réf. 449/JR
- A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres,
75015 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR TÉLÉPHONIQUE

RENFORCE SON RÉSEAU DE VENTE
et recherche pour

ATTACHÉ COMMERCIAL OU INGÉNIEUR COMMERCIAL

Expérimenté dans la vente des biens d'équipement,
il pourra prendre en charge un secteur, y assurer
notre présence et élargir notre pénétration.
Salaire attractif en partie lié aux résultats. Frais
de route élevés. Secteur limité.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 4.832.

COFAP
40, rue de Chabrol 75010 Paris 10.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche
pour sa Direction Régionale de
MARSEILLE

CHARGÉS D'OPÉRATIONS

Profil des candidats :
— formation supérieure
— expérience souhaitée dans l'accès à la
propriété.

Description des postes :
— gestion simultanée de plusieurs opérations im-
mobilières.
— nombreux contacts clients et administrations.
Rémun. de l'ordre de 55.000 F suivant expérience.

Adr. lettre man., C.V., photo sous numéro 198034,
REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2° q. T.

Importante Société de MECANIQUE AERONAUTIQUE

recherche son
DIRECTEUR
de PRODUCTION

120.000/140.000 F/AN.
Ecrire sous n° 2.007, L.T.P.,
21, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2°.

Société d'expertise comptable
recherche pour TOULOUSE

EXPERT COMPTABLE

ayant expérience cabinet ou
société fiduciaire et si possible
formation universitaire pour as-
surer gestion contrôle et anima-
tion bureau et équipes collabora-
teurs effectuant missions chez
clients.

Envoyer C.V. manuscrit et pré-
tentions à O.P.G. CONSEIL,
12, rue de Lille,
75002 PARIS.

ASSOCIATION FAMILIALE

section HANDICAPES
recherche :
pour département de : JEUNE
TRAVAILLEUR social, diplômé
gestion + administratif, action
éducative. Convention collective,
sécurité sociale, sal. brut dédui-
2.550,22 + 19 mois + primes.

Envoyer C.V. + photo à
n° 7.001.181 H.
REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°.

Société d'Expertise Comptable
recherche pour TOULOUSE

EXPERT-COMPTABLE

ayant expérience cabinet ou so-
ciété fiduciaire et si possible
formation universitaire pour as-
surer gestion contrôle et anima-
tion bureau et équipes collabora-
teurs effectuant missions chez
clients. Envoy. C.V. manuscrit
et prétentions à E.O.S.,
19, rue Paul-Léon, 75002 Paris.

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE DIVERSIFIÉ SECTEUR TERTIAIRE

recherche

Contrôleur de Gestion

Il assistera le contrôleur de gestion d'une division
(5 sociétés, C.A. consolidé supérieur à 300 MF),
dans :

- l'établissement des tableaux de bord
mensuels,
- la synthèse des budgets et leur suivi,
- l'analyse des projets d'investissement,
- l'assistance comptable aux sociétés du
groupe.

Ce rôle implique de nombreux contacts avec les
services financiers des sociétés et ceux du groupe.

Ce poste s'adresse à des candidats jeunes :

- de formation supérieure, type école supé-
rieure de commerce ou ingénieurs,
- possédant une très bonne pratique de
la comptabilité et des procédures de
gestion budgétaire évoluées,
- ayant une expérience de 3-4 ans dans les
secteurs publicités, presse, édition ou des
produits de grande consommation,
si possible dans des entreprises moyennes.

La rémunération prévue est de l'ordre de 65/70.000 F
par an, ou plus selon expérience.

Envoy. C.V. détaillé s/réf. 102 à SWKETS, boîte
postale 289, 15242 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

TEKES TA AIRTRONIC

Sté Française d'Electronique
600 personnes - 160 millions de C.A.
renforce ses structures et recherche
pour sa Division Instrumentation - Mesure,
située à BOULOGNE (92)

PLUSIEURS INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

de formation Grande Ecole (E.S.R. et ENST notam-
ment), ayant une expérience solide dans la concep-
tion et le développement d'appareils de mesure
numériques utilisés dans les télécommunications,
et dans celui des systèmes et générateurs de signaux
VEF et UHF.
En fonction de leur compétence et de leur expé-
rience, ces ingénieurs pourront occuper différents
postes, aux niveaux suivants :

- Ingénieur d'études ;
- Ingénieur de projets ;
- Ingénieur Chef de Section d'études ;
- Ingénieur Chef de Département d'études.

Pour tous ces postes, la connaissance de l'anglais
est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé au service du personnel,
TEKES-AIRTRONIC
B.P. No 2 - 92011 SEVRES

Importante Société d'exploitation et distribution automatiques leader national dans sa spécialité

recherche pour son siège à
PARIS - quartier Saint-Lazare

CHEF du SERVICE INFORMATIQUE

MISSION :
1) Assurer la gestion du service (10 personnes) et
la prise en charge de l'exploitation ;
2) proposer et réaliser les aménagements néces-
saires dans le cadre du système existant en vue
de garantir l'exploitation régulière des applica-
tions prévues ;
3) Jeter les bases d'un plan de développement
informatique à moyen terme (2 ans - 5 ans)
tenant compte de l'évolution des besoins de
gestion des différentes activités de la société.

IL EST DEMANDÉ UNE EXPÉRIENCE CONFIRMÉE :
— d'analyse et de programmation ;
— de responsable d'un système d'exploitation ;
— de concepteur pour l'analyse organique et la
mise en place de systèmes.

Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, prétentions
et photo au 35.890 CONTEXTE Publicité, 20, avenue
de l'Opéra, Paris-1°, qui transmettra.

« L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE »

sera de ces rares réussites totales qui marquent
l'histoire de l'édition.

Jacques CELLARD (« LE MONDE »).

POUR LA DIFFUSION DE CETTE COLLECTION

Nous offrons à quelques personnes possédant
culture (ENSEIGNANTS S.A.N.S. P.O.S.T.E.) et
enthousiasme une situation d'avenir.

Ecrire avec C.V. à : O.P.F. (n° 1.831),
2, rue de Séze, PARIS (9°), qui transmettra.

Important Groupe de Distribution

recherche

DIRECTEUR DES PRODUITS

35 ANS MINIMUM

- la recherche de produits nouveaux ;
- les achats ;
- la logistique et les expéditions.

Il doit être un homme de marketing, un négo-
ciant et un gestionnaire.
Langue anglaise courante indispensable.
Connaissances de l'allemand souhaitées.

Ecrire lettre manuscrite avec curriculum vitae à
G.F.B. SELECTION,
36, rue de Washington - 75008 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Important bureau d'études français recherche

INGÉNIEURS SIDÉRURGIE

(Algérie 3 ans, puis France ou étranger)

- **COORDINATEURS** (réf. 5804) pour études et suivi de chantiers d'extension train à chaud et lignes de finissage. Effectif : 10 ingénieurs et 10 techniciens.
- **MANUTENTION** (réf. 5803) continue et discontinue.
- **MÉCANICIENS** (réf. 5805) spécialistes en lignes de finissage et par-chèvement.
- **THERMIQUES** (réf. 5806) spécialistes en fours de réchauffage sidérurgiques et fours de recuit.
- **SPECIALISTES TUYAUTERIE** Eau - Gaz - Vapeur. (réf. 5807).
- **GÉNIE CIVIL** (réf. 5808)

ETUDES ET CHANTIERS
spécialistes béton armé, sidérurgie
Expérience minimum dans la fonction : 3-4 ans.
Env. au no 36.288, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, en précisant la référence du poste.

offres d'emploi

Sté construction usines
France et exportation
recherche
pour service technique-commercial

COLLABORATRICE DE BON NIVEAU

- niveau B.T.S. ou équivalent,
- Anglais nécessaire, autres langues appréciées,
- élocution fluide,
- organisée et capable initiative,
- excellents contacts et présentation pour relations avec clients haut niveau,
- disponible pour voyages éventuels courts durées.

Adr. CV photo et prêt. à N° 1004
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE SERVICES
DEVELOPPANT SES ACTIVITÉS
recherche

CADRES COMMERCIAUX

AYANT ACQUIS UNE SOLIDE EXPÉRIENCE
DE LA VENTE

Les candidats retenus se verront proposer des postes à PARIS, en PROVINCE ou à l'ÉTRANGER (France).

Pour chacun de ces postes la connaissance d'une langue étrangère est indispensable (anglais ou allemand).

Envoyer curriculum vitae détaillé à
A.M.P. 478/12
M. R. Olivier-de-Serres 75015 Paris, qui tr.

offres d'emploi

transac Groupe C.G.E.

Vous êtes un Vendeur de 1^{er} plan en INFORMATIQUE et vous êtes déçu par votre situation actuelle ?

Nous sommes l'un des principaux fabricants de terminaux et d'équipement de saisie de données. Ce marché possède le taux de croissance le plus élevé du domaine informatique.

Nous recherchons des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

capables de continuer à assurer notre développement en ouvrant de nouveaux secteurs.

Vous possédez :

- 1) une bonne expérience de l'industrie informatique (connaissance approfondie des terminaux et de la saisie de données appréciable).
- 2) de solides preuves de succès dans la prospection et la vente.

Env. C.V. et photo d'identité à réf. M76/800/2
25, Avenue de la Grande Armée, 75016 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

offres d'emploi

HOLDING
de dimension internationale
recherche pour PARIS-8

JURISTE-SECRÉTAIRE JURIDIQUE

- Libre rapidement,
- Confirmé(e) dans la pratique du droit des affaires, notamment des Sociétés,
- Expérience acquise de préférence dans un cabinet juridique,
- Connaissance de l'Anglais appréciée.
- Poste évolutif.

Adm. C.V. photo et prêt. à n° 36.288 CONTEXTE Publité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE EN EXPANSION
recherche

1°) INGÉNIEURS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

de formation supérieure
destinés à la recherche et la négociation de contrats.

2°) CHEF DE PROJET

temps réel sur mini ordinateur
ayant 3 à 4 ans d'expérience.

Env. au no 36.288, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}.

offres d'emploi

SONATRACH

DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION

Dans le cadre de l'implantation
de son Plan Informatique Horizon 1980

recherche

offres d'emploi

* EXPERTS INFORMATIQUES

- Hautes Etudes Commerciales
- Sciences Economiques
- Recherche Opérationnelle et Statistiques
- Software
- Exploitation de salles d'ordinateurs
- Télétraitement
- Gestion des bases de données

Nous souhaitons :

- Un niveau Universitaire élevé (Licence, Ingénieur, Maître, Doctorat ou équivalent)
- Une expérience prouvée de 5 années minimum dans la branche postulée
- Une formation générale bilingue - français-anglais
- Un esprit créatif et dynamique

Nous offrons :

- Un poste dans un environnement en pleine expansion
- La participation à l'élaboration et mise en place du Plan Informatique
- Un salaire intéressant
- De nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidature (curriculum vitae détaillé et toutes pièces justificatives des titres et qualifications) doivent parvenir en :

DÉPARTEMENT CENTRE DE CALCUL
DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION
80, AVENUE AHMED - GHERMOUL — A L G E R.

offres d'emploi

S.A. QUARTIER NATION
Techniciens Supérieurs
EN ELECTRONIQUE
pour rédaction notices d'entretien
EXPERIENCE KADAR
Indispensable
Tél. 77-07-09

Pour bascule Sud Paris

INGÉNIEUR

35 ANS MINIMUM

Ecole Supérieure de chimie.

Spécialité chimie organique pour mise au point synthèses organiques et transpositions petites fabrications.

5 ans minimum pratique professionnelle photo chimie ou atelier fabrication produits organiques.

Pratique anglaise.

Envoyer C.V. et 3 photos à :
16, rue Jules-César, Paris-12^e.

Important STE TP recherche

VENDEURS

ayant expérience autom. Libres suite. Rémunération intéress. et candidat de valeur. Adresser C.V. et références, à M. BERMOND 111, rue Cardot 75 PARIS 17^e.

REDACTEURS
- SINISTRE CONFIRMES
- Matériel corse

INTEREXPRESS
43, rue La Fayette
M. Le Pelletier

STE EDITIONS TECHNIQUES
recherche pour créer et diriger un nouveau service. Spécialiste ABONNEMENT

Il aura la responsabilité des fichiers abonnés et prospects existants et sera chargé de leur mise à jour et développement. Une bonne connaissance des techniques de prospection par correspondance est indispensable. Envoyer C.V. à M. RENAUD, 17, rue de Serris, Paris 9^e.

Traiter Paris recherche ATTACHE DIRECTIO. Poste responsable esprit initiative, bonne orientation, exp. 10-15 ans. R.V. 75-45-65. R.V.

Société Importateur PERIPHERIQUES D'ORDINATEURS

recherche

RESPONSABLE TECHNIQUE

pour suivi problèmes maintenance, installation et support technique à la vente. Expérience nécessaire Amis indésirables. Situation d'avenir pour candidat ambitieux et dynamique.

Envoyer C.V. à n° 4578, COPAP, 40, rue de Chabrol, 75018 Paris, qui transmettra

IMPORTANT
GROUPE D'ASSURANCES du secteur privé recherche pour ses services comptables du département Immobilier.

homme, 2^e ECHOLON, responsable libre de suite, nous informons et informés très appréciés. Emploi stable 5 x 8 x 13 1/2. Avant, société dent restaurant. Ne pas se présenter. Ecr. av. C.V. détaillé et prêt. LA PONCIERE 3, rue Louis-le-Grand, Paris-6^e.

offres d'emploi

Cherche Jeune Fille au pair, à domicile, aimant enfants, à 20 km. Paris, 48-27-36 av. 12 h. Cabinet Immobilier GUEST cherche NEGOCIATEUR GUEST. Ecrire à n° 50, PUBLI GUEST, 27, Faubourg-Montmartre, Paris (9^e).

SARVOFRANCE
RECHERCHE pour ses services assemblés de gestion des

VENDEURS

Petite information confirmée, places disponibles dans toute la France. Env. C.V. et références à : SARVOFRANCE, 30-30, rue J.-S. Chérol, 75008 Courbevoie.

SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE
recherche

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

TITULAIRES D.E.C.S.

ASSISTANTS CONFIRMES

NIVEAU D.E.C.S.

Ecrire avec C.V. et références, 50, RUE DE LA JUSTICE, PARIS-XX^e.

TELEPHONE TESTEURS
sur matériel PENTACONTA pour centres publics. Ecrire à : SARVOFRANCE, 30-30, rue J.-S. Chérol, 75008 Courbevoie.

CHEFS DE CHANTIER
T.T.E. Paris. Tél. pour renseignements : 75-45-65. R.V.

STE DE MECANIQUE
FILIALE D'UN GROUPE recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation IUT souhaitée, 2 ans expérience, langage COBOL, pour participer à la mise en place d'un ordinateur. Débutant accepté. Liens de travail : PARIS heures par semaine. Avantages sociaux.

Adr. C.V., photo et références, n° 36.288 CONTEXTE Publité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Importe AGENCE IMMOBILIERE MARCHANDS DE BIENS (Centre de Paris)

recherche

CHEF DE SERVICE

ou Négociateur confirmé pour diriger et animer équipe de 5 à 8 négociateurs. Achat et vente Pavillons et Appartements Grands bords public Position cadre. Avant, société. Situation intéressante pour une personne dynamique, polyvalente, capable de gérer une équipe. Ecrire à M. CAUHAN PUBLI PRESS (sans réf. 100.000) 51, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2^e.

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN INFORMATIQUE
COLLABORATRICE pour secondeur direction commerciale. Expérience codale requise. Ecrire à : SARVOFRANCE, 30-30, rue J.-S. Chérol, 75008 Courbevoie.

offres d'emploi

ETABLISSEMENT PUBLIC
pour Service technique ADJOINT (E)

AU CHEF DE SERVICE

pour collaboration aux études et traitement dossiers

Age : 30 ans minimum. Formation : doctorat ou licence en droit plus 1 ou 2 D.E.S.S. Expérience : quelques années dans le notariat ou contentieux descriptif.

Communiquer curriculum vitae et photo à n° 1072, EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche pour Paris

CADRE MOYEN

pour travaux administratifs et tenue livres comptables.

Adm. C.V. manuscrit et photo sous réf. n° 89/J.R. à A.M.P. 478/12, rue Olivier-de-Serres, PARIS (19^e), qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

ALBARET S.A.
Usine de Sanitair (Oise) rech. pour Service Méthodes : 1^{er} échelon, section mécanique. Formation souhaitée : B.T.S. Spéc. : TRANSPORTS et montage. Adm. candidat et C.V. complet à Monsieur le chef du personnel. Tél. : 47-64-64.

UNIVERSITÉ PARIS-NORD (U.P.N.)
recherche : 1^{er} échelon, section mécanique. Formation souhaitée : B.T.S. Spéc. : TRANSPORTS et montage. Adm. candidat et C.V. complet à Monsieur le chef du personnel. Tél. : 47-64-64.

IMPORTANTE SIE de Peinture
recherche

INGÉNIEUR

(manutention) ou cadre même niveau pour responsabilité. Exploitation de son nouveau parc (10.000 m², 100 personnes). Exp. : 10-15 ans. Indispensable. Envoyer C.V. photo et références à : B.L.E.U. 17, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra.

Niveau Public Relation, poss. partie. Gains importants. Tél. heures bureau : 20-46-22.

URGENT recherche : AIDE PUBLICITE, de nuit AIDE SOIGNANTE D.E. de nuit PANSEUR (O.E.) Intéressé (a) par le bloc S.N.C.F. Paris-Pantoufle 12^e arr. Nord. Salaire et horaires très intéressants. Diplômes et certificats exigés. Tél. pour R.V. : 75-45-65. Collaborer Journal de J. F. pr. serps bébé et pet. mince, n. 20-10-20 (du lundi au vendredi inclus). Tél. : 36-48-43.

URGENT Banlieue Nord-Est. Service informatique équipé d'un IBM 31/5

4 x 330
2 x 340
recherche pour développer de nouvelles applications (traitement) : PROGRAMMEUR CAP. 2 CONFIRMÉ. NIVEAU I.U.T.

3 x 2 Avertisseur spécial. Adm. C.V., photo et prêt. n° 49.727 B à B.L.E.U. 17, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

Société spécialisée Edition Religieuse
Produit de valeur démontrée
Distribution avec relais de prescription
recherche

DIRECTEUR NATIONAL DES VENTES

pour prendre responsabilité de son réseau

- Age minimum : 35 ans ;
- 3/5 ans d'ancienneté à un poste équivalent ;
- preuve réussie à ce niveau ;
- 150.000 francs annuel ;
- 4 à 5 % important fonction des apports humains et des résultats sur objectifs atteints.

Env. au réf. 1372 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi

Société de Diffusion Edition Encyclopédique
attribuée premier groupe européen

Ouvrage essentiel.
Marché testé et préparé.
Réseau en activité.
Préconisation et prescription importantes.
souhaite pourvoir au poste de :

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES VENTES

- rémunération annuelle fixe : 250.000 + % élevé selon apports effectués et réalisations ;
- situation promise à de grands développements.

Aucune condition ni réserve sans preuve incontestable réussie à la tête d'un grand réseau national.

Env. au réf. 1372 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Nord-Ouest
recherche

UN INGÉNIEUR

E.N.S.A.M., I.C.A.M., I.N.S.A. ou équivalent

ayant 3 à 5 années d'expérience professionnelle acquise dans le domaine de l'industrialisation des composants mécaniques de matériels électroniques, pour occuper le poste de

RESPONSABLE MÉTHODES

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 123 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS GRANDE CONSOMMATION
recherche pour Paris

ASSISTANT EN ORGANISATION

Homme ou Femme

Soul ou sous la responsabilité d'un Chef de Projet, il participera à des études d'organisation administrative et à la mise en place de procédures et moyens de traitement.

Le candidat (e) débutant (e) ou ayant déjà une première expérience aura une formation supérieure en gestion, informatique ou recherche opérationnelle.

Déplacements fréquents mais de courte durée.

Adm. C.V., photo et prétentions sous réf. 123 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS, recruté

INGÉNIEURS

E.N.S.T., E.S.E. E.C.P., SUP. ARBO, etc...

dégradés des O.M. intéressés par la communication téléphonique (matériel et logiciel) et ayant des connaissances ou une expérience dans un des domaines suivants : Etudes (matériel et/ou logiciel) évaluation des systèmes, modélisation. Lien de travail ISSY-LES-MOULINEAUX.

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, domaine d'activité souhaité, photo et prétentions à C.N.E.T. - Groupement Réseau et Centre de Communication 38-40, r. du Général, 92131 Issy-les-Moulineaux.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE CONSEIL IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE
EXPERT IMMOBILIER

recherche

susceptible d'évaluer tous immeubles à usage industriel ou commercial.

Expérience professionnelle souhaitable ou à défaut formation supérieure.

Adresser candidature avec C.V. à PROMO 2000 Serv A., 33, avenue Mac-Mahon, 75017 PARIS

offres d'emploi

Les bons négociateurs sont rares

Surtout dans le secteur bureaux et locaux commerciaux. Nous sommes un cabinet franco-britannique de premier plan et recherchons l'un de ces « oiseaux rares ». Nous offrons des conditions très intéressantes (fixe minimum 65.000 F + % (impôt) et des perspectives d'avenir fermes et définitives. Même dans la conjoncture actuelle notre expansion continue.

Si vous parlez l'anglais tant mieux, sinon tant pis. Excellente présentation, dynamisme et bon potentiel liés à une première expérience réussie de la vente sont les qualités recherchées.

Pourquoi ne pas tél. à nos Conseillers (261-51-07), M. Batioulle pour renseignements supplémentaires ou envoyer votre C.V. sous réf. 87/23 à T.A.S. 77, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra directement. Vous êtes donc assuré d'une discrétion absolue.

offres d'emploi

Société spécialisée Edition Religieuse
Produit de valeur démontrée
Distribution avec relais de prescription
recherche

DIRECTEUR NATIONAL DES VENTES

pour prendre responsabilité de son réseau

- Age minimum : 35 ans ;
- 3/5 ans d'ancienneté à un poste équivalent ;
- preuve réussie à ce niveau ;
- 150.000 francs annuel ;
- 4 à 5 % important fonction des apports humains et des résultats sur objectifs atteints.

Env. au réf. 1372 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi

Nous prions les lecteurs dépendant des ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéresse et de vérifier l'adresse selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Bretagne

Brest sera le grand centre de réparation navale sur la façade atlantique confirme le président de la République

Reçu le mercredi 7 janvier par le président de la République, M. Eugène Bérest, maire de Brest, s'est entendu confirmer par M. Giscard d'Estaing que

le port breton avait pour vocation de devenir le centre principal de réparation navale sur la façade atlantique. « Je

sais, a souligné M. Bérest dans une déclaration faite à l'issue de l'entretien, que la

De notre correspondant

Brest. — Du haut d'un rocher, à Plouguzel-Daoulas, la vue

sent d'ailleurs chaque année au large de la pointe de Bretagne. A M. Lombard, qui devait se faire un ardent défenseur du dossier, le président de la République confiait qu'il était prêt à le soutenir dans un tel projet si l'intérêt de la construction était évident. La démonstration était simple. Située sur la route des navires de fort tonnage, Brest disposait d'un atout primordial pour devenir le grand port de réparation navale sur la façade atlantique du pays. Le 1^{er} juillet 1973, le comité interministériel d'aménagement du territoire adopte le principe du développement de la réparation navale à Brest. Le 12 octobre 1973, M. Messmer, premier ministre,

lors d'une visite dans le grand port du Ponant, confirmait : « Cette forme, la plus nettement et clairement, c'est à Brest qu'il faut la réaliser. » La crainte de se voir « coiffés » par Le Havre est alors estompée. Un peu plus tard, le 30 novembre, le premier ministre confirme ses propos en confiant à la DATAR la mission de coordonner une étude sur le sujet.

Dès janvier 1974, un rapport d'ensemble établi par les services locaux de l'équipement est diffusé. Un complément d'études est ensuite demandé. Ce document est favorable à l'implantation d'une cale de radoub pour navires de 500 000 tonnes. La décision se faisant attendre, le conseil municipal adopte, le 24 mars 1975, au cours d'une séance extraordinaire, un vœu selon lequel « il attend des pouvoirs publics, conformément à leur engagement, la décision immédiate de création à Brest de la troisième forme de réparation ».

En fait, la réponse appartient à M. Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat hésite devant les tribulations des pétroliers, craignant l'énergie à un pourcentage de désarmement bon nombre de navires neufs, qui viennent se mettre à la remorque dans les fjords norvégiens, soit dans la rade de Brest. La décision définitive est alors annoncée pour l'été. Elle ne sera connue en fait que le 4 septembre 1976, par la voix du président de la République, qui vient encore de la confirmer.

JEAN DE ROSIERE

A PROPOS DE...

LE NOUVEAU PORT DE COMMERCE DE NICE

Main tendue vers la Corse

D'un coût de 140 millions de francs, le transfert du port de commerce de Nice, au sud des nouvelles installations aéronaviales, devrait être achevé en 1981. Les projets viennent, après la visite de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, d'être présentés par la chambre de commerce.

La début des travaux, prévus pour être inscrits au V^{II} Plan, interviendra dès que sera achevée l'extension sud de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur (200 hectares gagnés sur la mer). La physionomie du projet est la suivante : 20 hectares en eau profonde et réception de navires pouvant dépasser 200 mètres de long ; 40 hectares de terre-plein et de quais. Trois objectifs sont poursuivis : développer la politique de continuité territoriale entre le continent et la Corse par un accroissement des liaisons maritimes ; augmenter les exportations de ciment vers l'Afrique ; devenir le port privilégié de la région de Coni (Italie).

En 1976, le trafic maritime vers la Corse s'est élevé à cinq cent cinquante mille passagers et cent mille voitures. Or, si des aménagements ponctuels ont permis aux installations existantes de supporter l'accroissement de ce trafic, il n'est pas douteux que, d'ici à cinq ans, les limites seront atteintes. En outre, la Compagnie générale transmediterranéenne (C.G.T.M.) est sur le point de se doter de navires transbordeurs de 155 mètres de long. Tel quel est le port de Nice, qui ne peut recevoir que des navires de 135 mètres de long, ne pourra pas accueillir les nouveaux paquebots, et on peut craindre que la desserte avec la Corse ne se développe alors au bénéfice des ports concurrents de la côte italienne.

On pense aussi que le temps de parcourir sensiblement plus court au départ de Nice qu'au départ de Marseille, ou de Toulon, pourrait faire faire à la C.G.T.M. le gain d'un bateau.

Pour ce qui concerne les exportations vers l'Afrique des ciments en provenance des usines de la région, elles ont connu, cette année, un accroissement notable et on estime qu'elles se poursuivront pour atteindre 350 000 tonnes en 1978. A ce moment-là, le port de Nice sera complètement saturé. Or, les capacités de production disponibles et les marchés potentiels permettraient très rapidement d'atteindre plus de 700 000 tonnes par an.

A propos de l'Italie du Nord, l'achèvement des liaisons autoroutières, le percement du tunnel du Mercantour et la remise en service de la ligne Nice-Coni devraient accélérer l'apparition de courants d'échanges commerciaux dont on attend qu'ils fassent de Nice le port privilégié de certaines régions de l'Italie du Nord et notamment de la région de Coni.

Pour permettre un financement étalé de ces travaux, qui seront pris en compte par la chambre de commerce, les collectivités locales et l'Etat, le transfert du port de Nice serait effectué en plusieurs phases, la première se limitant à la réalisation d'un ensemble qui ne pourrait accueillir que trois cars-ferries et un navire de croisière.

TRANSPORTS

Concorde est condamné à devenir une curiosité de l'histoire de l'aviation écrit le « Washington Star »

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., s'est à son tour exprimé au milieu de Radio-Monte-Carlo sur les conséquences d'un éventuel refus américain de laisser Concorde atterrir outre-Atlantique. « Cela devrait entraîner une riposte appropriée de la part de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.I.A.C.) », a-t-il déclaré. « Parler de boycottage (comme le fait la C.G.C.) n'est pas une mince affaire. Il faut envisager ces problèmes avec un esprit de responsabilité. Sans doute y aura-t-il un certain nombre de choses à faire qui pourraient, après concertation entre les organisations syndicales, aboutir à un certain nombre d'actions communes », a-t-il déclaré.

De leur côté, plusieurs journaux américains et européens expriment leur surprise sur l'avenir de l'appareil franco-britannique. Le Washington Star écrit notamment : « Si nous faisions parler, nous serions disposés à miser sur le fait que le Concorde sera transporté. Si William Coleman, décideur — selon nous à bon droit — d'autoriser les six vols quotidiens demandés par la France et l'Angleterre, il se peut que l'opération se révèle aussi nocive que le prétendent ses adversaires. Dans ce

cas, il sera possible d'examiner les moyens de diminuer le nombre des vols à l'avenir. Toutefois, le véritable problème — celui du marché — doit encore être résolu contre le Concorde. Il nous semble que cet avion n'est pas économiquement viable. Une fois que la fascination initiale des passagers se sera estompée, il sera condamné à la même fin que le Concorde hydravion en bois de Howard Hughes, qui repose aujourd'hui sous un hangar poussiéreux ».

Le Journal de Genève exprime un point de vue identique : « Cette bataille autour de Concorde fait oublier l'essentiel : le superconcorde franco-anglais est déjà condamné. Pendant quelques années encore, il sera un « gadget » prestigieux et coûteux pour les deux compagnies obligées de l'exploiter. Mais il ne sera pas construit à plus de dix-sept exemplaires, et ni Paris ni Londres n'auront jamais les moyens de lui donner une descendance, sous la forme d'un superconcorde rentable, adapté aux normes actuelles ».

Un jour, fatalement, Concorde reprendra le train dans le musée des brillants échecs industriels européens, qui en abrite déjà une belle collection. »

Faits et projets

Environnement

● CALIFORNIE : CONSTRUCTEUR D'AUTOMOBILES FORD — Une amende de 43 millions de dollars (19,3 millions de francs), l'interdiction de vendre trois de ses modèles telles sont les sanctions que l'Etat de Californie vient d'infliger au constructeur automobile American Motors. Motif : a fourni des données faussées sur le caractère polluant de ses voitures. En 1975 et pour les mêmes raisons c'est Chrysler qui avait dû payer une amende de 300 000 dollars et interrompre la vente de certains modèles. — (A.F.P.)

Paris

● PARIS MALADE DE SES ARBRES. — L'abattage d'arbres centenaires sur le terrain Villamain (Paris 10^e), situé près de la gare de l'Est, a suscité de vives réactions de la part des riverains. A l'hôtel de

Ville, on affirme que ces arbres ont dû être abattus parce qu'ils étaient malades et dangereux. Le terrain Villamain où s'élevait autrefois un hôpital militaire appartient aujourd'hui à la Ville qui a décidé, lors de la récente session du Conseil de Paris d'y aménager un jardin.

Tourisme

● LE TOURISME SOCIAL EN TOURNÉE. — « Si tu ne viens pas à l'information, l'information ira à toi. » Pour faire connaître à la province son nouveau catalogue de voyages, séjours et croisières à l'étranger, Tourisme et Travail a organisé un « train forum » : cinq wagons-exposition et une voiture-couchettes. Le convoi quittera la gare Montparnasse dans la soirée du 8 janvier, à destination de treize grandes villes françaises, en commençant par Lille une tournée de trois semaines.

SPORTS

Basket-ball

Les Coupes d'Europe VICTOIRES DE VILLEURBANNE ET DE TOURS EN QUARTS DE FINALE (matchs « aller »)

En match « aller » des quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, Villeurbanne a battu l'équipe italienne de Varese par 81 à 75. Ces six points d'écart ne semblent cependant pas suffisants pour que le club français se qualifie après le match « retour » qui aura lieu le 14 janvier en Italie.

Dans la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, quart de finale match « aller », Tours a pris un avantage plus important en battant l'équipe tchécoslovaque de Slopie par 80 à 68. Tours ira à Skopje, le 14 janvier pour le match « retour ».

SKI — L'Autrichienne Brigitte Totschnig a gagné, le 7 janvier, la descente de Méribel devant ses compatriotes Sykes et Lusser. La première Française, Danièle Roulier, s'est classée quatrième.

En vous présentant ses meilleurs vœux pour 1976



l'Ecureuil des Caisses d'Epargne vous apporte d'intéressantes nouvelles*

Livret A
intérêt 6,50%
exonéré d'impôt - plafond porté à 32.500 F

Livret B
intérêt 6,50% avec option fiscale
montant illimité des dépôts

Epargne-Logement
relèvement du maximum des dépôts
et du maximum des prêts

Bons d'Epargne
taux d'intérêt progressif de
6,50% à 10,50% selon la durée (1 à 5 ans)

Crédit
mise en application du barème
de remboursements progressifs

**RENSEIGNEZ-VOUS AU PLUS VITE
AUPRÈS DE VOTRE CAISSE D'ÉPARGNE**

* depuis le 1^{er} janvier

Puisque vous allez souvent à votre Caisse d'Epargne, celle de l'Ecureuil, pourquoi acheter vos Bons Anonymes ailleurs?

Bons Anonymes de l'Ecureuil.



OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes
par adjudication

APPART. PARIS (7^e), 5 à 7 bis, rue de la Chaise
4 pièces p.p., hall, 2 s. de b., 2 terrasses, en duplex 6^e et 7^e étages.
Cave, droit de copropriété. - Revenu brut 19.500 F.
Mise à prix : 300.000 F.

VIR SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE NANTERRE
le MERCREDI 21 JANVIER 1976, à 14 heures, en UN LOT
UN IMMEUBLE sis à ANTONY
(HAUTS-DE-SEINE)
12, RUE LIENARD
MISE A PRIX 100.000 FRANCS
S'adresser à M. RIBADEAU DUMAS, avocat à PARIS (10^e)
17, avenue de Lamballe, et tous Avocats près le Tribunal de Nanterre.

Adjudication sur surenchère du 1/10^e, Chambre des Notaires de PARIS.
le MARDI 20 JANVIER 1976, à 14 h. 30
APPARTEMENT A USAGE DE BUREAUX
ou HABITATION - 91 m² environ - EN DUPLEX
6 pièces - Rez-de-chaussée et premier étage
4, RUE DE MONTEVIDEO - PARIS (16^e)
60 et 62, BOULEVARD FLANDRIN
Entrée particulière - Exposition Est sur rue et Sud sur jardin
2 ligues téléphoniques - 6 postes intérieurs
LIBRE - MISE A PRIX 496.100 FRANCS
Consignation pour enchérir : 50.000 francs en chèque certifié
M^{rs} THION DE LA CHAUME et PICHON, notaires associés,
8, boulevard de Sébastopol, PARIS (4^e) - Tél. : 277-75-10 - 272-55-08.
VISITES : sur place lundi, mardi, samedi, de 10 heures à 20 heures.
S'adresser à la gendarmerie ou sur rendez-vous.

Vente sur saisie immobilière, Tribunal Gde Instance de Nanterre (82)
le mercredi 21 janvier 1976, à 14 heures - EN UN SEUL LOT
UN LOCAL COMMERCIAL LIBRE
au rez-de-chaussée - un local à usage de réserve, au sous-sol et le
FONDS : LIBRAIRIE - PAPETERIE - JOURNAUX
y exploités sous l'enseigne : « LIBRAIRIE DE LA RENAISSANCE »
A BAGNEUX (92) - 175, rue de Paris
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'ad. M^{rs} Gourdau, synd., 174, bd St-Germain, N^e Malinvaud, avoc., Paris.

Adj. au Tribunal de Commerce de Paris, le 20 janvier 1976, à 14 h. 15 - Fonds
FABRICATION
MACHINES et MATER. pr. EMBOUTISS. DECOUP.
estampage, repoussage de métaux, FABRICATION
D'OBJETS tous métaux et matière plastique.
A PARIS-20^e 90-90 bis, avenue Gambetta (Impasse Baglido-Possard)
SUR TERRAIN 1.400 m² - Gr. Bât. 250 m² - Petit Bât. local vités
BAIL autre Bât. 300 m² - rez-de-cha. et 2 étages même surface chacun.
Mise à prix (pour être baill.) 5.000 F. Consign. 30.000 F. S'ad. M^{rs} DEMOR-
TEUX, not., 67, bd St-Germain - M^{rs} GIRARD, synd., 69, bd St-Germain.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 19 janvier 1976, à 14 heures
en un seul lot
UNE PROPRIÉTÉ sise à MÉRISLÉ
(Val-d'Oise)
3, allée des Acacias
2 PAVILLONS séparés - Garage - Parc et pièce d'eau
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS
S'adresser à M^{rs} ROGET, avocat, 7, rue de l'Université, Paris (7^e)
M^{rs} BAUMGARTNER, syndic à Paris (10^e), 4, rue de la Coutellerie ; et
sur les lieux pour visiter.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

BILLET

LA CRISE VITICOLE

M. Chirac pour la troisième fois...

Mercredi 14 janvier à 15 h. 30, M. Jacques Chirac intervient, pour la troisième fois depuis le mois de septembre, dans la crise viticole. En effet, trois heures vingt minutes de réunion des représentants des viticulteurs et des organisations paysannes à vocation générale autour de MM. Christian Bonnet et Jean-François Deniau n'ont guère fait avancer sur la voie d'une solution la crise viticole. Il faut trouver un difficile chemin de crête, a déclaré le ministre de l'Agriculture à l'issue de la séance. On avance comme des fourmis sur un terrain accidenté, a ajouté M. Matthe-Baugé.

C'est qu'en dépit d'une volonté égale d'aboutir, reconnue par les deux parties, les positions sont toujours aussi inconciliables : le commerce extérieur des vins de table, Côté professionnel, il s'agit d'obtenir un organisme pouvant contrôler complètement les importations et les exportations. Côté gouvernement, il s'agit de rester dans le cadre de la politique agricole commune qui n'admet pas les entraves aux échanges agricoles. Nous n'avons rien cédé, nous n'avons rien obtenu, ont noté les viticulteurs.

Au reste, les discussions ont surtout permis d'éclaircir des points connus. L'Office des vins de table, qui n'a pas un caractère étatique — selon le souhait du chef de l'Etat rapporté par le ministre de l'Agriculture à notre confrère la Croix, — sera chargé d'assurer une garantie de prix pour les vins produits sous contrat de stockage à long terme. Mais cette mission ne pourra être remplie qu'après la modification de la réglementation européenne dans le sens souhaité par la France. Après maintenant quatre ans d'efforts, le gouvernement pense arriver à ses fins en négociant cette réforme « en paquet » avec les prix agricoles pour la prochaine campagne.

Enfin, M. Bonnet a confirmé que le contrôle de la qualité des vins importés sera assuré grâce à un renforcement des effectifs du service de la répression des fraudes et qu'une campagne de promotion des vins de qualité allait être ouverte.

« On progresse surtout au niveau des mots. Les pouvoirs publics gagnent du temps », a déclaré M. Michel Romsin, porte-parole du Comité régional d'action viticole. C'est dire que les viticulteurs « vont continuer d'envoyer au ruisseau tous les vins italiens qu'ils trouveront », et que la Midi viticole ne renoncera pas à sa grande manifestation, vraisemblablement le 2 février. Signe des temps : pour éviter que les caisses de crédit agricole ne soient pleistiquées, les présidents des caisses régionales du Gard, de l'Hérault et de l'Aude ont demandé au ministre de l'Agriculture la prise en charge par l'Etat des annuités d'emprunts à moyen et à long terme faits par les viticulteurs.

ALAIN GIRAUDO.

Les organisations paysannes protestent contre les propositions de prix de la Commission de Bruxelles

Le bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui s'est réuni mercredi 7 janvier, a estimé que les propositions de prix pour la prochaine campagne faisaient par la Commission de Bruxelles — 81 % en moyenne pour la France (le Monde du 12 décembre 1975) — « ne tiennent pas compte ni de l'augmentation des coûts de production ni de l'inflation ». Aussi le bureau a défini les modalités de son action, qui seront arrêtées définitivement lors du conseil d'administration du 21 et du conseil national du 22 janvier.

D'une part, la F.N.S.E.A. va proposer aux autres organisations paysannes européennes de renouer les membres du Parlement européen. D'autre part, des consignations ont été données aux fédérations départementales pour mener diverses actions, notamment des manifestations, « pour informer l'opinion publique de la gravité de la situation et mettre sous les responsabilités politiques devant leurs responsabilités ». La Commission européenne doit présenter de nouvelles propositions de prix, a demandé, de son côté, le Comité permanent général des chambres d'agriculture, qui a considéré « comme

oberrante et dangereuse la politique libérale actuellement menée par la Commission, sans aucun des revenus agricoles, ni volonté réelle d'organiser à la fois la production et la gestion des marchés ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
12 heures	4 1/8	3 1/8	2 3/4
1 mois	5 1/2	3 1/2	3 1/4
3 mois	5 1/2	3 1/2	3 1/4
6 mois	5 1/8	3 1/8	3 1/2

SALAIRES

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS A LA S.N.C.F.

Le gouvernement va proposer une revalorisation du travail manuel dans le secteur public

Les négociations sur les salaires de 1975, qui se sont ouvertes ce jeudi 8 janvier à la S.N.C.F., ont surtout permis aux organisations syndicales de présenter leurs revendications. Il faut s'attendre à un bon nombre de réunions avant d'aboutir à un éventuel accord.

Les propositions de la direction seront la traduction des deux principes qui constituent la base de la position gouvernementale dans le secteur public et nationalisé : maintien du pouvoir d'achat, revalorisation du travail manuel.

La garantie du niveau de vie d'après l'indice officiel des prix, assurée en 1975, sera sans doute déclarée-t-on dans l'entourage du premier ministre. Plusieurs procédés pourraient être employés. Mais l'effort portera, en priorité, sur l'amélioration du statut des petites catégories, où se trouve le personnel d'exécution, donc les travailleurs manuels, particulièrement nombreux à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. (c'est aussi le cas dans les mines, où l'accord appliqué en 1975 est reconduit automatiquement, mais pourrait peut-être donner lieu à des amendements).

Même s'il n'est pas question de se séparer des millions et demi d'immigrés qui participent à l'économie française, on estime nécessaire à l'Hôtel Matignon de préparer, dès maintenant, la revalorisation du travail manuel, pour que lorsque la reprise économique créera des emplois nouveaux, il

ne soit pas nécessaire de recourir à l'immigration, pour employer les chômeurs français.

Le gouvernement, conclut-on, doit montrer l'exemple. On peut d'ailleurs noter que le V^e Plan comporte quelques initiatives dans l'amélioration des conditions de travail. Il reste à savoir quels crédits seront dégagés pour financer ce programme.

La revalorisation de la profession est, avec le maintien du pouvoir d'achat, le point essentiel du manifeste établi, à l'automne, par les chemistes C.G.T. et C.F.D.T., dans lequel ils réclament un acompte mensuel immédiat de 400 francs, à titre de provision. Ils demandent aussi l'amélioration des conditions de travail en mettant l'accent sur les jours de repos compensateurs, ainsi que le respect et l'extension des libertés syndicales.

Plus nuancées dans leurs revendications, F.O., la C.F.T.C., les organisations autonomes et les cadres se démarquent surtout de la C.G.T. sur la question de l'indice officiel des prix. Bien que cet instrument de mesure ne leur donne pas satisfaction, ils ne font pas de son élimination la condition sine qua non à la conclusion d'un accord, comme l'exigent les cégétistes.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève pourrait être générale dans les transports parisiens le 13 janvier

Les syndicats C.G.T. de la R.A.T.P. annoncent qu'ils ont proposé aux autres organisations une réunion le 8 janvier pour examiner les possibilités d'une action commune ou conjointe le 13 janvier. Pour ce jour-là, on le sait, les syndicats F.O. et autonomes du réseau routier et ferré ont déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures. Le conflit porte sur le nombre des jours de repos. Les syndicats en réclament cent quatre par an, alors que la direction entend rester au-dessous de la centaine.

Mais F.O. et les autonomes veulent maintenir cette revendication en dehors de la discussion sur les salaires. La C.G.T. estime, au contraire, que la grève devrait être lancée pour soutenir l'en-

semble des demandes. Ces divergences pourraient conduire à des consignes séparées. Les Parisiens n'en seraient pas moins privés de transports publics mardi prochain.

LA GRÈVE DES POMPISTES EST « SUSPENDUE »

Le comité de défense interprofessionnel du négoce des combustibles et carburants (CODIC), a décidé, mercredi après-midi 7 janvier, de « suspendre son ordre de grève au profit de nouvelles formes d'action collective si les négociations (avec les pouvoirs publics) aboutissent pas ».

Comme nous l'écrivions dans les dernières éditions du Monde du 8 janvier, ce changement de tactique va consister à concentrer l'action sur le blocage des dépôts.

Le CODIC, qui regroupe les quatre organisations grévistes, déclare avoir « des perspectives de négociations avec les pouvoirs publics dans certains domaines ». Il s'agit notamment du fuel domestique. Au reste, la grève s'était « effilochée » dans la journée de mercredi et risquait, comme le dit le CODIC, de « dégénérer en épreuves de force individuelles et incontrôlables ».

M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) MET EN GARDE LE PATRONAT SUR LES RISQUES DE « DÉPÉRISSEMENT » DE LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

Au cours d'un entretien, le 7 janvier, avec MM. François Ceyrac, président du C.N.P.P., Yvon Chotard et Jean Neidinger, chargés des questions sociales au patronat, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a mis en garde le C.N.P.P. sur les risques de « dépérissment » de la politique contractuelle. Pour M. Bergeron, les négociations paritaires « périment », et il craint que le patronat ne ferme la porte à toute discussion sur les salaires.

Les négociations suivies d'accords ont été « très rares » en 1975, les décisions patronales intervenant le plus souvent unilatéralement. Or, les barèmes garantis inscrits dans les conventions collectives ne suivent pas l'évolution des salaires moyens réellement pratiqués dans les professions. Pour M. Bergeron, cette situation peut devenir « dangereuse ».

Au cours de l'entretien, plusieurs dates ont été proposées pour des rencontres patronat-syndicats : le 14 janvier sur l'indemnisation du chômage partiel, le 18 sur les régimes de retraites complémentaires, le 21 février sur la formation permanente.

Le balcon de villard

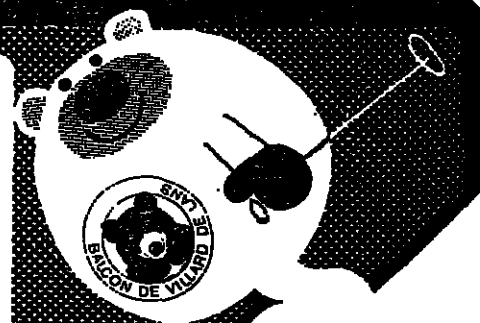
La nouvelle station du Dauphiné : VILLARD-DE-LANS. 38 pour un style de vacances que vous devez connaître!

Un véritable complexe sportif, situé en plein Vercors (cote 1200/2000). LE BALCON DE VILLARD à 4 km de Villard-de-Lans, est une merveilleuse station de sports d'hiver au pied des pistes. L'ensoleillement est remarquable. Pour les grands skieurs amateurs de descentes, 6 pistes de compétition, 16 pistes balisées (75 km). Pour les fanatiques du ski de fond, 3 pistes. 16 remontées mécaniques, dont une télécabine, l'une des plus rapides du monde (1.800 skieurs à l'heure). Pour votre détente et vos loisirs. LE BALCON DE VILLARD vous offre le choix

entre 3 formules de séjour :

1. LA RESIDENCE SUPER-VILLARD, où tout est organisé pour profiter au maximum de votre séjour en pension complète.
2. L'HÔTEL LE BALCON (3 étoiles NN) pour un repos au calme et sans souci.
3. DES APPARTEMENTS à vendre ou à louer, du studio au 5 pièces où tout est prévu pour accueillir vos enfants et à louer, du studio au 5 pièces où tout est prévu pour accueillir vos enfants et à louer, du studio au 5 pièces où tout est prévu pour accueillir vos enfants et à louer.

LE BALCON DE VILLARD, une station 100 % club : cinéma, discothèque, bars, restaurants, centre commercial, garderie pour les petits, et à votre arrivée... les cadeaux de « Nounours ».



Renseignements
MAISON DU
BALCON DE VILLARD
Service n°M 26
69 bd Malesherbes
75008 PARIS - Tél. 522.81.75

هكذا من الأصل

SOCIALE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA RÉUNION MONÉTAIRE DE LA JAMAÏQUE

Un compromis semble s'esquisser sur l'élargissement des facilités de crédits accordées par le Fonds international

Kingston. — Après leur dîner de mercredi 7 janvier au cours duquel ils devaient définir les grandes lignes d'une solution de compromis, les ministres des finances du Comité intermédiaire du Fonds monétaire ont repris, jeudi matin, leurs travaux. Il s'agit de trouver une formule qui soit acceptable par les pays en voie de développement et qui aboutisse à l'élargissement des facilités de tirages sur les ressources du Fonds monétaire. En échange de quoi, les pays en question donneraient leur accord définitif sur les modalités des ventes d'or du F.M.I. et sur le futur régime des changes tel qu'il a été défini par l'accord franco-américain de Rambouillet.

Les discussions en séance ont été beaucoup moins après qu'on n'aurait pu s'y attendre à la lecture du communiqué publié par le groupe des Vingt-Quatre, porte-parole de l'ensemble des pays en voie de développement. Ce texte, il est vrai, avait été commenté de façon assez modérée devant la presse par le nouveau président du groupe des Vingt-Quatre, M. Carlos Santibañez, gouverneur de la Banque centrale du Pérou. Dans ce document, les pays en voie de développement réclamaient le triplement de la tranche de crédit que le F.M.I. accorde pratiquement sans conditions.

La suppression du paiement en or

Les nouveaux statuts supprimeraient l'obligation de ce paiement en or : le premier quart de la souscription sera payé en monnaie nationale (que l'Etat en question pourra créer, ex nihilo, d'un trait de plume), ou en droits de tirage spéciaux sur le Fonds monétaire (dont le mode d'émission s'effectue selon le même principe, mais à l'échelle internationale). Le concept de tranche-or ne sera pas éliminé pour autant ; l'obligation sera plus légère, mais l'avantage restera aussi grand. Aussi bien n'est-ce pas de cela dont on discute à élargir les facilités de tirage sur les tranches de

De notre envoyé spécial

Pour mesurer la portée d'une telle revendication, il faut rappeler quelques-unes des règles actuelles en vigueur pour l'octroi des crédits du F.M.I. Elles sont commandées par le fait que chaque pays membre doit verser au quart de sa souscription au capital de cette institution, le reste étant versé dans sa propre monnaie. De cela, cela résulte que chaque membre peut disposer pratiquement à sa guise d'une première tranche égale à 25 % de sa quote-part, ce qu'on désigne sous le nom de « tranche-or ».

crédit proprement dites, celles qui, dans le système actuel, et encore davantage, si l'on peut dire, dans le système futur, n'ont pas pour contrepartie un versement en or. Ces tranches sont au nombre de quatre, égales chacune au quart de la quote-part, si bien qu'en définitive chaque pays peut tirer 125 % de sa souscription : la tranche-or, plus quatre tranches successives de crédit dont la première, s'obtient sous des conditions si légères qu'on peut la considérer comme inconditionnelle et les trois autres sous des conditions qui sont de plus en plus sévères au fur et à mesure qu'on tire une tranche de rang plus élevée.

Deux types d'élargissement envisagés

Le premier, qui aurait la préférence de la plupart des pays développés (à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Italie, dont les secrètes préférences vont aux solutions les plus « généreuses », étant donné que ces pays n'ont pas de service de dette à l'avenir prévisible), consiste à accroître l'ensemble des tranches existantes d'un pourcentage déterminé. Il semble qu'on retienne, à ce propos, 25,5 % ce qui aurait pour effet d'anticiper sur l'accroissement déjà décidé (dans la même proportion) du total des ressources.

L'accroissement impliqué par la seconde solution avait une portée plus grande encore. Il aurait consisté à doubler (comme l'a proposé le directeur général du F.M.I. lui-même) ou à tripler (comme l'a proposé le groupe des Vingt-Quatre) la première tranche de crédit pratiquement inconditionnelle. On avait suivi jusqu'en bout la recommandation des Vingt-Quatre, cela aurait

signifié que chaque pays aurait pu tirer, sans conditions, un montant en devises fortes équivalent à sa souscription (payée avec sa propre monnaie) puisqu'à la tranche-or se seraient ajoutées trois tranches de crédit inconditionnelles. Finalement, le compromis qui devrait être conclu jeudi matin reviendrait à retenir la première solution — accroissement de 25,5 % des tranches de crédit, tout en faisant matériellement droit à la seconde, puisque la première tranche serait augmentée de moitié, à une condition toutefois : que les pays de l'O.P.E.P. acceptent que leurs propres monnaies puissent être « tirées », et acquiescent donc le titre de devises convertibles, comme le dollar, le deutschemark, le franc, et même la livre sterling.

Les pays arabes se sont jusqu'à maintenant refusés à cette obligation, parce qu'ils pratiquent la « flexibilité » des politiques monétaires dirigées.

Les Français estiment réglé le problème de l'or

Les Français estiment « réglé » le problème de l'or, en ce sens que la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) pourra se porter acquiescent de l'or mis en adjudication par le Fonds fiduciaire créé auprès du F.M.I. Ils n'ont pu obtenir toutefois qu'il soit précisé que la B.R.I. pourra agir pour le compte des banques centrales. Le

groupe des Vingt-Quatre a répété dans son communiqué qu'il estimait une telle action « illégale ». Plus importante était évidemment l'interprétation des Américains. Une haute personnalité de Washington nous a précisé : « Nous sommes d'accord pour que la B.R.I. achète, et nous ne regardons pas ce qui se passe der-

rière ces achats. » Autrement dit, les autorités américaines « fermeront les yeux », comme on dit, devant cette violation des statuts. Peu importe, dit-on du côté français, que le Congrès refuse sa ratification puisque les ventes du F.M.I. (et les achats de la B.R.I.) commenceront avant l'ouverture des débats de ratification.

Mais d'autres questions techniques restent encore à régler, et il serait étonnant que de nouvelles difficultés ne soient pas au moins soulevées, étant donné le nombre et la puissance des adversaires de l'or.

En définitive cette session se traduit par une nouvelle augmentation des liquidités internationales par le canal du F.M.I., les pays riches n'ayant pas eu le courage d'aider les pays pauvres par des transferts de ressources éparpillées. L'aide au développement sera accrue par l'inflation, méthode qui aggrave les tensions à l'intérieur de chaque pays, développé ou non.

PAUL FABRA.

LES RESERVES DE CHANGE DE LA FRANCE ont augmenté de 1,6 milliard de francs au mois de décembre. Elles atteignent au 1^{er} janvier 1976 100,0 milliards de francs. En un an, les réserves ont augmenté de 18,3 milliards de francs.

LA FAMILLE EN QUESTION

A quel sert la famille ? Quelle est sa place dans notre société ? Comment analyser son évolution ? L'Institut Culture et Promotion organise des sessions de formation pour les responsables d'associations : week-end, sessions de 4 jours, cycle de 11 jours. Pour tous renseignements : L.C.P., 14, rue Salicrue, 75006 PARIS. Téléphone : 260-34-17.

Apprenez L'ARABE en cours du soir EUROLINGUA 31, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris — Tél. : 260-10-05 ANGLAIS - ALLEMAND

GOVERNEMENT DE SWAZILAND MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ÉNERGIE ET DES COMMUNICATIONS AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 108, 1975-1976

Programme d'Achat de Machines La Central Transport Organisation lance un appel d'offres en vue de la fourniture et de l'entretien de machines et véhicules correspondant aux besoins annuels du gouvernement, comprenant : — Matériel de terrassement : bulldozers, niveleuses, chargeuses, scrapers, rouleaux compresseurs ; — Machines : compresseurs, bétonnières, tracteurs, agricoles, chariots élévateurs à fourche, dynamomètres à moteur, remorques spéciales ; — Véhicules : voitures, camions à plateau à ridelle, autobus, camions, véhicules à 4 roues motrices, motocyclettes ; — Véhicules spéciaux : camion-citerne et plates-formes de pompes, dépanneuses, véhicules d'entretien, véhicules tout terrain pour le transport de personnel, caravanes.

Les soumissions pourront porter sur tout ou partie du matériel requis et le gouvernement ne sera tenu d'accepter aucune offre. Les entreprises intéressées pourront se procurer les dossiers moyennant le paiement aux consultants d'une somme non remboursable de £ 15 000 (sans 25). Les offres doivent être déposées le 2 mars 1976. Les dossiers pourront être examinés au siège des consultants ou du Senior Mechanical Engineer, CTO, Mbabane, Swaziland. Les demandes de dossiers seront adressées à : P.E. Consulting Group SA (Pty) Ltd, P.O. Box 8539, Bushy St, Johannesburg, Afrique du Sud - 1010. 0-191 51, ou P.E. Consulting Group Ltd, Egham, Wick Road, Surrey, S-26. Tél. 333731.

AUTOMOBILE

DES NOUVELLES TAUNUS CHEZ FORD

Ford va commercialiser en France, à la fin du mois de janvier, ses nouvelles Taunus. Comme il est de tradition dans cette firme, un choix impressionnant de modèles sera laissé à l'éventuel acquiescent : trois carrosseries (berline deux portes, berline quatre portes et break deux portes) ; cinq versions (le modèle de base Spécial, la L, la GL, la Sport et la Ghia de luxe) ; huit moteurs de 7 à 12 chevaux de puissance fiscale (deux d'une cylindrée de 1 300 cm³, trois de 1 600 cm³, deux de 2 000 cm³, dont un six cylindres et 2 300 cm³, également V6).

Sur les hauts de gamme, une transmission automatique Ford Bordeaux sera disponible.

Du côté moteur, rien de nouveau n'est notablement à attendre. La marque américaine, d'après les caractéristiques communiquées, s'est plutôt attaquée aux défauts relevés sur les anciens modèles : vibration, imprécision de la direction, insécurité, tenue de route. La silhouette des nouvelles voitures, assemblées en Belgique, s'en trouvera modifiée.

Les essais routiers, qui auront lieu prochainement, donneront des précisions supplémentaires dans tous ces domaines. — C. L.

LA FÉDÉRATION C.G.T. DES V.R.P. proteste contre la nouvelle hausse du prix des automobiles. Dans un communiqué, la Fédération souligne que « l'automobile étant un instrument de travail pour les V.R.P., cette nouvelle hausse ajoutée à celle de l'essence portera un coup important à leur pouvoir d'achat », et appelle ses adhérents à protester auprès des pouvoirs publics.

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE JAPONAIS ISUZU envisage le licenciement en avril 1976 de 10 % environ de son personnel. L'usine japonaise affirme le quotidien nippon. Ce sont les difficultés financières de la firme, dont le principal actionnaire est General Motors, qui l'auraient poussée à mettre sur pied un plan de rationalisation qui propose également la mutation de deux cent quarante employés dans les services de ventes afin de réaliser globalement des économies de 8 milliards de yens (120 millions de francs environ). — (A.F.P.)

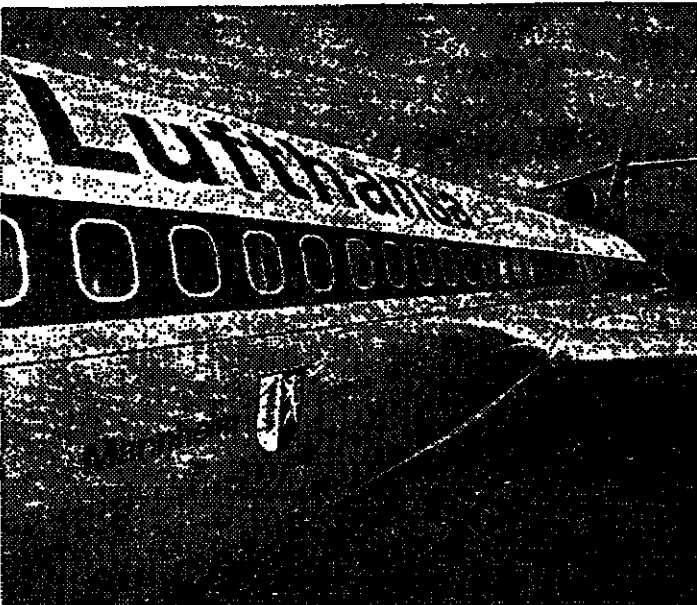
CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT
DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 10^e - Métro PARNASSIEN
Tél. 357.48.35 + 1

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur
EXPERTISE COMPTABLE
Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPERIEURS de Janvier à Juin 1976
- Traitement des données et des informations
- Révision comptable
- Juridique et fiscal
- Organisation et gestion des entreprises
Dans un centre d'Etudes reconnu par l'Etat.
NIVEAU D.E.C.S. exigé.
ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Tél. 522.10.37 - 45.07 - 26.76

الشرق العربي والتجارة
BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
67, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris
Tél. 359.61.49 - Tél. 64.0340 BIAPA
Adresse télégraphique BIAPAR PARIS
Le Monde Arabe est notre affaire
Consultez-nous

Voici l'express des hommes d'affaires pour l'Allemagne.

Maintenant, 1^{re} classe sur tous les vols.



12 vols directs chaque jour vers les 7 plus grandes villes allemandes. Départ Qiry-Quest : enregistrement 15 minutes seulement avant l'embarquement.

Pour mieux voyager.



Lufthansa

PRESSE

USINE PARTICIPATION ET LE GROUPE OLIVE VONT FUSIONNER

Le groupe Usine participation et la Compagnie française d'édition (groupe Olive) ont décidé de rapprocher leurs intérêts au sein d'une société commune. Le nouveau groupe naîtra de la fusion des sociétés holdings qui détiennent le contrôle des sociétés d'exploitation des deux groupes : Usine participation et SOGESCO. Chaque société d'exploitation du groupe — Usines publications, Compagnie française d'édition, le Nouvel Economiste, etc. — gardera son autonomie économique et financière. Selon les résultats de 1975, ces sociétés d'exploitation, qui étaient une quarantaine de publications (dont l'usine nouvelle, le Monde des travaux publics, la Maison individuelle, ainsi que le Nouvel Economiste, ont réalisé ensemble un chiffre d'affaires global de 240 millions de francs avec un effectif d'environ mille trois cents personnes.

A l'occasion de cette fusion, MM. Emmanuel et François Olive réduiront leur participation dans le capital final. Aucun des actionnaires ne sera majoritaire. M. Jacques Klein est appelé à devenir P.D.G. de la nouvelle société.

Le Syndicat national des journalistes (autonome) constate, dans un communiqué : « Menaces, provocations, mutations et licenciements arbitraires dans tous les secteurs d'action, la répression antisyndicale se multiplie et s'aggrave. La presse n'y échappe pas. » Citant plusieurs exemples à l'appui — au Pérou notamment — le S.N.J. affirme que « ces faits traduisent en clair une volonté de remettre en cause les libertés syndicales et semblent viser tout particulièrement les militants du S.N.J., organisation majoritaire au sein de la profession ».

L'Association de la presse étrangère de Paris a élu son comité pour 1976. Ses membres sont notamment : président : M. Drago Arsenijevic (Suisse) ; premier vice-président : M. Elie Malssi (Israël) ; vice-présidents : MM. Chen Chi (Chine), Lev Volodine (U.R.S.S.), secrétaire général : M. José Boldan (Espagne) ; secrétaires généraux adjoints : MM. Klaus Huwe (Allemagne R.F.A.), Paolo Romani (Italie) ; trésorier : M. Gerhard Léo (Allemagne R.D.A.).

SECRÉTAIRE
spécialisée magnéto
Libre le 16 janvier
cherche poste stable.
Ecr. « le Monde » P., n° 10.131,
5, rue des Italiens, Paris (9^e).

REVENDEUR
général
pour les
produits
parisiens le 13 juin

M. ANDRÉ BERNARD
MET EN GARDE
SUR LES
DE « DEPRENDRE »
DE LA PREMIERE
CONTRACTION

USINES
DE

USINE PARTICIPATION ET LE GROUPE OLIVE VONT FUSIONNER

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

M. Gingembre quitte la présidence de l'Union des chefs d'entreprise

M. Léon Gingembre, président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, devait annoncer, jeudi 8 janvier, sa démission de la présidence de l'Union des chefs d'entreprise (UNICER), dont il restera membre du comité directeur. C'est M. Aimery d'Oiron qui lui succédera à la tête de cette association, créée à

la suite de l'ennoi, il y a un mois, d'une lettre ouverte au président de la République sur la défense de l'entreprise, où l'on pouvait lire notamment : « On ne peut plus continuer à travailler dans cette atmosphère de suspicion et de diffamation perpétuelle. »

L'UNICER : une réussite qui pourrait gêner

L'initiative de M. Gingembre suscita d'abord des sourires. A soixante et onze ans on croyait cette figure légendaire du patronat déjà estompée. Joli feu d'artifice... qui devrait tourner court pensait-on : « poujadiste », affirmait d'un air entendu les technocrates, « réac », jugeait l'« intelligentsia » des deux rives, « excessif », murmurait le grand patronat. Les corps constitués n'embrayèrent pas. Et c'est la surprise. Cent dix mille demandes de renseignements sur la nouvelle Union des chefs et responsables d'entreprise (UNICER) affluèrent à l'adresse indiquée. En quelques jours vingt-cinq mille adhérents versèrent une cotisation (modique)... alors qu'il en aurait suffi de deux mille pour couvrir les frais de publicité de l'opération, y compris les espaces achetés dans les grands quotidiens parisiens et régionaux.

Plus que réservé, M. François Ceyrac découvre que l'un des vice-présidents de la fédération de la mécanique, l'une des plus importantes, du Conseil national du patronat français, M. Jacques Pinet, fait partie de l'équipe des animateurs de cette nouvelle association, parmi laquelle se trouve aussi M. Jean-Jacques Wilmet-Roussel, successeur de M. Claude Ventrone (encore vice-président du C.N.P.F.), à la présidence du groupe des industries métallurgiques de la région parisienne, et M. Pierre Batallia, le révéré P.D.G. de Pociain, parmi les sympathisants figure une brochure inattendue de patrons en vue comme MM. François Michellin ou Jacques Joly (de Babcock). A l'Entreprise et Progrès, M. José Bidegain, guère enthousiaste, s'aperçoit vite que quelque huit sur dix de ses interlocuteurs s'inscrivent pour l'instant « satisfaits d'une telle initiative ».

Le vent tourne

Au siège du C.N.P.F., avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, où traditionnellement les représentants des grandes entreprises sont en terrain conquis, le vent tourne : n'est-ce pas la petite entreprise qui se met sur le pied de défendre aussi la grosse ? Même rue de Grenelle, au ministère de l'Industrie et de la recherche, on est en alerte. Recevant les vœux des journalistes, mardi 6 janvier, le ministre de l'Industrie prend l'initiative de leur dire que l'un des dossiers les plus importants à venir prochainement concerne l'aménagement des conditions de vie des petites et moyennes entreprises.

Mais l'UNICER ne semble pas vouloir s'arrêter là. Et, d'abord, pour bien montrer qu'elle dépasse largement le

REGROUPEMENT DANS LA SIDERURGIE DU NORD DE LA FRANCE

Les sociétés sidérurgiques Forges de Châtillon-Commeny-Bischoff, Neuves-Maisons-Châtillon, et La Chiers vont très probablement se regrouper : la cotation de leurs actions a été suspendue jeudi à la Bourse de Paris. Une telle opération, qui entraînerait la restructuration des usines sidérurgiques du Nord de la France, serait rendue possible par le fait que le groupe financier Paribas contrôle, directement ou indirectement, ces trois sociétés. Il détient depuis un certain temps 42 % de Châtillon-Commeny-Bischoff. Quant à Neuves-Maisons-Châtillon, ancienne filiale de la pré-cédente, sa majorité a été vendue, en 1967, à la Société métallurgique Hainaut-Sambre, sise en Belgique et contrôlée par le groupe financier COPEBA, lui-même filiale de Paribas. Le même groupe COPEBA avait acquis, à l'automne 1972, la moitié du contrôle de La Chiers. C'est donc l'égide de Paribas que va effectuer la réorganisation, apparemment logique, d'un ensemble qui produit, en année normale, environ 2 millions de tonnes d'acier.

M. JEAN SAINT-GEOURS EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA SEMA

M. Jean Saint-Geours, ancien directeur général du Crédit lyonnais, vient d'être nommé président de la SEMA (Société des Entreprises de Métales et de Mécanisme Automatique). En pleine reorganisation depuis plus de deux ans, le holding Metra International dont la Banque de Paris et des Pays-Bas détient 90 % des parts, contrôle, en France, la SEMA (Société d'études et de management) et l'entreprise de sondages SOPRES.

LES DÉPOTS DE BILAN ONT AUGMENTÉ DE 21 % A PARIS EN 1975

Les statistiques du tribunal de commerce de Paris confirment la dégradation de la situation économique. En 1975, 1 042 entreprises de Paris ont déposé leur bilan contre 857 en 1974 (+ 21 %), et les liquidations de biens sont passées de 2 260 à 2 633. Le nombre des règlements judiciaires a presque doublé de 1974 à 1975 : 455 contre 273. Aucune aggravation n'a cependant été enregistrée au mois de décembre. Selon les statistiques du tribunal, les dépôts de bilan ont même diminué par rapport à décembre 1974 : 82 contre 91.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS

Office Algérien des Pêches

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La date limite de remise des plis de l'appel d'offres n° 19.75 (portant sur la construction de 100 embarcations de pêche), initialement fixée au 26 décembre 1975, est reportée au 31 janvier 1976 à seize (16) heures précises.

Faits et chiffres

COOPERATION FRANCO-AMÉRICAINE POUR LA FORÊT GUYANAISE. La Cellulose du Puy-de-Dôme (C.P.D.) a conclu un accord de principe avec le groupe américain International Paper pour entreprendre une étude sur les possibilités d'exploitations de la forêt guyanaise française. A cet effet, les deux firmes ont constitué une société baptisée Produits forestiers de Guyane, où les intérêts français (la Banque nationale de Paris participe au

capital au côté de la Cellulose du Puy-de-Dôme) sont majoritaires. Cette étude sera menée sur le permis d'exploitation d'une superficie de 300 000 hectares qui a été accordée à International Paper par les autorités françaises.

PÂTISSERIE INDUSTRIELLE. La société britannique Associated Biscuit Limited, filiale d'une des plus importantes biscuiteries britanniques, Associated Biscuit Manufacturers Limited, vient d'acquiescer à l'achat de 184 millions de francs 70 % du capital de la société France feuilletée, implantée à Montron et à Champagnac-de-Belair (Dordogne) et spécialisée dans la pâtisserie industrielle.

LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE à Saint-Nazaire vont construire pour l'émirat du Qatar deux évaporateurs d'une usine terrestre de dessalement des eaux. Cette commande intéresse l'atelier de mécanique, qui fait la grosse chaudronnerie : elle s'élève à plusieurs centaines de milliers d'heures de travail. La livraison est prévue pour octobre et décembre.

Conflits et revendications

LES MINÉRIERS DU COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE (C.E.A.), division La

EUROPE

APRÈS TRENTE MOIS DE NÉGOCIATIONS

La Tunisie et la C.E.E. vont signer un accord de coopération

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Tunisie et la Communauté vont bientôt signer un accord de coopération couvrant tant les échanges commerciaux que l'assistance financière et les problèmes de main-d'œuvre.

Les représentants tunisiens et ceux de la C.E.E. sont parvenus, mercredi matin 7 janvier, à un accord complet sur les derniers points en suspens, mettant ainsi un terme à une négociation qui a débuté en juillet 1973. La commission, qui négocie au nom des neuf, retrouve, ce jeudi, les représentants du Maroc, puis ensuite ceux de l'Algérie. Il y a bon espoir, semble-t-il, que les derniers obstacles qui empêchaient, jusqu'ici, la conclusion des pourparlers avec ces deux pays pourront à leur tour être levés, si bien que les ministres des affaires étrangères des Neuf, qui se réunissent le 19 janvier à Bruxelles, devraient être en mesure d'approuver les accords de coopération avec les pays du Maghreb. Ainsi, non sans mal, la politique méditerranéenne de la Communauté, dont les lignes directrices avaient été tracées par les ministres des affaires étrangères des Neuf dès l'automne 1972, prend peu à peu tournure. Rappelons qu'en juillet 1975, la Communauté a signé un accord de coopération avec Israël et que celui-ci s'applique normalement depuis six mois. En décembre dernier, le conseil avait donné mandat à la commission pour ouvrir des négociations avec les pays du Maghreb, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie.

Il y a dix ans, la Tunisie avait déjà signé avec la C.E.E. un accord d'association limité aux échanges commerciaux. Le nouveau texte aura un champ d'application sensiblement plus vaste, puisqu'il traite de tous les aspects de la coopération économique. Sur le plan des échanges industriels et agricoles, les préférences accordées aux exportations tunisiennes se trouvent quelque peu renforcées. Une difficulté sérieuse avait surgi à la fin de l'année passée à propos de l'huile d'olive, produit qui représente environ un tiers des exportations tunisiennes. En raison de la menace de l'huile d'olive, due à la concurrence de plus en plus vive des huiles végétales, et pour tenter de trouver quelque chose de satisfaisant, les deux parties ont convenu de la coopération économique. Sur le plan des échanges industriels et agricoles, les préférences accordées aux exportations tunisiennes se trouvent quelque peu renforcées. Une difficulté sérieuse avait surgi à la fin de l'année passée à propos de l'huile d'olive, produit qui représente environ un tiers des exportations tunisiennes. En raison de la menace de l'huile d'olive, due à la concurrence de plus en plus vive des huiles végétales, et pour tenter de trouver quelque chose de satisfaisant, les deux parties ont convenu de la coopération économique.

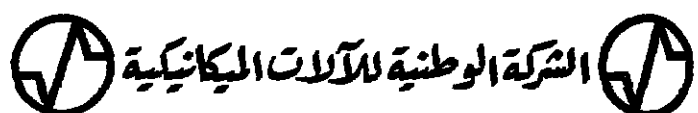
Le préjudice en résultant pour les Tunisiens était important : afin de l'atténuer, la Communauté a accepté de les dispenser d'acquiescer à l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée, à la condition toutefois que leur prix de vente ne soit pas inférieur au prix communautaire. Les droits de douane perçus sur les importations de Tunisie seront, eux aussi, sensiblement réduits. Depuis que la Communauté existe, les exportations tunisiennes bénéficient d'un accès privilégié sur le marché français (protocole 17 du traité de Rome). Ce statut privilégié sera provisoirement maintenu pour quelques produits car les concessions communautaires faites à la Tunisie n'ont pas paru suffisantes aux deux parties pour compenser sa disparition : l'objectif demeure cependant de le supprimer avant la fin de l'actuelle décennie.

La pièce maîtresse, du moins la plus novatrice, de l'accord sur le point d'être signé, est l'aide financière. Elle a été fixée pour les cinq prochaines années à 89 millions d'unités de compte (533 millions de francs), dont 41 millions d'unités de compte (230 millions de francs) sous la forme de prêts de la Banque européenne d'investissements aux conditions normales du marché, 15 millions d'unités de compte (84 millions de francs) sous la forme de dons, lesquels pourront notamment servir de bonification d'intérêt des prêts précédents, et 33 millions d'unités de compte (198 millions de francs) sous forme de prêts à bas taux d'intérêt.

PHILIPPE LEMAITRE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° VP/75/001

La SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES « SONACOME » lance un Appel d'offres international pour la fourniture de 15.000 (quinze mille) véhicules automobiles.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges à la SONACOME - DÉPARTEMENT IMPORTATIONS, 5, avenue de l'A.L.N., EL-HARRACH, ALGER, B.P. 79, contre paiement de la somme de 100 DA. (cent dinars algériens).

Les offres devront parvenir sous pli recommandé avec la mention « Appel d'offres n° VP/75/001 — à ne pas ouvrir » — à la SONACOME DÉPARTEMENT IMPORTATIONS avant le 30 janvier 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de six (6) mois à compter de la date de clôture du présent appel d'offres international.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale de Constructions Mécaniques

SONACOME

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 4462

La SONACOME Complexes Cycles et Motocycles de Guelma lance un appel d'offres international pour la réalisation et la construction d'un bâtiment destiné à recevoir une forge et une fonderie.

Les soumissionnaires pourront soumissionner pour l'ensemble ou un des lots suivants :

Lot n° 1 : Infrastructure, Fondations, aménage d'énergie.

Lot n° 2 : Bâtiment en béton ou charpente métallique.

Les cahiers des charges peuvent être retirés immédiatement auprès de la DIAG, au 18, avenue Claude-Debussy, ALGER.

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le 16 février 1976 à 24 h. au Complexe Cycles Motocycles Guelma sous double enveloppe.

L'enveloppe extérieure ne portera que l'adresse suivante :

SONACOME — COMPLEXE CYCLES MOTOCYCLES ROUTE DE BELKHEIR — B.P. 78, GUELMA.

Et la mention : Appel d'offres n° 4.462 à l'exclusion de toute autre indication.

LES MARCHÉS

PARIS JANVIER

LONDRES

Marché	Clôture	Différence
Or	353,50	+ 0,50
Argent	15,20	+ 0,05
Plomb	11,50	+ 0,05
Etain	11,50	+ 0,05
Aluminium	11,50	+ 0,05
Nickel	11,50	+ 0,05
Cobalt	11,50	+ 0,05
Vanadium	11,50	+ 0,05
Chrom	11,50	+ 0,05
Manganèse	11,50	+ 0,05
Acier	11,50	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

Marché	Clôture	Différence
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05
Indice	100,00	+ 0,05

فكرنا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

224. EUROPE

— PORTUGAL : l'extrême gauche dénonce la politique d'austérité imposée par le gouvernement.

— LIBAN : combats entre militaires et fedayin à Beyrouth.

— AFRIQUE
— LA CRUE DU SAHARA OCCIDENTAL : la Croix-Rouge affirme que quarante mille réfugiés sahraouis sont dans une situation tragique.

— ASIE
— VIETNAM : le général Bigard serait-il accueilli avec sympathie à Hanoï.

— AMERIQUES
— EQUATEUR : démission du gouvernement.

628. POLITIQUE

— MEDICINE
— EDUCATION
— La formation contre l'emploi ? (II), par Jean Vincens.

11213. LA FORMATION PERMANENTE

— Les trois âges de la promotion sociale, par Paul Granet.

14. FAITS DIVERS

— JUSTICE
— Les suites d'une grève devant le tribunal de Paris.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 A 19

— LE FEUILLETON de B. Poirot-Delpech : Gide sans pitié.
— EDITION ET CRITIQUE : Les prochaines publications des éditeurs.
— ESSAIS : Deux visions de l'Occident : Jacques Ellul, Arthur Koestler.
— LECTURES ET TRANSLATIONS : Biographies-souvenirs : Léon Tolstoï, Henry Miller ; Entretien avec le poète grec Elytis.

28. CULTURE

— Une loi linguistique.

22-23. ARTS ET SPECTACLES

— CINEMA : la taxation d'Emmanuelle II.
— MUSIQUE : Rostropovitch... ou piano, sulle Playel.

27. EQUIPEMENT ET REGIONS

— BRETAGNE : Brest sera le grand centre de réparation navale sur la façade atlantique, confirme le président de la République.

28 à 30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— AFFAIRES : M. Giscard quitte la présidence de l'Union des chefs d'entreprises.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21)
— Annonces classées (24 à 26)
— Aujourd'hui (21) ; Bulletin d'enseignement (21) ; Carnet (20) ; « Journal officiel » (21) ; L'école nationale (21) ; Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Finances (21).

BA

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

À découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

Institut Corporel Claude Massard
Tél.: 261 27 25 - 261 27 26
6 rue de la Paix 75002 Paris

TED LAPIDUS

soldes
femme et homme

37, avenue Pierre 1er de Serbie - Paris 8ème
6, place Victor Hugo - Paris 16ème
1, place St Germain des Prés - Paris 6ème

L'ENTREPRISE DE « DÉMORALISATION DE L'ARMÉE »

M. Edmond Maire se déclare déçu de son entretien avec M. Chirac

Reçu à la tête d'une délégation pendant une heure et demie, ce jeudi 8 janvier, par M. Jacques Chirac, premier ministre, à propos de l'incarcération des syndicalistes, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a déclaré : « L'entretien a été décevant, nous avons eu de bonnes paroles sur l'honorabilité de la C.F.D.T. Mais nous n'avons pas obtenu que le premier ministre le dise pour le savoir. »

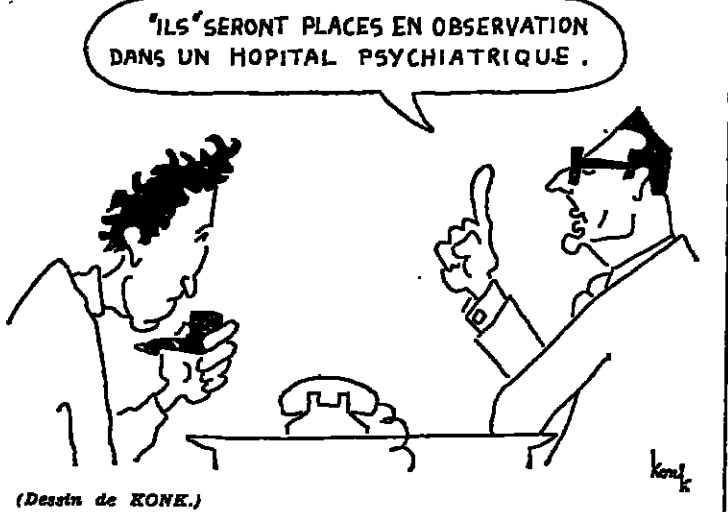
Le leader syndicaliste a ajouté : « La C.F.D.T. a d'abord indiqué au gouvernement quelle était la situation de la C.F.D.T. et de ses militants dans notre pays. Cette dégradation a été marquée par l'attaque contre la C.F.D.T. Et aussi, ces derniers temps, par les licenciements de militants syndicalistes, acceptés par le ministre du travail contre l'avis de l'inspection du travail. »

Et M. Maire a conclu : « Nous avons démontré à M. Chirac que c'était bien la C.F.D.T. qui était visée par le gouvernement. Les faits le montrent : perquisitions dans nos locaux et arrestation de nos militants. Les autres organisations syndicales de gauche et les mouvements politiques de l'opposition ont eu des attitudes identiques pour défendre les droits des appelés brimés dans

les casernes et qui ne peuvent s'exprimer. Seule la C.F.D.T. a fait l'objet d'une attaque sur la base d'un dossier vide. »

A Matignon, on déclarait à l'issue des discussions que le premier ministre avait tout d'abord rappelé à son interlocuteur le principe de séparation des pouvoirs et la règle du secret de l'information. Il ne lui appartenait donc pas d'évoquer les dossiers individuels des personnes impliquées dans l'affaire d'atteinte au moral de l'armée. M. Chirac, ajoute-t-on, a ensuite partiellement répondu qu'il était satisfait de l'information, trente-cinq des quarante-sept inculpés ont été mis en liberté provisoire.

Il a également indiqué que le gouvernement considérait que la C.F.D.T. ne devait pas être tenue pour responsable des agissements reprochés à tel ou tel de ses militants, et que la C.F.D.T. n'avait jamais été visée en tant que telle à l'occasion de la procédure en cours. C'est dans cet esprit, dit-on, que le premier ministre a rappelé qu'il n'avait mis, quant à lui, aucun préalable à une rencontre avec la délégation de la C.F.D.T. Enfin, M. Jacques Chirac a déclaré qu'il entendait poursuivre la politique de concertation avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales.



NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, jeudi matin 8 janvier, M. Maurice Druon, qui lui a présenté le René Carré, nouveau membre de l'Académie française. Il a ensuite donné audience au commandant Baba Diarra, vice-président du comité militaire de libération nationale du Mali et ministre du Plan.

Dans l'après-midi, le chef de l'Etat devait s'entretenir avec M. André Rosol, porte-parole du gouvernement.

● L'Académie des beaux-arts a installé son bureau pour 1976 : M. Louis Leygues devient président ; M. Eugène Beaudouin, de la section d'architecture, a été élu vice-président. L'un et l'autre siègeront aux côtés de M. Emmanuel Bondeville, secrétaire perpétuel.

● Un millier d'étudiants nazis, réunis le mercredi 7 janvier à la faculté de droit, ont décidé de faire la grève des cours, travaux dirigés jusqu'au lundi 12 pour protester contre le projet de loi sur la détermination de la nationalité. Selon la décision prise en avril dernier par le congrès du parti travailliste, son successeur sera M. Odvar Nordli, chef du groupe parlementaire. La démission du gouvernement, Bartelti d'Etat, a été présentée à la séance du conseil des ministres, samedi 6, et qui affirmait la vocation à l'indépendance du T.F.A.L. Le secrétaire d'Etat a souligné que la démission de Bartelti ne signifiait pas la fin de la coopération avec les ministres du cabinet précédent. — (U.P.I.)

● La mort d'un jeune mélanésien, Richard Kamounda, tué par un agent de police le 27 décembre à Nouméa, a été évoquée mercredi 7 janvier par l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, qui a condamné tout appel à la violence à la suite de la diffusion de tracts émanant d'un « Comité pour l'affaire Kamounda ».

Ce comité appelle la population kanake (Mélanésien), à participer samedi à une manifestation pacifique et ajoute : « Il faut organiser un combat révolutionnaire par la création dans chaque tribu de comités d'actions prêts à mener un soulèvement général. » — (A.F.P.)

● Disparition d'un navire norvégien avec trente-deux personnes à bord. — Un grand navire norvégien, le « Sørge-Istra », avec une équipe de trente-deux membres, dont trois femmes, a disparu depuis huit jours au sud-est des îles Philippines, annoncent les armateurs à Oslo. Compagnie de la mer pour le transport de pétrole et du minerai, le navire, qui venait du Brésil, était attendu lundi 5 janvier à Kinkua, au Japon, avec une cargaison de pétrole et du minerai. Les bateaux navigant dans la région et les avions de la garde côtière japonaise n'ont pu effectuer aucune recherche. Aucune tempête n'a été signalée dans ces parages depuis le 26 décembre 1975. — (Reuters.)

A Lisbonne

TROIS PERSONNES SONT TUÉES AU COURS D'UNE FUSILLADE

Lisbonne (A.F.P.). — Des échanges de coups de feu ont été enregistrés ce jeudi 8 janvier, à l'aube, à Lisbonne, entre des policiers et des personnes non encore identifiées qui circulaient dans une voiture.

La fusillade aurait fait trois morts et un blessé parmi les occupants du véhicule, selon les premières indications recueillies auprès de la police portugaise.

L'incident s'est déroulé près du bureau de poste du quartier de Benfica. On ignore encore les raisons de cette fusillade.

L'avenir de Djibouti

NOUS VOULONS UNE INDÉPENDANCE QUI SOIT GARANTIE PAR LA PRÉSENCE FRANÇAISE, déclare M. Ali Aref.

« Nous ne voulons pas une indépendance sans lendemain, mais une indépendance qui soit garantie par la présence française », a réaffirmé, mercredi 7 janvier, M. Ali Aref Bourhan, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, à l'issue d'une réunion avec M. Olivier Stira, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Interrogé au sujet des possibilités de rallier à ses vues l'opposition, regroupée au sein de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.), M. Aref a répondu : « L'opposition a quitté la chaîne de télévision N.B.C. L'UNITA a présenté trois prisonniers cubains à la presse mercredi 7 janvier, à Silva-Porto, dans le centre de l'Angola. Deux d'entre eux, Celso Caldeaz et Rodriguez Garcia, ont affirmé s'être portés volontaires pour combattre aux côtés du M.P.L.A. Le troisième, un cubain, a été relâché. »

Après avoir affirmé qu'il n'y avait pas de tension entre les populations du territoire, M. Aref a dit, faisant référence à la Somalie : « Il y a, par contre, une agression caractéristique d'un Etat voisin qui se traduit sur deux plans : une agression par les ondes et l'introduction dans le territoire d'éléments perturbateurs. »

De son côté, M. Stira a précisé que les entretiens actuels avaient pour but de « préparer la mise en œuvre d'un communiqué qui sera signé, à la dernière par le gouvernement français, et qui affirmait la vocation à l'indépendance du T.F.A.L. Le secrétaire d'Etat a souligné que la démission de Bartelti ne signifiait pas la fin de la coopération avec les ministres du cabinet précédent. — (U.P.I.)

Aucune date n'a encore été arrêtée pour le référendum sur l'indépendance prévu par le gouvernement français.

M. Barakat Gourat, chef de l'opposition parlementaire à M. Aref, qui avait assisté le 30 décembre à une partie de la rencontre avec le président Giscard d'Estaing, n'a pas participé aux discussions, bien qu'il avait été invité, a indiqué M. Aref.

Dans une villa des Yvelines

M. JEAN-LOUIS FENEGLIO (l'un des trois Ménéstrels) ET DEUX DE SES AMIS SONT DÉCOUVERTS ASSASSINÉS

Trois hommes ont été assassinés par balle, ce jeudi 8 janvier, vers 1 heure du matin, dans une villa située rue de la Grèce, à Bures (Yvelines). Les victimes étaient l'un des chanteurs du groupe des Trois Ménéstrels, M. Jean-Louis Feneaglio, le propriétaire de la maison. Les deux autres hommes sont deux amis de chanteur, MM. Patrick Chort, l'imprésario du groupe, et Kamel Masloum, un jeune Tunisien.

L'enquête a été menée par le gendarme de la villa, qui, échappant au meurtre par une fenêtre du premier étage, a pu prévenir les gardiens en faction dans un poste des services de secours aux Tancroites de Normandie. A leur arrivée dans la villa, les cadavres et constaté qu'un grand désordre régnait dans les lieux. Ils ont aussi noté que le meurtre avait pu entrer et sortir de la propriété malgré la présence dans le parc d'un berger allemand.

L'enquête est menée par les gendarmes de Fuisy et le service régional de police judiciaire de Versailles.

[Avec Mme Maria Sandrini et M. Raymond Ryker, M. Jean-Louis Feneaglio formait l'ensemble vocal les Trois Ménéstrels.

Les trois chanteurs s'étaient rencontrés au cours de l'été 1956 à Paris et avaient décidé de faire équipe depuis cette époque, sans jamais atteindre les premières places des hit-parades, le trio avait connu un réel succès dans les cabarets de Paris et en province.]

En Angola

M. Kissinger déplore que Washington ait « les mains liées »

L'évolution du conflit angolais inquiète de plus en plus les Etats-Unis. Commentant la présence dans les eaux africaines de navires soviétiques en route vers l'Angola, le porte-parole de la Maison Blanche y a vu, mercredi 7 janvier, « le signe de la persistance des ingérences de l'Union soviétique dans une région où elle n'a aucun intérêt avouable ».

Quant à M. Kissinger, il a déclaré, mercredi, au correspondant du quotidien israélien *Yedioth Aharnoth* : « Si l'administration américaine continue d'avoir les mains liées en Angola, cela pourrait avoir des conséquences très graves pour Israël. » Le raisonnement du secrétaire d'Etat américain est que, « si les Etats-Unis continuent d'être dans l'impossibilité de prendre une attitude ferme en Angola, les Soviétiques en tireront avantage et feront pression sur Washington pour obtenir des concessions au Proche-Orient ».

Sur le terrain, le M.P.L.A. a publié mercredi 7 janvier plusieurs communiqués faisant état de victoires. L'UNITA s'attend à une offensive de ce mouvement sur le front sud.

D'autre part, la chaîne américaine N.B.C. a annoncé mercredi que les unités sud-africaines allaient quitter l'Angola. « L'administration Ford a été informée que les Sud-Africains quitteront l'Angola dans les quarante-huit heures », a précisé le correspondant diplomatique de la chaîne de télévision N.B.C.

L'UNITA a présenté trois prisonniers cubains à la presse mercredi 7 janvier, à Silva-Porto, dans le centre de l'Angola. Deux d'entre eux, Celso Caldeaz et Rodriguez Garcia, ont affirmé s'être portés volontaires pour combattre aux côtés du M.P.L.A. Le troisième, un cubain, a été relâché.

sième a dit avoir été appelé « pour défendre le peuple angolais ». Le dernier, Jose Durudi, intervenant sur un éventuel message à transmettre à sa famille, a notamment répondu : « Dites aux gens de laisser tomber l'Angola, car nous ne saurons pas pourquoi nous combattons. »

Le gouvernement de Lisbonne a démenti, le 7 janvier, que des avions cubains utilisaient l'aéroport international de Santa-Maria, aux Açores, comme escale de ravitaillement en carburant. Un député socialiste à l'Assemblée constituante portugaise, M. Jaime Gama, avait posé une question orale au premier ministre sur le bien-fondé des informations faisant état d'escales aux Açores d'avions cubains à destination de l'Angola.

Enfin, à deux jours de la conférence au « sommet » de l'O.U.A. consacrée à l'Angola, il faut noter qu'après la Libye, le 6 janvier, le Tchad a lui aussi reconnu le M.P.L.A.

La position de la France

Le président Giscard d'Estaing a fait la déclaration suivante à l'issue du conseil des ministres du mercredi 7 janvier : « Le gouvernement français réprouve l'envoi massif de matériel de guerre, et plus encore de combattants étrangers, qui s'observeraient publiquement depuis plusieurs semaines en Angola. Il a demandé qu'il y soit mis fin. La poursuite d'une telle intervention créerait une situation de tension permanente et de division en Afrique, détruisant le climat de paix qui avait jusqu'ici accompagné l'indépendance, et détournerait ce continent de ses tâches prioritaires de développement. »

On précise, dans les milieux gouvernementaux, que « la France souhaite voir que l'Angola ne devienne une tête de pont soviétique » et que les déclarations du chef de l'Etat allaient dans ce sens. « La fin de l'intervention sud-africaine serait souhaitable, ajoute-t-on, mais ce n'est pas la seule intervention qui doit cesser. »

● Deux journalistes français sont détenus depuis deux mois par l'UNITA à Silva-Porto, dans le centre de l'Angola. L'un d'eux travaille pour l'Agence Gama. Interrogé sur leur sort, M. Jean Savimbi, chef de l'UNITA, a déclaré qu'ils pourraient être relâchés prochainement.

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1976 a été tiré à 559 545 exemplaires.

COURS AZ

Méthode audiovisuelle
106, rue Saint-Hippolyte, Paris-1er
Tél. 261-47-04 - 261-46-85
M. P. Falde-Royal

DACTYLO

cycles de 15 h.
(Débutants, Perf., recyclage)
Entraînement machine électrique

STÉNO en 50 h.

Système PREVOST-DELAUNAY
De 8 h à 20 h, rte l'année si samedi

soldes
ANNUELS
NICOLL
La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

**VENDREDI 9 - SAMEDI 10
ET JOURS SUIVANTS**

Rayon spécial pour hommes grands et hommes forts

COSTUMES, fantaisies diverses, coloris mode, garnie NICOLL. Prix normal 750 F SOLDÉS 650 F	COSTUMES légers d'été en Polyester et Laine de haute qualité, dispositions fantaisies. Prix normal 1.300 F SOLDÉS 800 F
COSTUMES velours. Prix normal 750 F SOLDÉS 750 F	COSTUMES habillés, draperies poudrées, coupes mode d'été, dispositions fantaisies. Prix normal 1.300 F SOLDÉS 800 F
LODENS, coloris vert et autres. Prix normal 600 F SOLDÉS 490 F	PARDESSUS ville classique ou sport, fantaisies exotiques dans les plus belles draperies. Prix normal 1.300 F et 1.390 F SOLDÉS 850 F et 800 F
PARDESSUS Raglan ou manches montées, draperies haute qualité, dispositions mode. Prix normal 850 et 880 F SOLDÉS 650 F	PARDESSUS, tissus imprimés, coloris beige uni ou fantaisies discrètes. Prix normal 1.150 F SOLDÉS 950 F
BLAZERS, serge bleu marine, pure laine, droit 2 boutons, large médiane. Prix normal 450 F SOLDÉS 350 F	VESTONS Harns Tweed, coloris uni et fantaisies nombreuses. Prix normal 600 F SOLDÉS 490 F
VESTONS sport, pure laine, fantaisies discrètes, coloris divers. Prix normal 380 F SOLDÉS 300 F	VESTONS Importés d'Angleterre, très haute fantaisie. Prix normal 1.250 F SOLDÉS 1.000 F
PANTALONS, serge couverte polyester et laine - plusieurs coloris. Prix normal 220 et 190 F SOLDÉS 180 et 160 F	PANTALONS - la garnie complétable, sangles fines, unies et fantaisies. Prix normal 350 et 280 F SOLDÉS 290 et 260 F
IMPERMEABLES manches montées, droit avec boutons amovibles incorporés. Prix normal 490 F SOLDÉS 390 F	CHEMISES polyester et coton, forme classique, plusieurs coloris. Prix normal 80 F SOLDÉS 65 F
MANTEAUX réversibles, une face laine, une face coton polyester. Prix normal 350 F SOLDÉS 250 F	PLAGE NETTE dans tous les accessoires du trousseau masculin : cravates, pulls, chaussettes, sous-vêtements.

Magasin ouvert sans interruption de 9 h 30 à 18 h. Le Lundi de 14 à 18 h.

le Baron Empain
entrerait
en conseil exécutif
du C.N.P.F.

la disparition de Cho
le rapport
quelle
rieève ?

Le patrie

**PIERRE
PAR VO
ET PAR**

Pierre Boulez
est librettiste
et docteur en
formation
son évolution
sa création
et sa réflexion
musicales

LE MONDE
DIPLOMATIQUE
est de janvier
EST PARU

مكتبة من الأصل